

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

35 personnes sous mandat de dépôt et 10 autres sous contrôle judiciaire (ministère de la Justice)

P. 24

ALGÉRIE-RUSSIE

Le Chef d'état-major de l'ANP en visite officielle en Fédération de Russie

P. 24

MAROC- DROITS DE L'HOMME

RSF considère les autorités marocaines responsables du sort du journaliste Raïssouni

P. 24

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Une plateforme numérique au profit des opérateurs économiques

La plateforme numérique "Istithmari" a été lancée, hier à Alger, pour permettre aux opérateurs économiques et aux porteurs de projets d'investissement de soumettre directement leurs préoccupations aux services du ministère de l'Industrie sans intermédiaire. Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de lancement d'"Istithmari", en présence de cadres du ministère et de représentants d'entreprises publiques et d'organisations professionnelles, le ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha, a précisé que cette nouvelle plateforme (istithmari.gov.dz) "vise à rapprocher l'administration des opérateurs économiques pour être à l'écoute de leurs préoccupations et bien prendre en charge leurs doléances".

P. 6

DKnews-APS



JUSTICE

Des sessions de formation au profit des magistrats et fonctionnaires

P. 3

BAC 2021

Les sujets de langue arabe et d'éducation islamique abordables pour la majorité des candidats

P. 3

NÂAMA

Keltoum Bouameur, une lycéenne non voyante déterminée à décrocher le baccalauréat

P. 8

SANTÉ

FOURMIS DANS LES DOIGTS

Ça cache quoi?

P.p 12-13

FOOTBALL

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (1/2 FINALE - ALLER)

La JSK s'impose en déplacement face à Coton Sport (2-1)



P. 21

MEDIAS - DÉCÈS

Décès de la journaliste et présentatrice de Canal Algérie Wafa Meftah Rezki

P. 2

ALGER

2 ouvriers meurent électrocutés sur le quai de la gare de l'Université de Bab Ezzouar

P. 2

ALGER

Deux ouvriers meurent électrocutés sur le quai de la gare de l'Université de Bab Ezzouar



Deux personnes, effectuant des travaux de maintenance au niveau du quai de la gare de train entre l'Université de Bab Ezzouar et la gare d'El Harrach, ont trouvé la mort, lundi matin, par électrocution produite par une ligne de haute tension, a indiqué le chargé de communication à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger.

Vers 10h48, deux ouvriers sont morts électrocutés par une ligne de haute tension au niveau du quai de gare de l'Université de Bab Ezzouar vers la gare d'El Harrach (Est d'Alger), a indiqué le chargé de communication à la direction de la Protection civile, le Lieutenant Khaled Benkhalfallah.

Selon la même source, il s'agit de K.A, 59 ans et d'A.H, 42 ans, qui exécutaient des travaux de maintenance dans la gare.

M. Benkhalfallah a affirmé que les corps sans vie des deux victimes seront transportées à la morgue du cimetière d'El Alia, dès la fin de l'enquête des services concernés.

MEDIAS - DÉCÈS

Décès de la journaliste et présentatrice de Canal Algérie Wafa Meftah Rezki



La journaliste et présentatrice de Canal Algérie, Wafa Meftah Rezki, est décédée, dimanche soir à Alger, à l'âge de 42 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de sa famille.

Elle sera inhumée ce lundi après la prière du dohr au cimetière de Garidi, à Kouba.

La défunte qui a intégré la rédaction de Canal Algérie en 2004, a animé plusieurs émissions dont "C'est le week-end, Un air de famille, Bien être, Bonjour d'Algérie, TV Rama", et sa dernière émission "Paroles de femmes". En cette douloureuse circonstance, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer, "présente ses sincères condoléances à la famille et collègues de la défunte".

Le directeur général de l'EPTV, Chaâbane Louakel et l'ensemble des travailleurs de la télévision algérienne tout en présentant leurs condoléances également à la famille de la défunte et ses proches, expriment leur profonde

ILLIZI

Deux morts dans un accident de la route près d'In Amenas



Deux (2) personnes sont décédées et une autre a été blessée suite à un accident de la circulation survenu près de la commune d'In Amenas dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris lundi auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit hier dimanche au niveau de la route nationale (RN-3) à une trentaine de kilomètres de la commune d'In Amenas, suite à une collision frontale entre deux véhicules (utilitaire et touristique) qui circulaient en sens inverse, causant la mort de deux personnes (28 et 45 ans) et des blessures à une autre (25 ans), selon le même source.

Les agents de la Protection civile de l'unité secondaire d'In Amenas se sont intervenus pour transférer les corps des deux victimes vers la morgue de l'établissement public hospitalier de la même collectivité.

Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes exactes de cet accident.

MOSTAGANEM

Poursuite des recherches d'un porté disparu par noyade à la plage Sidi El Mejdoub



Les services de la protection civile de Mostaganem poursuivent dimanche l'opération de recherche pour retrouver un porté disparu par noyade au niveau de la plage Sidi El Mejdoub à Kharouba, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de ce corps constitué.

L'opération de recherche du disparu à Sidi El Mejdoub, une plage relevant de la commune de Mostaganem, a débuté samedi soir et s'est poursuivie tôt dans la matinée du dimanche par l'unité marine, ainsi qu'une équipe de plongeurs, a indiqué la même source.

Les services de la protection civile de Mostaganem, qui ont enregistré cinq cas de noyade avant l'ouverture de la saison estivale, mènent actuellement, dans ce sens, des campagnes de sensibilisation au niveau des plages, a relevé la même source.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Deux morts et 115 blessés en zones urbaines en fin de semaine

Deux personnes ont trouvé la mort et 115 autres ont été blessées dans 100 accidents corporels de la circulation survenus les 18 et 19 juin (week-end) en zones urbaines, indique dimanche un communiqué des services de la sûreté nationale. Selon les données des services spécialisés de la sûreté nationale, ces accidents sont principalement dus au facteur humain.

A cet effet, la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) renouvelle son appel aux usagers de la voie publique au respect du code de la route et à davantage de prudence et de vigilance lors de la conduite.

Elle met à la disposition des citoyens les numéros vert 1548 et de secours 17 joignables 24h/24 pour tout signalement, précise la même source.

TIPASA

La dépouille d'un jeune mort par noyade retrouvée après 10 jours de recherches



Le corps sans vie du jeune Aymene, disparu en mer à Tipasa, a été retrouvé, dimanche, par les plongeurs de la protection civile, à la plage Benaouda, à l'ouest de la wilaya, après dix jours de recherches, a indiqué un communiqué de la direction locale de la protection civile.

Selon le document, le corps inerte du jeune homme âgé de 21 ans, originaire de Blida et qui a disparu au large de la plage Benaouda, a été retrouvé dimanche matin par les plongeurs de la protection civile, qui l'ont transféré à la morgue de l'hôpital de Tipasa.

Les recherches pour retrouver le jeune Aymene ont débuté le 11 juin courant, immédiatement après le signalement de sa disparition.

Les services de la protection civile de Tipasa ont mobilisé, pour ce faire, tous les moyens humains et matériels nécessaires, avec l'installation, sur place, d'un centre opérationnel avancé, durant toute la période des recherches. Aymene Bouleghbar était parti vendredi 11 juin à la plage Benaouda avec ses amis et n'avait plus donné signe de vie depuis, rappelle-t-on.

DJELFA

Saisie de munitions et d'une arme à feu de 5^e catégorie à Hed S'hari

Des munitions, une arme à feu de 5^e catégorie de fabrication artisanale et des drogues ont été saisies par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Hed S'hari (90 km au nord de Djelfa), a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Cette opération a été réalisée, en début de semaine, suite à une perquisition effectuée au domicile d'un suspect âgé d'une quarantaine d'années, ayant abouti à la découverte d'une arme à feu de 5^e catégorie de fabrication artisanale, près d'un kilogramme de poudre à fusil, 10 unités de projectile en métal et 148 cartouches, a indiqué à l'APS le chargé de communication auprès de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Saad Fités. La fouille du domicile a également donné lieu à la découverte et à la saisie de comprimés psychotropes et d'une plaquette de drogue d'1,6 g, a-t-il ajouté.

Le suspect a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal d'Ain Ouessara, lequel a transmis le dossier de l'affaire au juge d'instruction.

Ce dernier a émis un mandat de dépôt à son encontre.

BECHAR

Un enfant meurt carbonisé dans un incendie d'un camion

Un enfant âgé de 11 ans est mort carbonisé dans un incendie qui s'était déclaré samedi après midi à l'intérieur du conteneur d'un camion de livraison de denrées alimentaires au niveau du quartier de "Zaouïa" au nord de la commune de Bechar, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication de la direction de la protection civile (PC).

Cinq (5) autres personnes, qui se trouvaient à l'intérieur du même conteneur, ont été gravement brûlées suite à cet incendie, et qui ont été évacués également vers la même structure de santé pour recevoir les soins nécessaires, a-t-on signalé. La contribution et l'apport des citoyens qui ont pris part à l'opération de secours des victimes a permis d'éviter le pire, d'autant plus que le camion de gros tonnage livrait au moment de cet accident sa marchandise dans une rue bondée de passants et marquée par une activité commerciale intense.

JUSTICE

Organisation de plusieurs sessions de formation au profit des magistrats et fonctionnaires du secteur

Le ministère de la Justice organise, du 20 juin au 16 août 2021, des sessions de formation au profit de plusieurs magistrats et fonctionnaires du secteur, a indiqué dimanche un communiqué du ministère.

Ces sessions de formation sont organisées dans le cadre de la coopération et du partenariat avec les instances nationales et internationales, telle qu'une session organisée par internet du 22 au 24 juin 2021, en collaboration avec l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), au profit de 48 magistrats des cours et un magistrat enseignant de l'Ecole supérieure de magistrature (ESM), sur le thème:

"Protection des droits de la propriété intellectuelle", précise la même source. Cette session qui se déroule en coordination avec le bureau de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle en Algérie, vise à soutenir les instances nationales participantes à appliquer les droits de la propriété intellectuelle, y compris la Sûreté nationale, les Douanes et la Gendarmerie nationale, et ce pour échanger les expertises sur les défis les plus pressants en matière de propriété intellectuelle, imposés par l'accélération de l'innovation et la croissance de l'utilisation de la propriété intellectuelle via les frontières, souligne le communiqué. Dans le cadre de la coo-

opération avec la cellule de traitement du renseignement financier, quatre (4) magistrats participeront à des séances d'information via internet sur "la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la corruption et le recouvrement d'avoirs relatifs au blanchiment des revenus de la corruption", et ce les 22 et 29 juin et 16 août prochain, et organisées par le Groupe d'action financière pour la Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Mena) en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Il sera question, durant ces séances, de la mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la corruption et la présentation du mécanisme de révision de l'application de cette convention et les mesures de lutte contre le blanchiment d'argent citées dans ladite convention et les moyens de restitution des avoirs.

Dans le cadre de la coopération avec la Ligue arabe, deux (2) magistrats devront participer à une session de formation sur une plateforme numérique sur "la justice amie de l'enfant", le 25 et 26 juin en cours,



organisée par le Secrétariat général de la Ligue arabe en coopération avec le Mouvement mondial pour l'enfance/section Palestine.

Un total de 21 magistrats devront également participer à une session de formation spécialisée sur "les contrats commerciaux internationaux, du 21 juin au 1 juillet à l'Ecole supérieure de magistrature (ESM) à Koléa (Tipasa) animée par les deux experts, à savoir Mme Akroun Yakout et M. Bessai Mohamed Toufik, et ce, dans le cadre de la coopération avec le programme européen d'appui au

secteur de la Justice en Algérie.

Cette session vise à informer les magistrats sur une série de contrats internationaux et la loi en vigueur concernant les droits et les devoirs des parties signataires, notamment les contrats de transport maritime, de l'investissement international et des contrats d'assurances. Un total de 100 professionnels (secrétaires généraux des Cours de justice, des chefs de service de la gestion administrative auprès des tribunaux administratifs et des cadres et fonctionnaires de l'administration cen-

trale) devront prendre part à une formation virtuelle sur "la modernisation de la gestion via le rendement", et ce, du 27 au 29 juin en cours.

Lors de cette rencontre, les outils de perfectionnement du rendement en matière de gestion de l'appareil judiciaire seront mis en lumière, notamment en matière de gestion des ressources humaines et les mécanismes d'amélioration des relations de travail collectives et individuelles.

Concernant la mise en oeuvre du programme de formation continue et l'amélioration du niveau tracé au profit des fonctionnaires, un total de 34 fonctionnaires devront participer à deux sessions de formation (17 fonctionnaires pour chaque session), du 20 et 24 juin en cours, et ce à l'annexe de l'Ecole nationale des personnels des greffes (ENPG) d'El Harrach.

Les deux sessions visent à perfectionner le niveau des fonctionnaires et de mettre à jour leurs connaissances pour une meilleure maîtrise des procédures judiciaires et l'amélioration du rendement.

BAC 2021

Les sujets de langue arabe et d'éducation islamique abordables pour la majorité des candidats

Des candidats à l'examen du baccalauréat ont été unanimes à affirmer, dimanche, que les sujets de langue arabe et d'éducation islamique ont été "abordables pour la majorité", tandis que d'autres ont trouvé des difficultés pour le sujet de langue arabe, notamment pour la branche Lettres et Philosophie.

Plusieurs candidats ont affirmé à l'APS au premier de l'examen que les deux sujets de langue arabe ont été dans le cadre du programme scolaire, expliquant que la seule problématique était la durée courte consacrée à l'épreuve.

La candidate libre Nadia (50 ans) qui a opté pour la branche Lettres et philosophie a indiqué que sa décision de passer le bac après 32 ans de sa première expérience constituait un "véritable défi" pour elle mais aussi pour ses trois enfants.

Elle a estimé que la matière de langue arabe était "abordable pour tous", précisant que l'exercice de "la conjugaison" était sa "bête noire". Au centre d'examen Lamine Lamoudi aux Cinq Maisons (Alger est), le candidat Wassim. S (branche Maths Technique)

s'est dit satisfait pour le sujet de la langue arabe.

Pour les jumelles Manel et Riham (branche Sciences expérimentales) au centre de Bachir Mentouri à Chéraga (Alger ouest), le sujet de langue arabe était "relativement facile mais il nécessitait de la concentration". Les candidates Nawal et Siham ont affirmé, les larmes dans les yeux, que le sujet de la langue arabe "était trop compliqué".

Concernant le sujet des Sciences islamiques, la majorité des candidats rapprochés par l'APS ont exprimé leur satisfaction quant aux questions posées dans les sujets dont "la majorité des candidats peuvent répondre facilement", selon ces candidats.

Parfaite organisation de l'examen

A Alger, les responsables chargés de l'organisation du BAC ont affiché une grande "maîtrise" du déroulement de l'examen sur le plan organisationnel, sécuritaire et matériel.

Aussi, les éléments de la Gendarmerie na-

tionale, de la police et de la protection civile se sont déployés sur tous les périmètres des centres d'examen en vue de sécuriser les candidats et d'assurer le respect du protocole sanitaire contre la Covid-19. Des encadreurs des deux sexes, ont été chargés, en vue de contrôler les candidats par le biais d'un détecteur de métaux, en plus des fouilles manuelles et du retrait de tous les moyens et dispositifs de communication électroniques ainsi que des documents non autorisés.

A ce propos, des parents d'élèves ont exprimé leur satisfaction quant aux bonnes conditions ayant marqué le premier jour de l'examen notamment le respect du protocole sanitaire.

Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, avait donné le coup d'envoi des épreuves du baccalauréat depuis la commune de Draria (ouest d'Alger) où il avait indiqué que cet examen "se tient dans des circonstances exceptionnelles pour la deuxième année consécutive", affirmant que toutes les conditions ont été réunies pour assurer la réussite de ce rendez-vous qui intervient au

lendemain de l'annonce des résultats de l'examen de fin de cycle primaire.

Le ministère de l'Education nationale avait appelé samedi élèves à "faire preuve de vigilance et de sens de responsabilité en ne se laissant pas influencer par les publications, les sujets ou les corrigés types diffusés relayés sur les réseaux sociaux en vue de la déconcentration et porter atteinte à la crédibilité du baccalauréat".

Les épreuves du Bac s'étalent sur 4 jours pour les candidats des filières littéraires et cinq jours pour les filières des Sciences expérimentales, Mathématiques, Math techniques et Gestion et économie. Le nombre des candidats à cet examen est de 731.723 dont 459.545 candidats scolarisés et 272.178 candidats libres. Les copies seront composées au niveau de 18 centres de regroupement et compostage avant de les répartir sur 87 centres de correction. Les centres de correction ouvriront leurs portes à partir du 1 juillet jusqu'au 19 juillet prochain. Pour rappel, le taux de réussite du BAC/session 2020 avait atteint 55,30%.

UNIVERSITÉ-BOURSES

Les étudiants algériens à l'étranger invités à renouveler leur bourse via une plateforme numérique (ministère)

Les étudiants algériens boursiers à l'étranger sont invités à procéder au renouvellement de la bourse au titre de l'année 2021-2022 via une plateforme numérique dédiée à cette opération, indique, dimanche, un communiqué ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

"Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique informe l'ensemble des étudiants boursiers à l'étranger que, compte tenu de la situation sanitaire actuelle, l'opération de renouvellement de bourse au titre de l'année 2021-2022 s'effectuera via la plateforme numérique dédiée à cette opération", précise la même source.

A cet effet, les étudiants concernés par le renouvellement sont invités "à déposer leurs dossiers au niveau des représentations diplomatiques ou consulaires, qui à leur tour se chargeront du dépôt des dossiers des étudiants au niveau de la plateforme", ajoute le communiqué. S'agissant du retour des étu-

dians en Algérie, la même source explique que "pour ceux qui ont terminé leur formation, les billets d'avion du retour définitif seront pris en charge par leurs établissements d'origine".

"Pour les étudiants ayant bénéficié d'une bourse d'études pour l'année 2020-2021 pour la Hongrie, l'Irlande et l'Espagne, ces dossiers ne sont pas prioritaires et ne sont pas concernés par le retour pendant les vacances de l'été afin qu'ils puissent optimiser et progresser dans leur cursus, vu que leur mise en route est intervenue à la fin de l'année 2020 et au début de l'année 2021", détaille encore le ministère. "Pour les étudiants des autres promotions qui n'ont pas rejoint l'Algérie depuis deux (2) années, en raison de la pandémie de la Covid-19, leurs billets seront pris en charge, en leur rappelant également qu'ils doivent au moment du retour dans le pays d'accueil de procéder à la réservation de leurs départs par leurs propres moyens".

UNIVERSITÉ-LANGUE

Appel à l'adaptation de la langue arabe aux évolutions modernes (Salah Belaïd)

Le président du Haut conseil de la langue arabe (HCLA), Dr. Salah Belaïd a appelé, dimanche depuis Mila, à l'impérative "adaptation" de la langue arabe aux évolutions modernes. "La langue arabe est universelle et doit s'adapter aux évolutions modernes en insérant des termes tirées d'autres langues, et ce, en réponse aux terminologies prises à travers la définition ou la traduction, a fait savoir Dr. Salah Belaïd dans une intervention lors du congrès international organisé par le centre universitaire Abdelhafid Boussouf. Selon le même responsable, le Haut conseil de la langue arabe a proposé des idées qui ont été acceptées à ce propos pour le développement de la langue arabe en préservant la beauté et l'authenticité de la calligraphie arabe, et ce, conformément aux mécanismes de développement résultant de la soumission de la calligraphie et de la langue en général à plusieurs évolutions. M. Belaïd a souligné que sa participation à cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'effort visant le développement de la langue arabe, une des missions du Haut conseil. La signature d'une convention de partenariat entre le Haut conseil de la langue arabe et le centre universitaire Abdelhafid Boussouf (Mila) devra permettre la généralisation de l'utilisation de la langue arabe dans les sciences et la traduction, outre l'implication de professeurs du centre universitaire de Mila dans les projets supervisés par le Haut Conseil, a-t-il poursuivi. Pour sa part, le président du congrès, Dr. Fatah Merzoug Benali, a fait savoir que cette convention devra profiter aux étudiants et aux académiciens de Mila activant dans le domaine de la recherche dans les spécificités de la langue et la calligraphie arabe. Les travaux de ce congrès devront se poursuivre avec la présentation d'interventions de professeurs des différentes universités nationales et arabes, à l'instar de la Mauritanie, l'Iraq et la Palestine.

INDUSTRIE

Des actions "prioritaires" initiées dans les domaines de l'investissement et de la digitalisation au cours du 1^{er} semestre 2021

Plusieurs actions "prioritaires" ont été initiées au cours du premier semestre 2021 dans le secteur de l'industrie, notamment la refonte du cadre juridique régissant l'investissement et le foncier industriel, ainsi que l'accélération du processus de digitalisation des dispositifs régissant les activités industrielles.

Dressant un bilan sur les projets engagés jusqu'au 15 juin en cours, le ministère de l'Industrie a fait état de la révision du cadre juridique relatif à l'investissement portant notamment sur des allègements et le renforcement des prérogatives de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) en vue d'offrir davantage de facilitations aux investisseurs et d'évoluer vers le guichet unique. Concernant l'accès au foncier industriel, le ministère a évoqué le lancement d'un nouveau cadre juridique et la fusion de deux entités pour la création d'un Office national du foncier industriel (ONFI), de manière à assurer une "meilleure prise en charge de la problématique liée à l'offre et à la demande". Le ministère a annoncé également avoir entamé l'examen d'une révision des conditions et des modalités de concession de terrains relevant du domaine privé de l'Etat, situés au niveau des zones industrielles, des actifs excédentaires des entreprises publiques économiques, ainsi que des actifs résiduels des entreprises dissoutes. Autre action engagée par le département de l'Industrie figure celle portant sur la mise en œuvre d'un processus de digitalisation des principaux dispositifs régissant les activités industrielles. A ce titre, de nouveaux cadres réglementaires ont été récemment adoptés avec la mise en place d'un processus de gestion automatisée des dispositifs gérés par le ministère de l'Industrie. Ainsi, une nouvelle plateforme numérique accessible via Internet permet à l'ensemble des opérateurs économiques d'être en relation avec les dispositifs régissant les activités industrielles afin de garantir la réception de la demande, le traitement, la notification et le suivi de l'évolution des dossiers. Deux dispositifs sont déjà opérationnels à travers cette plateforme et concernent les constructeurs de véhicule et l'activité de concessionnaires automobiles. S'agissant des dis-



positifs relatifs à l'importation des chaînes et équipements de production rénovés, l'importation ou l'acquisition locale de composants et matières premières par des sous-traitants, ils sont en cours de finalisation en raison des modifications apportées aux procédures, a souligné le bilan.

Le ministère a précisé en outre que le dispositif portant sur le secteur de l'électronique et l'électroménager est en cours de révision pour prendre en charge l'activité de production d'appareils électriques (groupes, armoires et moteurs électriques).

"ISTITHMARI", une plateforme dédiée aux porteurs de projets

Toujours dans le domaine de la digitalisation et de la numérisation, le ministère a annoncé le lancement d'une seconde plateforme nommée "ISTITHMARI" qui sera dédiée aux opérateurs et aux porteurs de projets dans le cadre des investissements et qui permettra de répondre en temps réel aux requêtes et doléances des investisseurs.

Dans le même contexte, le ministère de l'Industrie a indiqué que les organismes placés sous sa tutelle ont développé également des plates-formes et des services numériques tels que le paiement en ligne, le dépôt en ligne des dossiers relatifs

à la propriété industrielle (brevets) au niveau de l'INAPI et de ses annexes. Cela en plus du suivi en ligne du traitement des dossiers par les organismes d'évaluation de la conformité ainsi que le dépôt en ligne des demandes et des dossiers d'agrément des installateurs réparateurs des instruments de mesures ainsi que les réclamations des usagers et de la cartographie de l'investissement.

En matière de renforcement des systèmes d'information, le ministère a engagé la généralisation des procédés électroniques dans le cadre d'un programme de numérisation et de dématérialisation des documents et des procédures administratives inscrites à la charge du ministère. Durant la même période, il a été mis en place un fichier des entreprises agroalimentaires de plus de 50 salariés, un système d'information économique sur la PME (SIE-PME) ainsi qu'un fichier de l'expertise et bureaux d'études spécialisés en matière d'export et d'assurance qualité.

Des mesures prises pour améliorer la compétitivité

Le ministère de l'Industrie s'est attelé, par ailleurs, à la réalisation d'infrastructures d'appui au développement de l'entreprise, en créant la Maison de la Qualité, dans le but d'assurer une meilleure prise en charge des exigences de com-

pétitivité des entreprises.

La Maison de la Qualité regroupe, sur un seul site, l'Institut algérien de normalisation (IANOR), l'Office national de métrologie légale (ONML), l'Organisation algérienne d'accréditation (ALGERAC) et l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI).

Le ministère a contribué également à l'ouverture d'un bureau de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), alors que le dispositif d'appui à la certification et à l'accréditation des entreprises et des organismes d'évaluation de la conformité (OEC) est en cours de finalisation. Parmi les autres actions, le bilan a cité la simplification des procédures de création d'entreprise et d'investissement et l'optimisation des infrastructures de soutien et d'accompagnement des entreprises, telles que les clusters, les pôles d'excellences, les incubateurs, les zones industrielles et d'activités.

De plus, le ministère a élargi les attributions de l'Agence nationale de développement de la PME et de la promotion de l'innovation en les orientant, entre autres, vers la promotion de l'entrepreneuriat et l'assistance, l'innovation et la veille technologique, la compétitivité des filières et des territoires, le partenariat public-privé, la naissance de start-up innovantes, la pérennité et la sauvegarde des entreprises.

JUSTICE

L'Etat accorde une "grande importance" à la formation dans le cadre de la politique de réinsertion des détenus (DG)

Le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Saïd Zreb, a affirmé dimanche à Batna que "l'Etat algérien accorde une grande importance à l'enseignement et à la formation dans le cadre de la politique de réinsertion des détenus tracée pour en faire des citoyens actifs à leur sortie de prison".

Après avoir donné le coup d'envoi des épreuves de baccalauréat, session de juin 2021 pour les détenus, à l'établissement de rééducation Hamla de Batna, le même responsable a affirmé que "tous les moyens ont été mis en place pour permettre aux détenus d'étudier à distance dans le cadre de la stratégie d'enseignement à laquelle ont adhéré 29.000 détenus dans diverses filières à travers le pays".

Il a ainsi souligné que le nombre d'inscrits en formation a atteint 35.486 détenus répartis sur 142 spécialisés, dont 34.409 inscrits en formation professionnelle et le reste dans l'apprentissage. Concernant l'emploi, le secteur pénitentiaire compte 140 ateliers productifs à l'intérieur des établissements pénitentiaires encadrés par l'Office national des travaux éducatifs et de l'apprentissage et spécialisés dans diverses activités dont l'impression, la menuiserie, la ferronnerie, la couture et l'artisanat. Le secteur compte également, a-t-il indiqué, 26 exploitations agricoles dont 12 établissements en milieu ouvert et 14 ateliers agricoles attenants à des établissements pénitentiaires exploitant plus de 400 ha de terres agricoles comprenant 90.000 arbres fruitiers et accueillant des pépinières de fleurs, des élevages apicoles et avicoles, des étables de bétail.

Cela, dit-il, en plus d'une expérience pilote de pisciculture dans la wilaya d'Adrar, à l'aide de bassins qui comptaient près de 16.620 poissons en 2020. Les services concernés du ministère de la Justice œuvrent à poursuivre l'opération de mise en valeur des terres relevant des établissements en milieu ouvert et des ateliers agricoles mitoyens aux établissements pénitentiaires pour dynamiser l'activité agricole avec l'accompagnement des services du ministère de l'Agriculture, en vertu de la convention cadre signée le 9 juin courant par les deux ministres de la Justice et de l'Agriculture et relative à la formation et l'emploi de main d'œuvre pénitentiaire dans le secteur de l'agriculture et dans les travaux sylvicoles.

Il est prévu dans ce contexte que la superficie mise en valeur et exploitée atteigne plus de 2000 ha dans les cinq prochaines années avec des prévisions d'emploi de plus de 3.000 détenus, selon la même source.

Après avoir visité une exposition de produits réalisés par des détenus, organisée à l'établissement pénitentiaire Hamla-3, le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion s'est dirigé à l'établissement en milieu ouvert de Boukaabene, créé en 2011 et disposant d'une exploitation agricole de 25 ha, où plusieurs activités agricoles y sont exercées.

INDUSTRIE

Une rencontre sur l'économie circulaire pour une feuille de route réaliste (ministère)

Le ministère de l'Industrie organisera, ce mardi, une rencontre sur l'économie circulaire intitulée "l'économie circulaire, comme levier de relance de l'industrie nationale", permettant d'établir les bases d'une feuille de route "réaliste", à court et moyen terme, dans ce domaine, a indiqué dimanche un communiqué du ministère.

Organisée au siège du ministère de l'Industrie, cette rencontre qui sera présidée par le ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha, et animée par des experts de "haut niveau", verra la participation des institutions et organismes nationaux concernés et d'industriels actifs dans les filières à forts impacts environnementaux et économiques, a expliqué la même source. Durant cette réunion, souligne le document, "seront jetées les bases de l'élaboration d'une feuille de route réaliste, à court et moyen terme, d'amélioration de la compétitivité des entreprises industrielles". A cet effet, le document a expliqué que l'économie circulaire constitue un levier "puissant" pour améliorer l'efficacité du secteur industriel en termes de compétitivité des entreprises à travers les économies induites de matières premières, d'énergie et d'eau et la réduction des gaspillages et afférents, ainsi que l'amélioration de l'utilisation des rejets industriels en termes d'assainissement, de recyclage et d'approvisionnement de l'outil industriel national.

De même, ajoute le communiqué, le secteur de l'industrie devra "contribuer activement" à la réduction des empreintes écologiques et carbone des activités industrielles et la valorisation des gisements de déchets. De ce fait, cet événement sera l'occasion de mettre en exergue les enjeux de

l'économie circulaire qui constitue "un modèle vertueux" pour réduire le gaspillage des ressources naturelles et les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que d'évaluer la pertinence des choix technologiques et des techniques propres pour la valorisation des déchets et l'allongement de leur "vie" à travers le recyclage. Elle permettra également d'examiner les conditions et modalités de remise à niveau technologique des installations existantes et l'optimisation des processus, ainsi que d'évaluer le dispositif actuel d'accompagnement des entreprises pour la réhabilitation des outils industriels et la diffusion des normes y afférents. Il s'agit, ainsi, de faire prendre conscience aux opérateurs économiques de "l'urgence" de sortir des schémas managériaux forts consommateurs de ressources (importées pour une grande partie) et de créer de nouvelles sources de

compétitivité, par la réutilisation des rejets et des déchets et de leur traitement. Il s'agit, en fine, de "produire mieux et plus avec moins", insiste la même source. Par conséquent, estime le ministère, les entreprises industrielles doivent désormais contribuer "significativement" à très court terme à consolider les équilibres macroéconomiques du pays et se positionner dans des perspectives de croissance durable à même "d'améliorer le positionnement international de notre pays". Soulignant qu'il est "incontestable" que la diversification de notre économie doit s'inscrire dans les tendances lourdes de l'industrie mondiale autour de l'économie verte et de l'économie numérique", le ministère a rappelé l'impératif de "s'organiser pour s'insérer dans les chaînes de valeur globales, notamment, dans les filières à haute valeur technologique".

EL-OUED

Attribution de plus de 2.500 logements et de 2.560 aides à l'habitat cette année

Au moins 2.506 logements et 2.568 aides à l'auto-construction seront attribués cette année à travers la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Les logements sont répartis entre les formules du logement social de type public locatif (1.750 unités) et du logement promotionnel aidé (756), a-t-on signalé.

Les aides financières à l'habitat sont scindées en aides à l'habitat rural (600 unités) et à l'auto-construction dans le cadre des lotissements sociaux (1.968), a précisé la source, ajoutant que 3.968 décisions d'attribution de parcelles de terrain ont été attribuées à leurs bénéficiaires dans les lotissements sociaux.

Le wali d'El-Oued, Abdelkader Rakaa, a indiqué, lors du dernier conseil de



wilaya, qu'un intérêt particulier est accordé à l'accélération des projets d'habitat et de l'attribution des logements aux bénéficiaires dans les délais impartis.

Il a instruit les responsables concernés par le dossier

de l'habitat à assurer un suivi permanent des projets ainsi que de leur rythme et qualité de réalisation, en insistant aussi sur les aménagements extérieurs, les raccordements aux réseaux divers (eau, assainissement, électricité et gaz) et la réalisation des routes et trottoirs. Durant le premier semestre de cette année, 320 logements sociaux de type public locatif ainsi que 200 aides financières à l'habitat rural et 400 titres d'affectation de terrains à bâtir ont été attribués à leurs bénéficiaires dans la wilaya d'El-Oued, ont fait savoir les services de la wilaya.

JIJEL

Récolte prévisionnelle de plus de 12.000 quintaux de liège (conservation des forêts)

Les services de la conservation des forêts de la wilaya de Jijel prévoient une récolte de plus de 12.000 quintaux de liège au cours de la saison 2020/2021, a-t-on appris dimanche auprès des services.

La récolte qui a été entamée dans la commune de Texenna (25 km au Sud de Jijel) devra permettre de récolter environ 12.300 quintaux de ce produit dont la demande a augmenté dernièrement à l'échelle locale et mondiale, a-t-on indiqué.

Deux ateliers ont été ouverts dans une première phase à Maktaâ Echouf dans la

forêt domaniale Beni Khettab, dans la commune Texenna, sur un total de 40 ateliers qui seront ouverts à travers les communes montagneuses de cette wilaya, ont indiqué les services de la conservation des forêts. Plusieurs sorties d'observation ont été effectuées par l'entreprise de génie rurale pour tester la possibilité d'extraction du liège dans les secteurs programmés pour exploitation, notamment dans les circonscriptions d'El Aouana et Taher.

Les arbres sur lesquels le liège a été récolté durant les 10 dernières années ne seront pas concernés, selon les services

de la conservation qui ont précisé que la forêt de chêne-liège de la wilaya, s'étendant sur plus de 70.000 ha, a été divisée en plusieurs circonscriptions et chaque année la récolte est menée dans certaines circonscriptions délimitées.

Le chêne-liège n'est écorcé qu'en tenant compte de plusieurs conditions, dont la présence d'une certaine teinte sur l'arbre visible à l'œil nu, a-t-on expliqué, soulignant que la récolte du liège requiert des techniques particulières pour éviter d'endommager la couche mère de l'arbre ou son infestation par des champignons.

MOSTAGANEM

Un guide méthodologique pour approbation de l'étude des dangers des entreprises économiques et sites industriels classés

La Direction générale de la protection civile (DGPC) a élaboré un guide méthodologique des dangers dans les entreprises économiques et sites industriels classés, a-t-on appris dimanche de la sous-direction des grandes catastrophes à la DGPC, Bradaï Kheïra. Mme Bradaï a déclaré, à l'ouverture d'un séminaire régional sur l'approbation des études des dangers, que ce guide a été réalisé par la Direction de la protection civile au profit des officiers, membres

des comités de wilaya spécialisés dans les études des dangers dans les sites industriels à risques.

Comportant six étapes spécifiques préalables pour toute approbation des études des dangers, ce guide vise à faciliter le travail des membres des comités de pilotage qui sont pluridisciplinaires, d'uniformiser les données juridiques et techniques, les mesures et les terminologies qui concernent la protection, la prévention et le

volet opérationnel en cas de catastrophes a indiqué cette responsable.

Elle a souligné que l'étude des dangers et de planification interne au plan opérationnel ainsi que l'étude d'impact sont des outils indispensables pour la protection des établissements et des personnes d'une part, et les espaces avoisinants d'autre part, soulignant que les investisseurs sont aujourd'hui conscients de l'importance de ces documents et des enjeux

de sécurité. Ce séminaire régionale de 5 jours, qui enregistre la participation d'officiers de 6 directions de la protection civile de wilayas de l'Ouest du pays et de représentants de la direction de l'environnement de la wilaya de Mostaganem, constitue une occasion pour présenter ce guide méthodologique et étudier tous les scénarios possibles durant l'étude des dangers et de consacrer une visite à un site industriel à risques classé, a-t-on fait savoir.

TISSEMSILT

Réception prochaine de projets de protection des zones steppiques contre l'avancée du sable

La réception d'un nombre de projets visant à protéger les zones steppiques contre le phénomène de désertification, est prévue avant la fin du mois d'août prochain dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris dimanche auprès de la conservation des forêts. Il s'agit de trois puits artésiens, de 40 kilomètres de pistes et de 7 plans d'eau pour l'élevage bovin et ovin réalisés dans la wilaya, a indiqué le chef de service de l'extension du patrimoine forestier et de la mise en valeur des terres, Hilal Boughanem, à l'APS en marge des journées portes ouvertes, organisées à l'occasion de la journée mondiale contre la désertification et la sécheresse. Il est attendu également

la réception d'une opération de correction torrentielle de 6.500 mètres cubes, en plus 5 puits profonds et de petits barrages destinés à l'irrigation d'arbres fruitiers résistant et à l'élevage.

Selon la même source, ces projets de développement, qui enregistrent un taux d'avancement de 85 pour cent, sont destinés aux zones steppiques de la wilaya, à l'instar de ceux qui existent au niveau des communes de Layoune, de Bordj Emir Abdelkader et Khemisti.

A rappeler que la conservation des forêts de la wilaya avait réceptionné, en début de l'année en cours, de nombreux projets visant la protection des zones steppiques contre le phénomène de

l'avancée du sable dont 5 plans d'eau destinés à l'élevage et 11 points d'eau, en plus de travaux de protection du sol et d'hydraulique de plus de 35.373 mètres cubes, de même que des travaux de drainage et d'aménagement de deux sources d'eau. Les portes ouvertes, organisées au siège de la conservation des forêts, ont été marquées par une exposition d'affiches et de photos mettant en exergue les zones steppiques de la wilaya qui s'étendent sur une superficie de plus de 60.000 ha, ainsi que les efforts de la conservation des forêts en matière de lutte contre le phénomène de l'avancée du sable et de la sécheresse dans la région.

BLIDA

Baccalauréat : les candidats libres, une volonté à toutes épreuves pour réussir

Plus de 6000 candidats libres se sont présentés, dimanche matin à Blida, au niveau des centres d'examen du baccalauréat (session juin 2021), animés d'une volonté à toutes épreuves pour décrocher ce diplôme, dans lequel beaucoup d'entre eux ont échoué lors d'expériences précédentes.

En effet de nombreux candidats rencontrés, par l'APS, aux abords des centres d'examen, ont assuré que leur échec dans l'obtention du bac lors des éditions précédentes, ou le fait de ne pas avoir obtenu des moyennes élevées leur permettant de s'inscrire dans les spécialités universitaires ambitionnées par eux, "n'a entamé en rien leur volonté de refaire l'expérience, dans l'espoir de réaliser leurs rêves", ont-ils souligné.

A l'opposé des candidats scolarisés, dont une majorité passe le bac pour la première fois, il s'agit, pour un nombre considérable de candidats libres, d'une expérience répétée, après plusieurs échecs, à la différence près qu'ils sont animés d'une grande volonté de décrocher le sésame qui leur ouvrira les portes de l'université et de poursuivre des études supérieures. Parmi eux, un candidat rencontré au centre Youssif Abdelkader du centre ville de Blida, qui passe le bac pour la 3ème fois d'affilée. Ce jeune candidat (21 ans) a abordé la difficulté qu'il trouve à "dépasser la déception ressentie à chaque échec au bac", qui est le rêve de sa mère, avant d'être son propre rêve, "ceci d'autant plus qu'il est enfant unique", a-t-il dit.

Indiquant qu'il rêve de rentrer à l'école supérieure du commerce, ce candidat a assuré que le soutien de ses "parents, ma mère surtout, m'a beaucoup aidé à dépasser ces périodes difficiles, au plan psychologique, et à me préparer pour une autre tentative qui sera couronnée de succès, pour cette fois, car j'ai redoublé d'efforts".

Un autre candidat libre, la trentaine, a déclaré qu'il retient cette expérience, dans l'espoir de faire plaisir à ses parents, qui rêvent de voir l'un de leurs enfants à l'université, ceci d'autant plus qu'aucun de ses trois frères aînés n'a réussi à décrocher le bac.

Interrogé à propos de la spécialité qu'il choisira en cas de réussite au bac, ce jeune propriétaire d'un local spécialisé en publicité, a indiqué qu'il veut s'inscrire en sciences de l'information et de la communication, une spécialité adaptée à la nature de son travail actuel. Une autre candidate libre, rencontrée au centre Mohamed Bouslimani du centre ville de Blida, a déclaré qu'elle refait le bac pour la 2ème fois, en dépit du fait qu'elle a réussi à cet examen, l'année dernière. Elle a expliqué que la moyenne obtenue ne lui permettait pas de réaliser son rêve d'accéder à la faculté de médecine, pour marcher sur les pas de son père médecin et idole, qui a-t-elle dit, l'a énormément soutenu l'année dernière, après avoir échoué dans l'obtention de la moyenne qu'elle désirait au bac.

Quelque 21.230 candidats au bac, dont 6.100 candidats libres, repartis sur 15 centres d'examen, se sont inscrits à Blida, à cette session du bac juin 2021, parallèlement à 97 candidats-détenus au niveau du centre pénitentiaire, selon les chiffres fournis par la directrice de l'éducation de la wilaya, Sadjia Ghachi.

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ 233 dossiers supplémentaires acceptés pour le remboursement des dettes

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) (ex-ANSEJ), a accepté 233 dossiers supplémentaires, en vue du remboursement des dettes des entreprises en difficulté, pour plus de 35 milliards de centimes, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère délégué chargé des micro-entreprises.

"En application des axes de la nouvelle stratégie mise en place pour la relance du dispositif ANADE et la prise en charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, selon le cas, une séance de travail de la commission de Garantie, composée de représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes promoteurs et de l'ANADE et chargée de l'examen de ces dossiers, a été tenue dimanche", lit-on dans le communiqué.

Lors de cette séance tenue au siège de l'ANADE, il a été procédé à l'examen de 500 dossiers présentés par les représentants des banques, débouchant sur la validation de 233 dossiers pour le remboursement de plus de 35 milliards de centimes.

Par ailleurs, le traitement de 261 dossiers a été reporté, les entreprises en question étant toujours en activité.

Il s'agit, donc, de réexaminer les dossiers et d'accompagner ces entreprises par l'ANADE, par un rééchelonnement de leurs dettes, à la faveur de plans de charges pour la relance de leurs activités à travers les accords conclus.

La même source fait état, également, de la régularisation définitive de 6 dossiers par des propriétaires de micro-entreprises, à travers le paiement de leurs créances auprès des banques et de l'Agence.

Ainsi, le nombre global des micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés lors des séances, s'élève à 5,515 dossiers, selon le communiqué qui fait savoir que d'autres séances seront programmées chaque semaine, d'autant plus que pas moins de 500 dossiers seront examinés à chaque séance.

BADR Dotation d'une centaine d'agences de guichet de finance islamique d'ici fin 2021

Une centaine d'agences de la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR) au niveau national seront dotées de guichets dédiés à la finance islamique, a annoncé dimanche à Tizi-Ouzou, le secrétaire général de cet établissement bancaire, Rachid El Metnani.

M. El Metnani qui a procédé à l'ouverture d'un guichet dédié à la finance islamique au niveau de l'agence principale de la BADR dans la ville des Genêts, a souligné que, depuis le mois de mai dernier, 7 agences ont été dotées de ce genre de prestations avec la perspective d'atteindre la trentaine d'ici la fin du mois de juin en cours.

L'ouverture de ce 8ème guichet au niveau de Tizi-Ouzou répond, a souligné le même responsable, au besoin exprimé et au potentiel économique de la wilaya, selon le programme établi par la direction générale de la BADR qui prévoit, dans une première phase, l'ouverture de guichets au niveau de 4 établissements de chaque région du pays.

Ce programme d'extension de la BADR prévoit, a-t-il ajouté, "la couverture de l'ensemble des wilayas du pays, y compris, les nouvelles, d'ici la fin 2022 et d'aménager, selon les possibilités, une quinzaine (15) d'agences dédiées exclusivement à la finance islamique, durant cette même période".

S'agissant des produits mis à la disposition des clients, M. El Metnani a souligné que la BADR offre à ses clients plusieurs produits certifiés finance islamique pour "être proche de leur demande", faisant savoir que jusqu'à présent, plus de 400 millions DA ont été collectés depuis le mois de mai à travers les 7 agences dotées de ce genre de guichet.

INDUSTRIE Lancement de la plateforme numérique "Istithmari" au profit des opérateurs économiques

La plateforme numérique "Istithmari" a été lancée lundi à Alger pour permettre aux opérateurs économiques et aux porteurs de projets d'investissement de soumettre directement leurs préoccupations aux services du ministère de l'Industrie sans intermédiaire.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de lancement d'"Istithmari", en présence de cadres du ministère et de représentants d'entreprises publiques et d'organisations professionnelles, le ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha, a précisé que cette nouvelle plateforme (istithmari.gov.dz) "vise à rapprocher l'administration des opérateurs économique pour être à l'écoute de leurs préoccupations et bien prendre en charge leurs doléances".

Il s'agit aussi, à travers cette initiative, de "consacrer de nouvelles traditions entre l'administration et les investisseurs sur la base de la confiance et de la communication, des préalables nécessaires à l'amélioration du climat des affaires dans notre pays", a affirmé M. Bacha, appelant de ses vœux "une administration responsable et comptable de ses actions devant les investisseurs qui doivent pouvoir trouver, à tout moment, réponse à leurs requêtes", a-t-il dit. Et de souligner que "cet engagement est une condition sine qua non pour réaliser le relance économique escomptée car il constitue l'un des axes majeures des réformes structurelles souhaitées par toutes les forces vives de la nation". La plateforme permet aux investisseurs de signaler leurs problèmes directement et sans intermédiaires, d'obtenir la confirmation immédiate de la réception des doléances ou de signaler et désigner un conseiller qui suit la doléance.

A travers la plateforme, il est possible d'ouvrir un compte de suivi qui permet de connaître le déroulement



de la doléance et son issue. De plus, M. Bacha a annoncé qu'il sera procédé, hebdomadairement, à la diffusion via le portail, d'un " rapport de veille qui est une synthèse de travail, en vue de résoudre les problèmes des investisseurs avec les administrations concernées ou de leur fournir des réponses plus amples, avec mise à disposition, via la plateforme, d'un tableau qui permet de connaître le déroulement de tous les indices propres à la gestion de l'investissement".

Dans ce contexte, le ministre a appelé les entreprises industrielles à " assumer leur responsabilité dans l'amélioration de leur performance économique et de gestion, à améliorer leur rendement et à œuvrer à relancer la modernisation de leur gestion, en accord avec les défis de l'économie numérique, désormais

de conditions de l'accélération de la diversification économique de notre pays", a-t-il dit.

De son côté, le directeur général de la veille stratégique, des études et des systèmes d'information au ministère, Youcef Bouaraba a indiqué que la plateforme œuvre à éloigner les différents obstacles des investisseurs, lors de la réalisation de leurs projets, à travers le contact direct avec les services du ministère de l'Industrie.

M. Bouaraba a fait assuré que tous les services du ministère de tutelle sont prêts à apporter la réponse indispensable en 48 heures, en vue de résoudre tous les problèmes d'investissement, dont ceux relatifs aux procédures administratives et à répondre aux demandes de renseignements sur l'aspect juridique.

ALGÉRIE - LIBYE Sonelgaz lance un projet d'interconnexion électrique entre Hassi Messaoud et Ghadamès (PDG)

Le Président-directeur général (PDG) de Sonelgaz, Chaher Boulakhras, a annoncé lundi à Alger un projet d'interconnexion entre le réseau électrique algérien de Hassi Messaoud avec celui de la Libye via Ghadamès, soulignant que cette décision "historique" va consolider la vision de l'interconnexion du réseau du Maghreb, de l'Afrique du Nord et de la région subsaharienne.

S'exprimant sur les ondes de la chaîne 3 de la radio nationale, M. Boulakhras a indiqué que "la décision sur le projet d'interconnexion du réseau électrique du grand sud entre Hassi Messaoud et Ghadamès a été prise récemment lors de l'Assemblée générale du groupe Sonelgaz, tenue le 31 mai dernier et sur proposition de Sonelgaz".

Dans ce contexte, il a souligné que ce projet s'inscrit dans le cadre de l'accord de partenariat et du mémorandum d'entente entre l'entreprise Sonelgaz et la Compagnie générale de l'électricité de Libye (GECOL) signés en décembre 2020 et visant à mettre en place "les véritables jalons de coopération entre les deux pays et entre les deux entreprises du secteur".

Le P-d-g de Sonelgaz a mis en exergue, à ce propos, que cet "important" projet permettra des échanges en matière énergétique entre les deux pays, mais aussi à consolider "la vision d'aller vers l'interconnexion du réseau du Maghreb, de l'Afrique du Nord et de subsaharienne".

Ce projet, qu'il a qualifié de "com-

plexe" et de "capitaliste", en raison de son étendue sur 520 kilomètres, sera accompagné, selon lui, par des mécanismes de financement et une ingénierie financière en vue de le réaliser, ajoutant que "des études faisabilité sont en cours de réalisation avec une très bonne cadence".

"Nous sommes entrain de mettre en place ce projet graduellement.

Il s'agit d'un projet sur 3 ans selon le mode opératoire que nous avons adopté", a-t-il expliqué.

Dans le même ordre d'idées, il a réitéré "l'engagement de l'Algérie, via l'entreprise Sonelgaz, à soutenir la République libyenne dans son nouveau décollage économique".

"Nous sommes présents en Lybie et nous travaillons depuis 6 mois.

Les relations sont excellentes dans ce domaine.

Il y a une très bonne volonté politique affichée entre les deux pays et aussi par les deux sociétés.

Sonelgaz est prête à mettre à profit toute son expérience énergétique et ses ressources matérielles et humaines dans le cadre du principe gagnant-gagnant", a-t-il assuré.

Da ns ce sillage, M. Boulakhras a affirmé que le groupe Sonelgaz a pris aussi la décision de renforcer sur le court terme la flotte de l'entreprise libyenne GECOL par des turbines mobiles d'une capacité de 265 mégawatts (MW) à partir du mois de juillet prochain, tout en faisant état de l'intervention réussie des équipes de Sonelgaz dépêchées au niveau de la

centrale Khoms (Tripoli), qui a permis de récupérer une "grande puissance et de soulager le réseau libyen".

Cette équipe de 30 techniciens et ingénieurs algériens a été déployée en Libye pour assurer des interventions et le diagnostic nécessaire, a-t-il ajouté, précisant que le réseau libyen nécessite d'être réhabilité et reconstruit.

"Nous travaillons sur la partie haute tension, la formation, la numérisation et aussi l'activité de la maintenance des équipements, des réseaux et des centrales de production avec des pièces de rechange fabriquées en Algérie", a-t-il fait savoir.

Evoquant par ailleurs le plan stratégique tracé à l'horizon 2035 au niveau international, M. Boulakhras a soutenu que le groupe Sonelgaz envisage de conquérir le potentiel du marché africain dans le cadre d'une vision "stratégique et pragmatique".

Le groupe Sonelgaz est déjà présents dans 9 pays africains à travers des actions de formation assurées par la filiale IFEG, a fait observer son P-dg, affirmant que "l'Afrique dispose d'un énorme potentiel avec plus de 640 millions d'africains qui n'ont pas aujourd'hui accès à l'énergie.

Sonelgaz prépare sa feuille de route sur l'international pour saisir toutes les opportunités qui peuvent s'offrir à l'entreprise, a-t-il précisé tout en mentionnant que la nouvelle direction dédiée au développement à l'international est "très active".

PÉTROLE

Le prix du Brent frôle les 74 dollars à Londres

Les prix du pétrole ont poursuivi leur progression lundi, soutenus par la demande et l'élection présidentielle en Iran.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 73,93 dollars à Londres, en hausse de 0,57% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet gagnait dans le même temps 0,60%, à 72,07 dollars.

"Le scénario haussier est toujours intact grâce à une demande mondiale qui se redresse", a expliqué Bjarne Schieldrop, analyste.

Mercredi dernier, le Brent et le WTI ont même touché en cours de séance de nouveaux records en plusieurs années, à 74,96 dollars et 72,99 dollars, une première depuis respectivement mai 2019 et octobre 2018. "L'élection d'Ebrahim Raïssi



comme nouveau président iranien est susceptible de retarder le retour de son pétrole" sur le marché, a continué M. Schieldrop, mais pas de le faire "déraï-

ler". Le candidat considéré comme ultra-conservateur est proclamé vainqueur samedi de l'élection présidentielle iranienne. Il doit succéder au modéré Hassan

Rohani en août. Au lendemain de son élection, plusieurs diplomates qui tentent de ressusciter l'accord sur le nucléaire iranien à Vienne, en Autriche, ont déclaré "se rapprocher" d'un accord mais des points d'accrochage demeurent.

"Si les prix se maintiennent jusqu'au début du mois prochain, cela ne fera qu'augmenter la probabilité que l'Opep+ ouvre davantage les vannes", ont par ailleurs averti les analystes, Warren Patterson et Wenyu Yao.

Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) se retrouvent le 1er juillet pour arrêter leurs quotas de production à compter du mois d'août.

MONNAIES

L'euro remonte un peu face au dollar

L'euro remontait légèrement face au dollar américain lundi après des gains importants pour le billet vert, le marché guettant des interventions à venir de membres du comité monétaire de la banque centrale américaine (Fed).

Lundi matin, l'euro gagnait 0,25% face au dollar, à 1,1893 dollar pour un euro.

La monnaie unique européenne reste en retrait de 1,9% depuis la conclusion de la réunion de la Fed mercredi. Une politique monétaire plus stricte, avec des

taux plus élevés, rendrait le dollar plus attractif. L'institution a légèrement durci son message: alors qu'elle promettait jusqu'alors de garder les taux aussi bas que possible sur le long terme pour soutenir l'économie, encore chancelante après la pandémie de Covid-19, ses membres évoquent désormais une hausse dès 2023 pour faire face à une inflation qui décolle. Elle pourrait même relever ses taux dès l'an prochain si l'inflation américaine restait élevée d'ici là, a estimé

vendredi le président de la Réserve fédérale de Saint Louis, James Bullard.

Mais les investisseurs devraient se méfier, car la politique monétaire dépendra du niveau de l'inflation dans le futur, actuellement très difficile à prévoir, commente Ulrich Leuchtmann, analyste.

Le vrai message de la dernière réunion de la Fed, c'est que les prévisions des différents membres du comité divergent énormément", a-t-il souligné.

CNUCED

Modeste reprise des IDE en 2021 sur fond d'incertitudes (rapport)

Les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) devraient atteindre leur niveau le plus bas en 2021 et les perspectives restent très incertaines et dépendront, entre autres, du rythme de la reprise économique et d'éventuels rebonds de la pandémie, a indiqué, lundi, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2021 de la CNUCED, les flux mondiaux d'investissement direct étranger (IDE) ont plongé de 35 % en 2020, passant de 1.500 milliards de dollars en 2019 à 1.000 milliards de dollars.

Les confinements imposés à la suite de la pandémie de Covid-19 dans le monde entier ont ralenti les projets d'investissement existants.

De plus, les perspectives de récession ont conduit les entreprises multinationales (EMN) à réévaluer leurs nouveaux projets, précise la même source.

La chute concerne principalement les économies développées, où les IDE ont baissé de 58 %, en partie du fait de restructurations d'entreprises mais aussi de flux financiers intra-entreprises, détaille la même source, estimant que les IDE dans les économies en développement ont relativement bien résisté, avec une baisse de 8 %, principalement due à la vigueur des flux en Asie. En conséquence, les éco-

nomies en développement ont représenté deux tiers des IDE mondiaux, contre un peu moins de la moitié en 2019.

Les tendances de l'IDE contrastent fortement avec celles de l'activité liée aux nouveaux projets, où les pays en développement sont les plus touchés par le ralentissement des investissements.

Dans les pays en développement, le nombre de nouveaux projets annoncés a chuté de 42 % et les opérations de financement de projets internationaux - importants pour les infrastructures - de 14 %. "Ces types d'investissement sont essentiels pour le développement des capacités productives et des infrastructures, et donc pour des perspectives de reprise durable", a déclaré Isabelle Durant, secrétaire générale par intérim de la CNUCED, citée par le rapport. La quasi totalité des secteurs d'investissement visant les ODD ont enregistré une baisse à deux chiffres par rapport aux niveaux antérieurs à la COVID-19.

Le choc a exacerbé les baisses dans les secteurs qui étaient déjà faibles avant la pandémie - comme ceux de l'électricité, de l'alimentation et de l'agriculture, et de la santé, fait observer la CNUCED.

"La baisse des investissements étran gers dans les secteurs liés aux ODD peut inverser les progrès réalisés ces dernières années en matière d'investissement dans les

ODD, ce qui constitue un risque pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et pour une reprise post-pandémie soutenue", a expliqué Mme Durant.

D'après le rapport, les tendances des IDE en 2020 varient considérablement selon les régions.

Les régions en développement et les économies en transition ont été relativement plus touchées par l'impact de la pandémie sur les investissements dans les activités à forte intensité de chaîne de valeur mondiale et celles basées sur les ressources naturelles.

Les asymétries en matière de marge de manœuvre budgétaire pour le déploiement de mesures de soutien économique ont également entraîné des différences régionales, note le document.

Les flux d'IDE vers l'Europe ont diminué de 80 %, tandis que ceux vers l'Amérique du Nord ont baissé moins fortement (-40 %).

La chute des flux d'IDE dans les régions en développement a été inégale : la baisse est de 45 % en Amérique latine et dans les Caraïbes, et de 16 % en Afrique.

En revanche, les flux vers l'Asie ont augmenté de 4 %, l'Asie de l'Est étant la principale région d'accueil.

Elle représente la moitié des IDE globaux en 2020.

Les IDE vers les économies en transition ont diminué de 58 %. La pandémie a aussi

détérioré le niveau des IDE dans les économies structurellement faibles et vulnérables. Bien que les flux entrants dans les pays les moins avancés (PMA) soient restés stables, les annonces de projets entièrement nouveaux ont chuté de moitié et les opérations de financement de projets internationaux d'un tiers, souligne la CNUCED.

"A l'avenir, les flux mondiaux d'IDE devraient atteindre leur point le plus bas en 2021 et regagner le terrain perdu grâce à une augmentation de 10 à 15 %. Cela laisserait encore les IDE à quelque 25 % en dessous du niveau de 2019.

Les prévisions actuelles indiquent une nouvelle hausse en 2022 qui, à la limite supérieure des projections, ramènerait les IDE au niveau de 2019", a noté James Zhan, directeur de l'investissement et des entreprises à la CNUCED.

Les perspectives sont très incertaines et dépendront, entre autres, du rythme de la reprise économique et d'éventuelle rechute de la pandémie, de l'impact potentiel des programmes de relance sur les IDE, et des pressions politiques, estime la Conférence.

Et d'ajouter : La reprise relativement modeste des IDE mondiaux prévue pour 2021 reflète l'incertitude persistante relative à l'accès aux vaccins, l'apparition de mutations du virus et la réouverture des secteurs économiques.

CHINE - EUROPE

Le service de fret ferroviaire Chine-Europe enregistre plus de 40.000 voyages

Le service de fret ferroviaire Chine-Europe a enregistré plus de 40.000 voyages, transportant des marchandises d'une valeur supérieure à 200 milliards de dollars, selon des données officielles.

Depuis que le premier train de marchandises Chine-Europe a quitté la municipalité chinoise de Chongqing (sud-ouest) en mars 2011, le service a atteint plus de 160 villes dans 22 pays européens, a-t-on annoncé lors d'une conférence de travail du bureau du groupe dirigeant pour la promotion de l'initiative "la Ceinture et la Route".

La ligne ferroviaire intercontinentale est considérée comme une partie importante de l'initiative "la Ceinture et la Route" pour stimuler le commerce entre la Chine et les pays participant à l'initiative.

Lorsque la pandémie de COVID-19 a entravé le transport maritime et aérien, le service de train de fret est apparu comme un choix fiable dans la logistique mondiale grâce à sa sûreté, sa stabilité et son efficacité.

Environ 94.000 tonnes de fournitures anti-pandémiques ont été acheminées par cette voie, contribuant à stabiliser les chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales, a indiqué le bureau.

Les participants à la conférence ont appelé à accroître les efforts pour améliorer la capacité et l'efficacité du transport, en insistant sur le renforcement de la coopération internationale.

Les trains ont réalisé 12.406 voyages l'année dernière, soit une augmentation de 50% en glissement annuel, d'après les données.

CÉRÉALES - MARCHÉS

Recul des cours des céréales sur Euronext

Les prix des céréales étaient en recul, lundi à la mi-journée, dans le sillage de Chicago, après avoir terminé la semaine dernière en hausse.

Sur Euronext, la tonne de blé tendre reculait de deux euros sur l'échéance de septembre à 206,25 euros, et de deux euros également sur l'échéance de décembre à 207,25 euros, pour environ 8.200 lots échangés.

La tonne de maïs, elle, reculait de deux euros sur l'échéance d'août à 241 euros, et de 2,25 euros sur l'échéance de novembre à 202 euros, pour environ 260 lots échangés.

"Le marché est incertain.

On pensait avoir fait le plus dur, vendredi, en stoppant la baisse", a commenté Damien Vercambre, du cabinet nordiste Inter-Courtagé.

Le marché avait atteint des "prix attractifs pour pas mal d'acheteurs", a-t-il poursuivi, citant notamment la Chine et la Corée du Sud. Mais il semble, notamment pour le maïs, que les problèmes de sécheresse au Brésil n'inquiètent plus le marché et donc ne soutiennent plus les cours.

Parmi les facteurs qui pèsent sur les prix, des rendements meilleurs que prévu pour le maïs argentin et la météo aux Etats-Unis qui s'améliore, sans être pour autant optimale, selon M. Vercambre.

"La volatilité reste de mise sur les marchés tant pour des raisons techniques liées à l'approche de la clôture" du contrat de juillet à Chicago, que pour des considérations climatiques sur la "Corn Belt" aux Etats-Unis, a commenté pour sa part le cabinet Agritel dans une note publiée lundi.

"En Europe les récoltes à venir s'annoncent globalement prometteuses avec des pluies bénéfiques, quand les orages n'ont pas été trop violents", a souligné Agritel.

BECHAR

Saisie de plus de 3 kg de kif traité

Les éléments des brigades de recherches et d'investigation (BRI) ont procédé à l'interpellation de deux (2) présumés narcotrafiquants en possession de plus de trois (3) kg de kif traité, a-t-on appris lundi de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Bechar.

L'interpellation des deux individus (27 et 30 ans) est intervenue suite à l'exploitation de renseignements policiers faisant état d'une éventuelle commercialisation illégale de drogue en milieu ouvert et ayant donné lieu à une enquête judiciaire, sous la supervision de la justice, qui permis après l'interpellation des mis en cause à Kenadza (18 km au sud de Bechar), a-t-on précisé.

Présentés à la justice, les deux individus ont été placés en détention provisoire pour détention de stupéfiants à des fins d'exposition et de commercialisation illégales, de transport en transit dans le cadre d'un groupe criminel organisé, d'importation illégale de stupéfiants et contrebande à un risque menaçant l'économie nationale et la santé publique, a-t-on signalé.

Dans une autre opération de lutte antidrogue, les policiers des BRI ont interpellé deux (2) autres présumés trafiquants en possession de 100 comprimés de psychotropes et d'un montant de 350.000,00 DA.

Présentés à la justice en procédure de comparution immédiate, le principal suspect dans cette affaire, sur qui les policiers ont trouvé les psychotropes lors d'un barrage de contrôle routier au nord de Bechar, a été condamné à trois (3) ans de prison ferme et à une amende de 50.000 DA, tandis que le second suspect a été acquitté, a-t-on fait savoir.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

3 décès et 181 blessés durant les dernières 24 heures

Trois (03) personnes ont trouvé la mort et 181 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant les dernières 24 heures, selon un bilan publié lundi par la Protection civile.

Le bilan de la Protection civile fait état également de 03 cas de décès par noyade, à travers les wilayas d'Oran, Tipaza et Blida.

Les unités de la Protection civile sont intervenues pour évacuer le corps d'un jeune homme de 23 ans, décédé noyé à la plage El Kebir commune de Marsat El Hadjadj dans la wilaya d'Oran et pour repêcher le corps d'un autre jeune homme de 22 ans, décédé noyé à la plage Ben Aouda dans la commune de Tipaza.

A Blida, les unités de la Protection civile sont intervenues pour repêcher le corps d'un jeune homme de 26 ans, de nationalité africaine, décédé noyé dans une retenue collinaire à la forêt Guerou dans la commune de Soumâa.

Les unités de la Protection civile ont procédé, par ailleurs, à l'extinction de 05 incendies urbains et divers au niveau des wilayas d'Annaba, Oum el Bouaghi, Saida et Batna.

Ces incendies ont fait 4 vic times, atteintes par des brûlures de différents degrés et 2 autres personnes incommodées par la fumée.

Par ailleurs, un total de 152 agents, tous grades confondus, et 27 ambulances, ainsi que 16 engins d'incendies ont été mobilisés durant la même période par la direction générale de la Protection civile pour effectuer des opérations de sensibilisation des citoyens et de désinfection générale des quartiers à travers 12 wilayas, dans le cadre de la lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19).

Selon la même source, les unités de la Protection civile ont effectué, durant cette période, 36 opérations de sensibilisation à travers 5 wilayas pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, ainsi que 38 opérations de désinfection générale à travers 7 wilayas du pays.

Les opérations de désinfection ont touché l'ensemble des infrastructures, édifices publics et privés, quartiers et ruelles, ajoute-t-on.

NÂAMA

Keltoum Bouameur, une lycéenne non voyante déterminée à décrocher le baccalauréat

La lycéenne Keltoum Bouameur de Mechria (Nâama), passe cette année les épreuves du baccalauréat dans la filière langues avec la ferme détermination de décrocher ce diplôme pour réaliser son ultime rêve de devenir traductrice, en dépit de sa cécité.

La jeune fille est l'exemple même d'une personne ayant réussi à dépasser son handicap pour devenir l'une des élèves les plus studieuses du lycée "Ibn Rochd" de sa ville natale.

Son ambition est de décrocher le bac pour s'inscrire à l'université afin de poursuivre des études dans la spécialité de traduction.

Keltoum Bouameur a confié à l'APS qu'elle est non voyante depuis sa naissance.

Cet handicap ne l'a pas empêché d'être ambitieuse et de suivre mon cursus scolaire en dépit des difficultés rencontrées à cause de sa cécité qui nécessite des moyens particuliers pour suivre des études.

"Mes enseignants et mes encadreurs m'ont fortement soutenu pour dépasser tous les obstacles", a-t-elle dit.

Affirmant fièrement que son parcours dans le cycle secondaire a été parfait, étant classée première dans la filière langue au niveau de son lycée, elle s'est dite déterminée à poursuivre sur cette lancée et ambitionne d'obtenir son baccalauréat avec une très bonne moyenne et avec une mention honorable.

Cette lycéenne, toujours



souriante, qui accepte avec sagesse sa situation de non voyante, aime étudier et acquérir de nouvelles connaissances dans tous les domaines.

Elle considère que son handicap n'est pas un obstacle mais plutôt un stimulant qui la pousse à aller toujours de l'avant.

La volonté et la détermination d'atteindre un objectif ainsi que l'affirmation de soi sont pour elle les clés de la réussite.

Keltoum, un exemple de courage et de volonté

Autre exemple de la volonté de la jeune Keltoum

à prouver ses capacités particulières.

Elle a réussi à apprendre, en un laps de temps très court, les versets du Saint Coran en écriture Braille.

Son vœu est de poursuivre l'apprentissage des langues et à en maîtriser un grand nombre d'entre elles.

Fort d'un parcours scolaire sans faute depuis la première classe primaire jusqu'à la troisième année du cycle secondaire, elle fait preuve depuis dimanche, premier jour des épreuves du BAC, d'une certaine assurance et une confiance pleine en ses aptitudes pour dépasser avec succès ce

nouveau défi déterminant pour la suite de ses études.

La jeune lycéenne estime que l'handicap ne doit en aucun cas représenter un obstacle à la vocation et que toute vocation doit être décelée et découverte dès le jeune âge pour être orientée et consolidée au fil des années.

"J'aborde les épreuves du Bac avec enthousiasme, sérénité et un moral sans faille.

Ma cécité ne m'a jamais détourné de mes objectifs et de mes buts, celui entre autre de décrocher le diplôme me permettant d'intégrer l'université et de contribuer au développement de mon pays", assure elle.

Keltoum Bouameur souligne également le rôle primordial des parents, qui doivent aider et encourager leurs enfants aux besoins spécifiques à dépasser leur handicap, à relever les défis de la vie et à faire de leur handicap un atout pour réussir et prouver leurs aptitudes et compétences.

Sa réussite au Bac sera ainsi une véritable victoire pour elle et pour ses parents qui n'ont jamais douté des capacités de leur fille.

ACCIDENT MORTEL À AIN NAADJA

Trois ans de prison ferme requis contre le mis en cause (Tribunal)

Le Procureur de République près le tribunal d'Hussein Dey a requis, lundi, trois (03) ans de prison ferme contre l'auteur de l'accident corporel de la circulation qui a coûté la vie à un jeune homme qui s'appropriait à changer la roue de son véhicule au niveau de la rocade sud de Aïn Naadja (Alger).

Il a également requis une amende de 100.000 DA et le retrait du permis de conduire de l'accusé pour une durée de quatre ans. Le juge près le tribunal d'Hussein Dey avait ordonné le placement en détention provisoire du prévenu après avoir été présenté devant le parquet de la République et après avoir transmis le dossier à la section des

délits conformément aux procédures de comparution immédiate.

L'accusé est poursuivi pour "homicide involontaire" et "délit de fuite pour échapper à la responsabilité pénale et civile". Pour rappel, le vendredi 4 juin 2021, un accident de la route est survenu au niveau de la rocade sud de Aïn Naadja, où un véhicule a percuté la victime dénommée Benani Mourad Oussama qui changeait la roue de son véhicule, provoquant son décès sur place.

L'auteur de l'accident a pris la fuite avant d'être arrêté immédiatement au niveau de l'échangeur autoroutier à l'entrée de la commune de Gué de



Constantine par les éléments de la Gendarmerie nationale. L'auteur est un jeune homme né en 1998, célibataire et sans antécédents judiciaires.

CONSTANTINE

Plus de 997 millions DA de créances de gaz et d'électricité en cinq mois

Les créances détenues par la Direction de distribution de l'électricité et du gaz du chef lieu de wilaya de Constantine sur ses clients s'élevaient à plus de 997 millions DA de créances, durant les cinq (5) premiers mois de 2021, a-t-on appris lundi auprès de cette entreprise publique. Il s'agit ainsi des créances qui ont été enregistrées dans sept (7) communes couvertes par cette direction en l'occurrence Constantine, Zighoud Youcef, Didouche Mourad, Hama Bouziane, Ibn Ziad, Messaoud Boudjeriou et Beni H'midene, a précisé à

l'APS son chargé de la communication et de l'information, Karim Boudoula.

Les créances qui constituent une entrave majeure pour la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Constantine sont détenues essentiellement sur les administrations, notamment les collectivités locales (APC) concernées, dont le montant dépasse 155 millions DA, a souligné M.

Boudoula selon qui la part du lion de ce montant représente les dettes de la commune de Constantine, soit plus de 96 millions DA.

Le reste des créances est

relatif aux travaux d'amenée de l'énergie et de déplacement des réseaux d'électricité et de gaz, lequel demeure non honoré à ce jour, a-t-on ajouté.

"En dépit des efforts consentis et les facilités accordées aux clients afin de régler leurs factures d'électricité et de gaz, les chiffres restent en continue croissance en particulier depuis l'apparition de la Covid-19", a déploré la même source.

A ce titre, le chargé de la communication et de l'information invite les clients à s'acquitter de leurs redevances, affirmant que des

procédures et des mesures de facilitation, ont été prises pour permettre aux différentes catégories d'abonnés de régler leurs problèmes de paiement tout en contribuant au recouvrement des créances.

A signaler que la Direction de distribution de l'électricité et du gaz du chef lieu de wilaya dispose actuellement de six (6) agences commerciales, dont quatre (4) implantées dans la ville de Constantine, en plus de deux (2) autres dans les communes de Zighoud Youcef et Didouche Mourad.

NIGERIA

Un inspecteur de police tue cinq civils dans une fusillade

Un inspecteur de police a ouvert le feu dimanche sur des habitants d'un quartier résidentiel à Enugu, une ville du sud-est du Nigeria, tuant cinq civils et en blessant quatre autres sans motif apparent, a annoncé lundi la police locale.



Les victimes ont été emmenées à l'hôpital, et cinq

personnes, dont les blessures étaient graves, sont finalement décédées", a indiqué le porte-parole de la police Daniel Ndukwe dans un communiqué.

L'inspecteur de police a été arrêté et une enquête a été ouverte, les motifs de cette attaque sont pour l'heure inconnus, précise le communiqué. Ces derniers mois, le sud-est du Nigeria est en proie à une flambée d'attaques visant des forces de sécurité.

Plus d'une centaine de policiers ont été tués depuis le début de l'année.

Les autorités accusent le Mouvement des peuples indigènes du Biafra (Ipub), un groupe interdit qui réclame l'indépendance de cette région, d'être à l'origine des attaques, ce qu'il dément.

FRANCE

Trois blessés dans l'effondrement de deux immeubles à Bordeaux

Trois personnes ont été blessées dont une "gravement" après l'effondrement, de deux immeubles du centre-ville de Bordeaux (sud-ouest de la France) dans la nuit de dimanche à lundi, ont indiqué les pompiers et la mairie.

"La façade est tombée dans la rue, il y a un grand trou", a précisé à l'AFP le lieutenant-colonel Arnaud Mendousse, porte-parole du service départemental d'incendie et de secours de la Gironde.

Les pompiers ont été contactés vers 00h30 pour l'effondrement de ces deux immeubles de trois étages situés dans le secteur de la porte de Bourgogne dans le centre ancien de la ville. Au moment du

sinistre, le premier était vide d'occupants et en travaux, le second abritait neuf personnes, selon M. Mendousse.

Parmi les victimes, un homme de 28 ans a été blessé "très gravement" avec un pronostic vital "probablement engagé".

Un homme de 48 ans et une femme de 38 ans ont été évacués "sans gravité", a ajouté le porte-parole.

Six autres personnes "indemnes" ont été évacuées avec des moyens aériens.

"Il s'agit d'un bilan définitif, il n'y a pas de personnes décédées", ni d'habitants portés disparus, a souligné le lieutenant-colonel. Toute la rue était bloquée par les gravats, selon les médias.

Autour, une dizaine d'immeubles à proximité ont été évacués et leurs habitants pris en charge par les autorités locales.

Selon un élu local Amine Smihi, "il semble encore beaucoup trop tôt" pour déterminer les causes du sinistre.

"Est-ce que ce sont les travaux ou la météo ? Nous ne savons pas pour le moment", a-t-il dit.

L'immeuble en travaux qui faisait l'objet d'une rénovation, était étayé.

D'après les premières constatations, c'est l'effondrement de cet immeuble qui a entraîné l'écroulement de l'immeuble voisin", selon M. Smihi.

CHINE

Les éléphants migrants s'attardent dans un bourg

Le troupeau d'éléphants d'Asie migrants dans le sud-ouest de la Chine s'est attardé dans un lieu particulier dans le bourg de Dalongtan à Yuxi, ville de la province du Yunnan, ont annoncé les autorités dimanche.

Le troupeau a fait des allers-retours dans une zone dont le diamètre est d'environ 280 mètres à Dalongtan entre 18h samedi et 18h dimanche, selon le centre chargé de surveiller sa migration. Un éléphant mâle, qui s'est séparé du troupeau il y a 15 jours, se trouve à environ 24,3 km de celui-ci.

Les 15 éléphants sont sains et saufs. Des experts continuent à travailler sur des plans pour diriger la migration des éléphants et des mesures de précaution ont été prises pour assurer la sécurité des animaux et des habitants locaux. Une tonne de nourriture a été offerte aux éléphants dimanche.

Le troupeau a parcouru environ 500 km depuis son habitat forestier de la préfecture autonome Dai de Xishuangbanna avant d'arriver à Kunming le 2 juin. Durant plus d'un mois, les autorités ont envoyé des policiers pour escorter le troupeau, évacué les routes pour faciliter son passage et utilisé de la nourriture pour le maintenir à l'écart des zones densément peuplées.



Les éléphants d'Asie sont sous la protection étatique de niveau A en Chine et vivent principalement dans la province du Yunnan. Grâce aux efforts de protection accrus, la population d'éléphants sauvages au Yunnan est passée de 193 dans les années 1980 à 300.

FRANCE

Orages: des "gros dégâts" et désormais 28 départements en vigilance orange

Vingt-huit départements français sont placés en vigilance orange dimanche par Météo France en raison d'un risque d'orages sur la moitié Est, après des intempéries qui ont causé des dégâts et coupures d'électricité samedi soir.

Cinq départements - Aveyron, Lozère, Meurthe-et-Moselle, Moselle et Tarn - se sont ajoutés à 10H00 aux 23 déjà placés en vigilance orange, tous situés dans l'est de la France.

Dimanche à 19H00, 15.000 clients étaient privés d'électricité, essentiellement dans les départements de l'Ardèche (6.500), du Gard (5.000) et de Haute-Savoie (1.000).

Les orages ont provoqué des "gros dégâts" sur les lignes qui rallient Paris à Strasbourg et Mulhouse: chute de "40 à 50 arbres" sur les voies, deux coulées de boues "importantes" et des caténaires ont été "endommagées", a indiqué la SNCF.

"Une centaine d'agents sont mobilisés et les voies sont désormais circulables avec une ou deux zones de ralentissement à 40 km/h en raison de petites coulées de boue" qui seront nettoyées pendant la nuit, a-t-elle ajouté.

Samedi, en fin d'après-midi, une toiture de 600 m² d'un immeuble d'habitation de cinq étages situé à Alfortville (Val-de-Marne) s'est envolée sur le bâtiment d'à côté, faisant deux blessés légers, selon les pompiers de Paris.

A Saint-Nicolas de Bourgueil (Indre-et-Loire), village renommé pour ses vignobles, le clocher de l'église est tombé samedi dans la nef de l'église après le passage d'une tornade "très localisée", selon le curé de la paroisse et le maire de la commune. Dimanche en début d'après-midi, le nord du Gard a été touché par des orages et des vents forts et un homme a été légèrement blessé par la chute d'une

branche sur son véhicule. Il a été hospitalisé. Dans le centre d'Alès, plusieurs arbres ont été déracinés par le vent, a rapporté Midi Libre sur son site web.

Plus de 200 interventions ont été nécessaires, pour protéger des habitations et dégager notamment des arbres, précise la préfecture du Gard, où de nouveaux orages sont attendus en début de nuit.

Dans le département de l'Ardèche, touché par de violents orages en début d'après-midi, les pompiers ont procédé à 125 interventions essentiellement pour "des tuiles arrachées, des arbres sur la chaussée ou des lignes EDF tombées".

Dans l'Isère, où un orage de grêle s'est abattu sur Grenoble en fin d'après-midi, les pompiers sont intervenus une trentaine de fois pour des dégâts similaires et 211 foyers étaient privés d'électricité, selon eux.

AFRIQUE DU SUD

Des associations protestent contre un projet de loi sur le contrôle des armes à feu

Plusieurs associations se sont rassemblées, samedi, devant le Parlement sud-africain dans la ville du Cap (sud-ouest), pour protester contre un nouveau projet de loi visant à interdire la possession des armes à feu pour des raisons de défense. Les manifestants ont qualifié ce projet de loi, dans sa forme actuelle, de "défectueux" car il entrave les droits constitutionnels et humanitaires des citoyens à se défendre.

Debbie Els, membre du mouvement Stop Farm Murders and Attacks (halte aux meurtres et aux attaques contre les fermiers), a déclaré que ce projet de loi intervient à un moment où la criminalité dans le pays a augmenté de manière alarmante. "Nous ne pouvons pas leur permettre d'adopter ce projet de loi, ce sera une invitation aux criminels et aux terroristes à venir nous tuer", a-t-elle ajouté.

Pour sa part, Brent van der Westhuizen, membre du groupe Ride to Freedom, a souligné qu'il croit fermement au droit de posséder une arme à feu à des fins d'autodéfense en Afrique du Sud. "Nous pensons que quiconque veut supprimer ce droit veut supprimer la liberté de légitime défense, ainsi que la liberté de choisir."

Nous sommes ici pour défendre notre droit de posséder des armes à feu à des fins de légitime défense et nous utiliserons tous les moyens pour maintenir ce droit", a-t-il souligné.

L'insécurité reste l'un des graves problèmes qui ternissent l'image du pays. Un récent rapport du groupe de sondage mondial "Gallup" a classé l'Afrique du Sud cinquième pays le plus dangereux au monde. En moyenne, l'Afrique du Sud enregistre 58,4 meurtres par jour, soit un taux de 35,8 meurtres pour 100.000 personnes, selon le dernier recensement démographique.

MEXIQUE

Au moins 15 morts dans des attaques armées

Au moins 15 personnes sont mortes dans des attaques armées perpétrées samedi dans la ville frontalière mexicaine de Reynosa, ont indiqué les autorités locales dans un communiqué.

Les attaques sont survenues samedi en début d'après-midi dans différents quartiers de la ville, a déclaré le gouvernement de l'Etat de Tamaulipas dans le communiqué, ajoutant que l'on ne savait toujours pas si les victimes avaient été ciblées ou abattues au hasard.

La police locale a déclaré avoir arrêté un individu avec deux femmes otages enfermées dans le coffre de sa voiture, et saisi trois véhicules. Maki Ortiz, maire de Reynosa, a écrit sur Twitter que les circonstances des attaques devraient être clairement établies et que les citoyens devraient être protégés.

RUSSIE

Quatre morts dans un accident d'avion en Sibérie

Les autorités de la région de Kemerovo, une subdivision régionale du sud-ouest de la Sibérie, en Russie, ont démenti les informations faisant état de neuf morts après l'atterrissage d'urgence d'un avion samedi, affirmant que quatre personnes ont perdu la vie dans le drame. "4 personnes ont été tuées et 15 autres ont été blessées, dont 4 dans un état grave et 11 dans un état de gravité modérée", ont indiqué les autorités dans un communiqué publié sur leur site Internet, ajoutant qu'un groupe d'enquête travaille actuellement sur les lieux. Citant la branche régionale de la Société des volontaires pour la coopération avec l'armée, l'aviation et la marine (DOSAAF), les médias locaux avaient précédemment rapporté que 9 personnes étaient décédées à la suite de l'accident. L'avion de type L-410, appartenant à la branche de Kemerovo de la DOSAAF, s'est écrasé lors d'un vol d'entraînement près de l'aérodrome de Tanai.

ILLIZI

Lancement du projet de l'hôpital 60 lits à Debdab

Les travaux de réalisation du projet d'un hôpital de 60 lits dans la commune frontalière de Debdab (450 km au Nord d'Illizi) ont été lancés, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya.

Occupant une superficie globale de 40.000 m², ce projet doté d'un financement de 1,5 milliards DA, est composé de cinq pavillons destinés à accueillir les différents services de cette future structure de santé, dont les urgences médicales chirurgicales, la pharmacie, service de gynécologie et autres, a-t-on précisé.

Le secteur de la santé à Debdab a été renforcé également par un autre projet de réalisation d'une polyclinique pour une enveloppe estimée à plus de 90 millions DA, selon la même source.

Au cours de lancement des chantiers de ces deux projets dans cette collectivité, le wali d'illizi Mustapha Aghamir, a mis l'accent sur la nécessité d'améliorer la prise en charge sanitaires notamment dans les zones frontalières et enclavées de cette wilaya.

M. Aghamir a souligné l'importance de la levée de gel sur le projet de l'hôpital de 60 lits qui permettra d'atténuer le déficit enregistré en matière de prestations sanitaires et contribuera à mettre fin aux déplacements des patients de Debdab vers des structures de santé au chef-lieu ainsi que vers d'autres wilayas pour des raisons de soins.

TLEMCCEN

Vaccination de plus de 500 personnes contre la Covid-19 en une semaine

La campagne de vaccination contre le Covid-19, lancée la semaine dernière au site historique "Grand bassin" de Tlemcen, a profité à 520 personnes, a-t-on appris auprès de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Tlemcen.

Lancée pour la première fois en plein air, cette campagne a mobilisé tous les moyens humains et matériels pour sa réussite, a indiqué la même source, soulignant qu'une moyenne de près d'une centaine de personnes notamment les personnes âgées des deux sexes est enregistrée quotidiennement, durant cinq jours dans ce site de vaccination pour lequel un camion médicalisé mobile a été mobilisé en plus du personnel médical et paramédical et de psychologues.

D'autres campagnes similaires seront organisées dans les grandes villes de la wilaya pour toucher un grand nombre de citoyens, a-t-on annoncé à la direction locale de la santé et de la population (DSP).

En parallèle à ces campagnes de vaccination, le mouvement associatif continue ses opérations de sensibilisation en direction de la population à travers les grandes places publiques et les daïras, a-t-on constaté.

Le Dr Zineb Korsou de l'EPSP de Tlemcen a rappelé, dans ce sens que la sensibilisation revêt une importance capitale dans la lutte contre le coronavirus.

"Il est impératif pour tout un chacun de respecter les mesures préventives dont le port de la bavette, la distanciation physique et l'hygiène", a-t-elle affirmé.

Des épidémiologistes du Centre hospitalo-universitaire de Tlemcen soulignent également qu'en dépit des campagnes de vaccinations et de la diminution à Tlemcen des cas de contaminations, les mesures de préventions restent de mise.

La DSP rappelle que depuis le début de la vaccination, soit le 2 février dernier, la wilaya de Tlemcen a reçu plus de 20.000 doses et plus de 12.000 personnes ont été vaccinées à ce jour.

Près de 6.000 personnes ont été touchées par le coronavirus et hospitalisées depuis l'apparition de la pandémie à Tlemcen qui déplore 353 décès.

BILAN CORONAVIRUS 366 nouveaux cas, 251 guérisons et 10 décès

Trois cent soixante-six (366) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 251 guérisons et 10 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique lundi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.



BACCALAURÉAT À L'OUEST DU PAYS Application rigoureuse du protocole anti Covid-19

Les examens du baccalauréat (session de juin 2021) dans l'Ouest du pays se déroulent dans des conditions d'organisation favorables avec une application rigoureuse du protocole sanitaire de prévention contre la Covid-19, ont constaté les journalistes de l'APS.

Les directions de l'éducation ont mis en place tous les moyens humains et matériels nécessaires pour le bon déroulement des examens et l'application du protocole sanitaire de prévention contre la pandémie (fourniture de masques de protection, désinfectant alcoolique et appareils de prise de température corporelle).

Par conséquent, les mesures de précaution sont largement appliquées, notamment la désinfection des installations des centres d'examen.

Dans la capitale de l'Ouest algérien, le wali d'Oran, Messaoud Djari, a procédé, au CEM Karboukha Mohamed Larbi dans la commune de Bir El-Djir, à l'ouverture des enveloppes de l'examen de langue arabe, dans une ambiance de satisfaction des candidats quant aux conditions dans lequel se déroule cet événement éducatif, notamment l'organisation et l'accompagnement psychologique.

La candidate B. Amira a souligné, après la fin de l'examen de cette matière au lycée Mustapha Heddad à Oran, que les questions de l'épreuve de la matinée étaient "abordables et en conformité avec le programme scolaire".

De son côté, B. Hicham a confié, directement après la fin de l'épreuve au lycée Akid Lotfi, qu'il n'a pas trouvé de grandes difficultés à répondre aux ques-



tions de l'examen de langue arabe.

La wilaya d'Oran compte 25.524 candidats à l'examen du baccalauréat, dont 17.338 scolarisés, 8.186 candidats libres et 23 candidats aux besoins spécifiques, répartis sur 81 centres d'examen encadrés par 8.345 encadreurs pour la bonne marche des examens. Chaque classe accueille 20 candidats, a-t-on indiqué à la direction de l'éducation. Dans la wilaya de Tissemsilt, les avis des candidats à l'examen du baccalauréat sur la difficulté du sujet d'examen de la langue arabe pour les filières "Littérature et Philosophie" et "Langues étrangères" étaient mitigés, alors que les candidats des filières scientifique et technique ont trouvé l'épreuve de cette matière abordable.

A ce propos, des candidats de la filière "Littérature et Philosophie" au centre d'examen au lycée Abdelhamid Mehri, au chef-lieu de wilaya, ont trouvé des difficultés pour répondre aux questions de l'examen de langue arabe, comme l'a indiqué le candidat Brahim, qui a senti ne pas avoir répondu correctement aux questions.

Pas moins de 6.287 candidats passent les épreuves du baccalauréat dans la

wilaya de Tissemsilt, à travers 29 centres.

Dans la wilaya de Mostaganem, les candidats au centre d'examen "lycée 1er novembre" de Salamandre (Mostaganem) ont fait part de leur satisfaction concernant le contenu du sujet de langue arabe et souligné qu'il était à la portée de tous.

Quelques uns d'entre eux ont également fait part de leur satisfaction concernant l'application rigoureuse du protocole sanitaire de prévention contre le coronavirus.

La même atmosphère a régné dans les trois centres d'examen de la daïra de Bouguirat et au centre d'examen de la commune de Hadjadj, sachant que la wilaya de Mostaganem compte 11.488 candidats dont 3.231 candidats libres, répartis sur 43 centres d'examen, dont un centre réservé aux candidats du centre de rééducation, selon la direction de l'éducation de la wilaya.

Dans la wilaya de Relizane, le nombre des candidats a atteint 11.439, dont 3.372 candidats libres et 113 candidats au centre de rééducation, répartis sur 44 centres, avec la mise en place de 28 centres de restauration et une équipe sanitaire composée de 132 médecins et infirmiers.

Dans la wilaya de Nâama, des candidats au CEM Dahaoui Y ahia ont affirmé, après l'épreuve de langue arabe, que ce début pousse à l'optimisme et incite à poursuivre les examens avec détermination.

Une candidate, Nadjet (filière Littérature et Langues étrangères), qui n'a pas caché pas sa satisfaction après avoir passé la première épreuve, a indiqué que le poème, sur lequel se basent les questions de la première épreuve, était compréhensible, son style clair et la situation d'intégration liée au texte était abordable. La wilaya de Nâama compte 5.096 candidats au baccalauréat, dont 2.902 scolarisés, 2.394 candidats libres et cinq candidats aux besoins spécifiques, répartis sur 25 centres d'examen, avec la mobilisation de 2.075 encadreurs.

A noter que la direction de l'éducation a fourni les moyens de transport aux candidats scolarisés des zones rurales.

A Sidi Bel-Abbes, l'épreuve de langue arabe a eu lieu dans les mêmes conditions à travers les 43 centres d'examen et les candidats ont fait part de leur optimisme de décrocher ce sésame déterminant qui ouvre la voie à l'enseignement supérieur.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE

La pandémie a fait 3.868.393 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 3.868.393 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles lundi.

Plus de 178.401.810 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de dimanche, 6.567 nouveaux décès et 317.517 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.422 nouveaux morts, le Brésil (1.025) et la Colombie (599).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 601.825 décès pour 33.541.997 cas recensés, selon le comp-



te de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 501.825 morts et 17.927.928 cas, l'Inde avec 388.135 morts (29.935.221 cas), le Mexique avec 231.187

morts (2.477.283 cas), et le Pérou avec 190.425 morts (2.029.625 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec

578 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (310), la Bosnie (294), la République tchèque (283) et la Macédoine du Nord (263).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient lundi à 10H00 GMT 1.238.854 décès pour 36.079.492 cas, l'Europe 1.158.238 décès (53.936.071 cas), les Etats-Unis et le Canada 627.893 décès (34.950.039 cas), l'Asie 556.976 décès (39.117.416 cas), le Moyen-Orient 147.865 décès (9.059.557 cas), l'Afrique 137.451 décès (5.207.615 cas), et l'Océanie 1.116 décès (51.623 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les médias auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

BRÉSIL

1.025 décès en 24 heures

Le Brésil a enregistré 1.025 décès supplémentaires liés à la COVID-19 au cours des dernières 24 heures, portant le bilan national à 501.825 décès, a déclaré dimanche le ministère de la Santé. Au total, 44.178 nouveaux cas ont

été détectés, ce qui en porte le nombre total à 17.927.928, a précisé le ministère.

Le Brésil est le deuxième pays au monde après les Etats-Unis en nombre de décès liés à la COVID-19 et se classe troisième en nombre de cas de contami-

nation, derrière les Etats-Unis et l'Inde.

Plus de 87,4 millions de doses de vaccins ont été administrées dans l'ensemble du Brésil, tandis que plus de 24,2 millions de personnes ont reçu une seconde injection, a-t-il ajouté.

TUNISIE

78 décès et 1775 nouveaux cas en 24 heures

Le ministère tunisien de la Santé a enregistré, le 19 juin courant, 78 décès dus au coronavirus et 1775 nouveaux cas, alors que le nombre de personnes guéries s'est élevé à 1052.

Le département de la Santé a ajouté, dans un communiqué, publié dimanche soir, que le taux de positivité des analyses s'est situé au niveau de 29,40%, et ce, l'issue des 6037 tests de dépistage effectués le même jour. Cela porte le bilan

total de personnes contaminées à 3282950 et le nombre de victimes à 14038, et ce, depuis l'apparition de la pandémie en Tunisie.

Le nombre de guérisons s'est élevé à 332962 personnes.

Le ministère a rappelé que 33 954 personnes ont été vaccinées contre le coronavirus, depuis le démarrage de la campagne nationale de vaccination jusqu'au samedi 19 juin 2021.

VACCIN - PRODUCTION

L'Ouganda sur le point de produire un vaccin "plus efficace" contre la Covid-19 (Président)

Le président ougandais Yoweri Museveni a annoncé que la production par son pays d'un vaccin "plus efficace" contre la Covid-19 est en stade avancé.

"Nous travaillons sur notre vaccin. En fait, notre vaccin sera meilleur que tous les autres car il couvrira toutes les variantes", a déclaré le président dans une allocution télévisée, à un moment où ce pays d'Afrique de l'Est est en proie à une augmentation des infections, les hôpitaux publics et les médecins étant débordés.

Selon M. Museveni, la production du

vaccin en Ouganda a été retardée par le manque de patients Covid-19.

"Vers avril, nous avons eu un problème. Nous n'avions pas assez de patients. Maintenant, il y a beaucoup de patients pour les essais cliniques", a-t-il noté, précisant en outre qu'il était en contact avec plusieurs acteurs dans le monde, pour aider à résoudre la crise des vaccins. "Les vaccins que nous avons reçus couvrent quelques variantes de virus comme les souches de Wuhan et de l'Inde", a souligné M. Museveni tout en

annonçant des mesures plus strictes pour contenir la maladie virale. Selon M. Museveni, l'Ouganda sera, d'ici 2022, médicalement autonome. "D'ici l'année à venir, l'Ouganda ne dépendra plus de solutions médicales extérieures. Nous aurons nos propres solutions", a-t-il avancé. L'Ouganda a enregistré plus de 10.000 cas de Covid-19 ces dix derniers jours, selon des statistiques annoncées par le ministère de la Santé qui a fait état de 1397 nouveaux cas pour la seule journée du samedi.

MÉTÉO - SANTÉ

Des scientifiques britanniques mettent en garde contre un "hiver difficile" en raison de l'émergence probable de nouveaux virus respiratoires

Des scientifiques britanniques ont mis en garde dimanche contre un "hiver plutôt difficile" pour le pays en raison de l'émergence probable de nouveaux virus respiratoires, sans exclure la possibilité de nouvelles mesures de confinement.

Le professeur Calum Semple, membre du Groupe de conseil scientifique sur les situations d'urgence (SAGE), un organisme consultatif du

gouvernement britannique, a déclaré que les enfants et les personnes âgées seraient particulièrement vulnérables aux virus endémiques vers la fin de l'année.

Décrivant l'hiver à venir comme "l'hiver de la quatrième vague", il a indiqué à Times Radio qu'il avait généralement "une mauvaise surprise après chaque pandémie", les mesures de distanciation sociale ayant réduit

l'exposition de la population aux virus respiratoires endémiques habituels comme pneumonie et bronchiolite.

"Je pense que nous aurons droit à un hiver assez difficile, car les autres virus respiratoires vont revenir, et attaqueront assez fort. Mais après cela, je pense que nous verrons un vrai retour à la normale l'année prochaine", a-t-il expliqué. Susan Hopkins, en charge des affaires liées à la

COVID-19 à Public Health England, a quant à elle averti qu'il faudrait "peut-être procéder à d'autres confinements cet hiver" si les hôpitaux commencent à être débordés.

"Mais je pense que nous aurons aussi d'autres moyens de gérer la situation, grâce à la vaccination, aux antiviraux, aux médicaments et aux tests que nous n'avions pas l'hiver dernier", a-t-elle déclaré à la BBC.

INDE

Instauration de la gratuité de la vaccination

L'Inde a instauré lundi la gratuité de la vaccination contre la Covid-19 pour tous les adultes dans le but de dynamiser la campagne d'immunisation tandis que le Premier ministre Narendra Modi célébrait la Journée internationale du yoga louant les vertus "protectrices" de cette discipline contre le coronavirus.

Le déploiement de la vaccination gratuite coïncidait avec la Journée internationale du yoga marquée par un discours matinal à la nation de Narendra Modi vantant les bienfaits de la pratique, en tant que source de "force intérieure".

"Lorsque je parle avec les combattants de première ligne, ils me disent qu'ils ont adopté le yoga, en guise de bouclier protecteur, dans leur lutte contre le coronavirus.

Les médecins se sont fortifiés grâce au yoga et ont aussi recours au yoga pour traiter leurs patients", a affirmé lundi le Premier ministre.

Même si les parcs et jardins publics, où les adeptes du yoga aiment pratiquer leur discipline, ont été rouverts lundi à Delhi, les événements dédiés à la Journée internationale du yoga restaient peu nombreux pour la deuxième année consécutive en raison de la pandémie de Covid-19.

Cette journée consacrée à la discipline séculaire de l'Inde, adoptée par les Nations unies en 2014 sur proposition de M.

Modi, est généralement célébrée dans le monde entier durant le solstice de juin, jour le plus long dans l'hémisphère nord.

Depuis le début de la pandémie, le gouvernement indien n'a eu de cesse de vanter les vertus du yoga et des traitements à base de plantes médicinales dont les ventes ont explosé.

Cependant le mois dernier, nombre de médecins indiens se sont inscrits en faux, en arborant un brassard noir, contre Baba Ramdev, un gourou proche de l'administration Modi, qui affirmait que le yoga pouvait soigner et guérir les malades du Covid-19. La vaccination est ouverte à tous les adultes âgés de moins de 45 ans depuis le 1er mai.

Mais jusqu'à présent, quelque 275 millions de doses de vaccins seulement ont été administrées, et à peine 4% de la population ont été complètement vaccinés. L'objectif du gouvernement est d'immuniser 1,1 milliard d'adultes d'ici la fin de l'année. La campagne indienne de vaccination a aussi connu un ralentissement considérable ces derniers mois en raison d'une pénurie de vaccins et ce, alors même que le pays subissait une féroce deuxième vague épidémique entre la fin mars et la mi-mai. Les restrictions de déplacement et d'activités mises en place depuis ont favorisé une forte baisse du nombre des contaminations quotidiennes mais leur assouplissement progressif en cours fait déjà craindre une troisième vague.

LAOS

Début de la campagne de vaccination pour les personnes âgées

Le Laos a donné le coup d'envoi de la campagne de vaccination contre la Covid-19 pour les personnes âgées de plus de 60 ans avec le vaccin chinois Sinopharm.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le ministère laotien de la Santé ont donné leur feu vert à la vaccination des citoyens âgés de plus de 60 ans avec le vaccin Sinopharm, selon un rapport publié lundi par le Centre d'information et d'éducation pour la santé relevant dudit ministère. Les vaccins chinois sont sûrs, fiables et efficaces, a déclaré Kikeo Khaykhamphithoune, vice-Premier ministre laotien et président du comité national de prévention et de contrôle de la Covid-19, lors de la cérémonie de remise du troisième lot de vaccins donnés par la Chine, qui s'est déroulée la semaine dernière à Vientiane, la capitale du Laos. Il a affirmé que le personnel frontalier, des travailleurs médicaux et certains citoyens laotiens se sont déjà vu administrer le vaccin Sinopharm.

Jusqu'à présent, plus de 700.000 personnes au Laos ont reçu la première dose de vaccin contre la Covid-19, tandis que plus de 400.000 personnes ont reçu la seconde dose.

Les autorités laotiennes entendent vacciner 50% des 7,2 millions d'habitants du pays d'ici la fin de l'année.

CANAL CARPIEN QUAND FAUT-IL OPÉRER ?

Fourmillements, douleur dans les doigts la nuit... Le syndrome du canal carpien peut être très handicapant et même laisser des séquelles s'il n'est pas traité. Mais une intervention chirurgicale n'est pas toujours utile.

Canal carpien : ça démarre comment ?

Au début, les symptômes apparaissent souvent de façon insidieuse. Un engourdissement des doigts réveille en fin de nuit, mais il suffit de secouer la main pour le faire passer. On pense à des problèmes circulatoires. En fait, c'est le nerf médian qui est comprimé au niveau du poignet, le long du canal carpien. Ce qui entraîne peu à peu des troubles de la sensibilité du pouce, de l'index, du majeur et de la moitié de l'annulaire, parfois accompagnés d'une perte de force musculaire.

Canal carpien : d'abord les infiltrations

Un électromyogramme (EMG) permet de confirmer l'atteinte du nerf et d'évaluer le degré de compression. Le port d'une attelle qui immobilise le poignet la nuit, pendant plusieurs semaines, peut donner de bons résultats. On peut aussi essayer les injections locales de corticoïdes, à raison de trois maximum, la première étant souvent la plus efficace.

"Mais si l'on continue à être gêné au bout d'un an, il est préfé-

nable d'envisager l'opération", estime le Dr François Martin-Braun, coordonnateur et chirurgien du service SOS main de la clinique des Diaconesses à Strasbourg.

Attendre expose au risque d'avoir un nerf définitivement endommagé. Les doigts perdent leur sensibilité, les muscles de la base du pouce ne fonctionnent plus et celui-ci ne peut plus jouer son rôle de pince (il devient difficile de saisir de petits objets).

Canal carpien : la chirurgie libère le nerf comprimé

Pratiquée par des chirurgiens orthopédistes ou plastiques formés à la chirurgie de la main, l'opération du canal carpien consiste à fendre l'épais ligament qui ferme le canal carpien pour faire baisser la pression et libérer le nerf. Elle s'effectue le plus souvent sous anesthésie locorégionale, en ambulatoire (retour à domicile le soir même). La chirurgie classique laisse une cicatrice de 2 à 3 cm dans la paume de la main, sensible quelques semaines, et nécessite un arrêt de travail d'au moins un mois.

La vidéo-chirurgie permet d'ou-



vrir le canal carpien par une incision minimale au niveau du poignet et de contrôler la libération du nerf grâce à une caméra. On peut

conduire au bout de deux jours et reprendre le travail après deux ou trois semaines. «Lorsque les deux mains sont touchées, nous com-

mençons par la plus atteinte. C'est une intervention courante qui donne des résultats durables», assure le chirurgien.

LES GESTES QUI VONT VOUS SOULAGER

Le syndrome du canal carpien est une affection fréquente en cas de geste répétitif, notamment chez les femmes. Quelques gestes ou précautions peuvent heureusement soulager la douleur et les fourmillements.

Canal carpien : comment atténuer la douleur

Douleurs, fourmillements dans une main ou les deux, côté paume, en général sous le pouce, ou dans le poignet... peuvent être les signes d'une irritation nerveuse au niveau du canal carpien. Les gestes qui peuvent prévenir et atténuer la douleur.

- Mettez totalement la main et le poignet au repos, si possible pendant quelques jours. Évitez de forcer, de travailler longtemps sans détendre votre poignet.

- Rafraîchissez vos poignets à l'aide de glaçons enveloppés dans une serviette fine. Appliquez pendant 10 minutes. Répétez à peu près toutes les heures.

- Porter une attelle la nuit est assez efficace car elle maintient les doigts dans une position neutre et soulage la pression sur le nerf médian. De plus, pendant le sommeil, la main et le poignet peuvent être



- repliés sous l'oreiller, ce qui exerce une pression sur la zone sensible. Vous pouvez aussi être amenée à porter une attelle en journée, surtout si votre travail exige une importante motricité de la main.

- Les antidouleurs : paracétamol, ibuprofène, sont un appoint souvent important. Ils agissent sur le siège de la douleur (Doliprane®, Dafalgan®, Efferalgan®...).

Canal carpien : si vous travaillez sur ordinateur

- Si vous passez beaucoup de temps devant un ordinateur, réglez votre siège et la distance du clavier, de façon à être confortable.

Vos bras doivent former un angle droit afin que vos poignets restent parallèles au sol. Cette règle de base est également valable pour les genoux. Bien sûr, garder le dos droit améliore le tout.

- Lorsque vous maniez la souris, évitez de plier les poignets vers le haut. Un repose-poignet, disponible dans la plupart des magasins de fournitures de bureau, peut être très confortable et utile.

- En forme de crayon, par écran tactile, certaines souris ergonomiques sont également très efficaces contre la "cassure" du poignet.

- Tapez en effleurant les touches du clavier plutôt qu'en les martelant. Moins vous exercez de pression, mieux c'est.

- Équipez-vous d'un clavier ergonomique, conçu pour que les mains prennent appui naturellement et que les doigts tombent en douceur sur les touches. La pression nécessaire pour taper est beaucoup moins importante qu'avec un clavier classique. Parfois ces claviers sont séparés en 2 pour former un Y et empêcher la rotation des poignets.

Fourmis dans les doigts : ça cache quoi ?

Les troubles de la sensibilité et les picotements au bout des doigts peuvent être le signe du syndrome du canal carpien. La chirurgie est-elle la seule solution ? Syndrome du canal carpien : qu'est-ce que c'est ?

Une main qui se met à gonfler... Pendant la nuit, des fourmillements dans les phalanges quand le bras est immobile...

Où encore le jour, le bouts des doigts qui perdent de leur sensibilité, au point d'être gênés pour boutonner ses vêtements ou manipuler de petits objets, autant de signes typiques du "syndrome du canal carpien". Un trouble dont souffrent souvent les femmes de plus de 50 ans.

« Situé sur la face antérieure de la paume de la main, le canal carpien est une sorte de tunnel qui abrite les tendons neutres et soulage quatre premiers doigts et les nerfs leur permettant d'être sensibles. Dès que les tendons gonflent, souvent au moment de la ménopause, le canal et les nerfs sont comprimés. C'est ainsi que surviennent les premiers symptômes.

SOULAGER LA DOULEUR

L'examen clinique suffit à poser le diagnostic. Dans un premier temps, le médecin peut proposer une ou deux infiltrations de corticoïdes. Ce traitement suffit en général à calmer la douleur pendant au moins un an, parfois davantage.

Au quotidien, certains gestes peuvent être évités ou soulagés : « Rafraîchissez vos poignets à l'aide de glaçons enveloppés dans une serviette fine. Appliquez pendant 10 minutes. Répétez à peu près toutes les heures.

« Portez une attelle pendant la nuit pour maintenir les doigts dans une position neutre et soulager la pression sur le nerf médian. Et ton peut, si nécessaire.

« Mais si les effets des injections ne se font pas sentir plus de quelques semaines, le médecin propose une intervention chirurgicale.

Quand il faut opérer

« Deux techniques existent, avec lesquelles nous obtenons les mêmes résultats, souligne le Pr Allot. Ces interventions sont réalisées sous anesthésie loco-régionale (du bras), en hospitalisation de jour.

Dans les deux cas, on incise la partie supérieure du canal carpien pour libérer les nerfs et les tendons qui sont à l'intérieur. Dans le premier cas, le chirurgien ouvre la paume en incisant sur trois à quatre centimètres, partant du poignet vers le milieu de la main. Il peut ainsi couper le ligament qui ferme le canal. Cette technique "à ciel ouvert" lui permet de voir le nerf et les tendons, et de les dégager complètement.

La méthode endoscopique, elle, s'effectue à paume fermée. Le chirurgien glisse un système optique par une petite fente d'environ un centimètre, partant du poignet. Il peut ainsi sectionner avec précision le ligament qui resserre le canal, et dégager les nerfs.

« Quel que soit le mode opératoire, il faut garder un pansement pendant quelques jours et ne pas se laver la main ni la pratiquer dans l'eau. Trois semaines d'arrêt de travail sont à prévoir. Seul avantage notable de la méthode endoscopique : la cicatrice, qui est pratiquement invisible. En ce qui concerne les suites opératoires, notez que pour les deux interventions, les fourmillements peuvent persister pendant quelques semaines et la force diminuer un peu. Mais, dans neuf cas sur dix, les symptômes ont complètement disparu au bout de six mois.

LE SYNDROME DU CANAL CARPIEN EN 5 QUESTIONS

Vous souffrez de fourmillements qui apparaissent dans les trois premiers doigts de la main. Une douleur lancinante vous réveille la nuit. Vous avez du mal à vous servir de votre pouce comme d'une pince... vous souffrez peut-être du syndrome du canal carpien. Un trouble lié à la compression d'un nerf au niveau du poignet. Quelles sont les solutions ?

Canal carpien : quelles sont les personnes à risque ?

Le syndrome du canal carpien est une affection relativement fréquente en France. Chaque année, en France, un peu plus de 150 000 personnes sont opérées pour ce syndrome. Il touche généralement les personnes de plus de 50 ans et les femmes ont trois fois de risques d'en souffrir que les hommes, vraisemblablement parce que leur canal carpien, une sorte de petit tunnel situé à la face antérieure du poignet qui contient le nerf médian et des ligaments, est plus étroit que celui des hommes. Les personnes qui souffrent de diabète ou de certains désordres métaboliques sont également plus à risque car leur maladie touche directement les nerfs et les rend plus sensibles à la compression. Enfin, la grossesse favorise aussi l'apparition de ce syndrome mais il régresse après l'accouchement pour ne récidiver que lors des grossesses ultérieures.

Canal carpien : quelles sont les causes ?

« Le plus souvent, le syndrome du canal carpien survient sans qu'aucune cause ne soit identifiée. On parle alors de « syndrome du canal carpien idiopathique ». Mais certains facteurs favorisent la compression du nerf médian au niveau du canal carpien sont parfois identifiés :

- des facteurs hormonaux ou métaboliques (la grossesse, le diabète, une hypothyroïdie...);
- des mouvements répétés liés à certaines activités de loisirs (bricolage, jardinage, activité sportive...);

« une profession qui nécessite des mouvements répétés et rapides de flexion-extension » du poignet (conduite automobile,



travail sur un clavier avec les poignets posés sur le rebord, conditionnement, emballage...) ou encore, les professions qui exposent aux vibrations. Le syndrome du canal carpien est en effet l'une des maladies professionnelles les plus fréquentes dans la plupart des pays européens, ainsi qu'aux États-Unis et au Canada.

Canal carpien : comment se fait le diagnostic ?

Le diagnostic du syndrome du canal carpien et le traitement précoces sont importants pour éviter des dommages irréversibles du nerf médian. En l'absence de traitement, les lésions du nerf peuvent en effet parfois s'aggraver et des troubles de la sensibilité tactile et de la motricité peuvent apparaître.

Dans un premier temps, le médecin observe le poignet (gonflement, décoloration, chaleur) et teste les doigts ainsi que les muscles à la base de la main. Avec ces tests dits « de provocation », le médecin cherche à reproduire les

symptômes et évaluer la gravité de l'atteinte, ce qui va influencer sur le choix du traitement.

Parfois, le médecin peut juger utile de poursuivre son investigation et prescrire une radio (pour vérifier le rétrécissement du canal carpien), une échographie pour voir l'éventuelle altération du mouvement du nerf médian ou un électromyogramme (EMG) qui mesure, à l'aide d'électrodes placées sur le trajet du nerf médian, la transmission de l'influx nerveux.

Canal carpien : peut-on éviter l'opération ?

Dans un texte datant de 2012, les experts de la Haute autorité de santé (HAS) recommandent d'opérer sans attendre les syndromes du canal carpien les plus graves (avec atteintes motrices) mais bien avant l'opération, différentes stratégies thérapeutiques peuvent être envisagées :

- la prise d'antalgiques et d'anti-inflammatoires ;
- le port d'une orthèse, c'est-à-

dire d'une attelle que l'on place autour du poignet et de l'avant-bras durant la nuit afin de mettre la main au repos et de diminuer les contraintes au niveau du canal carpien. Cette attelle est généralement rembourrée en partie par la sécurité sociale :

- l'infiltration de corticoïdes dans le canal carpien.

Canal carpien : la récidive est-elle possible ?

La persistance ou la réapparition des symptômes après un traitement par infiltration n'est pas à proprement parler une récidive. C'est tout simplement le signe que le patient n'a d'autre recours que l'opération chirurgicale. Cette opération consiste à fendre l'épais ligament qui ferme le canal carpien pour faire baisser la pression et libérer le nerf. Il existe deux techniques réalisables en structure de chirurgie ambulatoire (le malade est admis le matin dans l'établissement chirurgical, opéré dans la journée et sort le soir même de l'intervention). Elles se pratiquent toutes deux sous anesthésie locorégionale.

Ces opérations donnent des résultats spectaculaires et les récidives sont extrêmement rares. Les syndromes récidivants réapparaissent, la plupart du temps, après au moins 3 mois d'acalmie (voire plusieurs années). La cause la plus fréquente est une fibrose secondaire (c'est-à-dire une destruction partielle des tissus lors de la cicatrisation) qui empêche le glissement du nerf médian lors des mouvements du poignet et des doigts. Dans ce cas, le médecin n'envisage pas forcément une nouvelle intervention chirurgicale. Mais il prescrit des antalgiques accompagnés, parfois, de soins apaisants.

UNE OPÉRATION PLUS SIMPLE

Pour opérer la compression du nerf médian au niveau du poignet, des chirurgiens interviennent dorénavant sous échographie, hors du bloc, dans une salle de soins spécifique.

« Vous ressentiez un engourdissement du pouce, de l'index et du majeur, avec fourmillement et perte de force au niveau d'une partie de la main ? Vous souffrez sans doute d'un syndrome du canal carpien. « Lorsqu'il n'existe aucun déficit sensitif ou moteur, la prise en charge repose sur l'immobilisation à l'aide d'une attelle et sur une ou deux infiltrations locales de corticoïdes, afin de venir à bout d'une période inflammatoire », explique le Dr Olivier Mares, chirurgien orthopédiste au GHU de

Nîmes. Mais, en présence d'un tel déficit, ou bien en cas d'échec des traitements médicaux, la prise en charge est chirurgicale. »

UNE ANESTHÉSIE LOCALLE SUPPLÉMENTAIRE

Le Dr Mares a mis en place un parcours de soins simplifié. « Désormais, je pratique ce type d'intervention le plus souvent dans une salle de soins spécifique, un "office surgery", précise-t-il. C'est le même principe que pour la pose d'un implant dentaire. »

Une fois la désinfection locale effectuée, le patient est opéré sous anesthésie locale, sans perfusion ni monitoring. « Nous n'intervenons plus par endoscopie, raconte le chirurgien orthopédiste. Nous repérons

le ligament rétinaculaire par échographie. Après une incision minime d'environ un centimètre au niveau de la paume de la main, ce ligament est sectionné, libérant ainsi de l'espace au niveau du canal carpien. L'intervention dure de 20 à 30 minutes, anesthésie comprise. À l'issue de l'acte, le patient peut rentrer chez lui immédiatement.

DES SOINS INFIRMIERS NE SONT PAS NÉCESSAIRES

Un pansement posé après l'opération sera retiré par le patient lui-même au bout de 5 jours. Un arrêt de travail d'un mois est prévu pour les travailleurs manuels tandis que 10 jours de repos sont suffisants pour les autres. À noter : une surfe peut transférer

de force dans le poignet survient pendant les trois mois qui suivent l'intervention.

« Quelques chirurgiens ont instauré ce parcours de soins en France, notamment à Caen et à Versailles, avec un circuit de prise en charge court et sous échographie, poursuit le Dr Mares. Il s'agit d'une stratégie simple, mais il faut avoir de l'entraînement pour la pratiquer dans des conditions optimales. Les complications sont très rares, mais elles existent, comme après tout acte chirurgical. » Par la suite, une consultation de contrôle à lieu deux mois après l'intervention. Mais quelle que soit la technique chirurgicale utilisée, les résultats sont bons et équilibrés sur le long terme.

NIGÉRIA 6 terroristes éliminés par l'armée au terme de violents combats

Les forces nigériennes ont éliminé six éléments du groupe terroriste Boko Haram au terme de violents combats survenus dimanche, indique lundi porte-parole de l'armée, le général de brigade Onyema Nwachukwu.

Dans un communiqué, le responsable a affirmé que "des membres du groupe terroriste, à bord de quatre camions armés et de plusieurs motos, avaient tenté d'infiltrer un camp militaire dans la ville de Kumshe, dans l'Etat de Borno, au nord-est du pays".

"Des troupes courageuses ont affronté des éléments terroristes de Boko Haram qui tentaient une infiltration suicide dans le camp", a déclaré le général Nwachukwu.

Il a ajouté que certains des terroristes ont également fui au cours de l'échange de tirs avec les militaires, précisant que six fusils d'assaut, une grenade à main, des médicaments et des articles de premiers secours ont été saisis sur les lieux.

Les attaques de Boko Haram ont fait plus de 30 000 personnes ont été tuées et trois millions déplacées dans le nord-est du pays.

ANGOLA Luanda réitère son engagement à protéger les droits des réfugiés

L'Angola s'engage à créer des politiques visant à sauvegarder les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile, afin que cette frange se sente partie de la société angolaise, a indiqué dimanche la Secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme, Ana Celeste.

"Le gouvernement angolais considère les droits humains comme un outil indispensable pour protéger la liberté et la dignité de tous les migrants, afin qu'ils deviennent des membres à part entière de la société angolaise", a déclaré Mme Celeste.

Elle a souligné que les réfugiés bénéficient en Angola des mêmes droits et de la même assistance de base que tout autre étranger en séjour régulier.

"Lorsqu'ils quittent leur pays d'origine pour des circonstances différentes et choisissent l'Angola, c'est parce qu'ils trouvent la stabilité pour leur sécurité et leur survie", a-t-elle dit.

L'Angola contrôle 56.297 réfugiés, dont 30.282 dans la capitale Luanda, révélait des données du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR).

En mai 2017, l'Angola a enregistré le plus grand mouvement migratoire, lorsque plus de 35.000 citoyens de la République démocratique du Congo ont cherché refuge dans la province angolaise de Lunda Norte. Malgré la pandémie de Covid-19 qui a largement entravé les mouvements de population, le nombre de personnes ayant dû quitter leur foyer pour fuir les persécutions, la violence et les conflits a continué d'augmenter en 2020 et atteint un nouveau record. D'après le dernier rapport du Haut-Commissariat pour les réfugiés, rendu public vendredi dernier, 82,4 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays, un nombre qui a doublé en dix ans.

APS

LIBYE Tripoli récupère un avion présidentiel saisi en France depuis 7 ans

Le Premier ministre libyen Abdelhamid Dbeibeh a annoncé, dimanche, que son pays, la Libye, a récupéré l'avion présidentiel l'A340, saisi en France depuis 7 ans.

"Aujourd'hui, notre avion nous revient et nous sommes heureux, sereins et en sécurité dans nos maisons et dans notre pays", a déclaré Dbeibeh. "C'est un avion qui appartient au peuple libyen, un avion présidentiel, qui a été saisi de force depuis 2014", a précisé le Premier ministre libyen.

Et de souligner : "Cet avion est très important pour la souveraineté libyenne, ainsi que par sa valeur historique".

Abdelhamid Dbeibeh a ajouté que l'avion se trouvait en France, sous prétexte de "mesures techniques et financières, et nous nous sommes efforcés de le restituer en raison de son impor-

ance". Et d'estimer que le retour de l'avion "est une étape positive qui indique la stabilité et la sécurité de la Libye, le retour de sa souveraineté et le retour de sa richesse".

S'agissant du nombre d'avions saisis, Dbeibeh a signalé qu'il y avait "12 avions d'occasion, qui sont utilisés sur des territoires hors de la Libye sous prétexte de maintenance".

"Des négociations sont en cours concernant des avions qui ont été saisis, et qui seront de retour dans notre pays", a-t-il encore noté.

Avant 2011, l'ancien Président libyen Maammar El-Kadhafi (1969-2011) exploitait le A340,



un avion présidentiel équipé des dernières technologies et commodités, qui a été envoyé en 2014 en France pour des travaux de maintenance, selon des médias.

MALI L'application de l'accord de paix est "poussive", regrette le CMA

La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), a indiqué que l'application sur le terrain de l'accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger est "poussive", déplorant que six ans après sa signature, "les résultats ne sont pas satisfaisants".

"On prend du temps pour négocier, pour faire la paix et pour signer des accords, mais on ne prend jamais du temps pour appliquer ces accords", a déclaré dimanche le porte-parole de la CMA, Maouloud Ould Ramadan au cours d'une conférence de presse à l'occasion du 6ème anniversaire de la signature de l'Accord par la Coordination.

L'accord de 15 mai 2015, signé par les parties maliennes au dialogue pour le ré-

glement de la crise dans le nord du Mali, a été paraphé par le CMA le 20 juin de la même année. Pour ce responsable, "si les hostilités ont cessé sur le terrain entre les signataires de l'accord, il faut déplorer l'absence de véritables avancées dans son application".

Il a insisté ensuite sur un des piliers de l'accord, le processus DDR (désarmement, démobilisation et réinsertion) qui est selon lui en "panne".

"Pour aller au désarmement, il faut l'es modalité. On arrive pas à déterminer un quota d'ex-combattants qui vont intégrer ces forces armées. Il faut qu'on arrive à se comprendre sur l'aspect armée reconstituée dont l'accord parle". "Il faut la mise en œuvre intégrale, à la lettre et à l'esprit, de cet

accord", a-t-il ajouté. Le porte-parole de la CMA a évoqué le manque des moyens pour les autorités intérimaires installées dans les régions du nord, l'inachèvement du mécanisme opérationnel de coordination (MOC), et la non révision de la Constitution pour prendre en compte les revendications politiques de la CMA, dont la réorganisation des régions du nord. "Après six ans, nous constatons que l'Accord est dans ses aspects périphériques. Les aspects de fond n'ont jusque-là pas été touchés", a déclaré, de son côté le membre de la CMA, Sidi Ag Baye. L'Accord d'Alger repose sur quatre piliers, en l'occurrence politique institutionnelle, défense et sécurité, questions humanitaires et développement, ainsi que justice et réconciliation.

NIGER Retour de près de 6.000 déplacés dans le Sud-Est

Près de 6.000 personnes qui avaient fui en 2015 des attaques terroristes, ont été reconduites à Baroua, leur localité d'origine située dans la région de Diffa (Sud-Est du Niger), ont indiqué lundi les autorités locales.

C'est la toute première opération de retour de déplacés dans leur localité d'origine et qui concernera dix-huit autres villages.

Elles avaient été réinstallées dans des sites de la région, notamment dans la ville de Diffa elle-même.

"Il s'agit d'un retour volontaire et 1.187 ménages, soit 5.935 personnes, ont déjà regagné depuis hier (dimanche) Baroua", une localité située près de Bosso à proximité du Lac Tchad, a déclaré à Yahaya Godi, le secrétaire général du gouvernorat de Diffa, cité par l'AFP. A terme, ce sont de 8.000 à 10.000 personnes qui doivent retourner à Baroua.

La télévision publique nigérienne a montré dimanche soir les images de l'arrivée à Baroua, sous haute escorte sécuritaire, d'une vingtaine de camions bourrés de vivres, de réserves d'eau, de lits, de matériaux pour confectionner des abris, au dessus desquels étaient assis des hommes, des femmes et des enfants.

"Compte tenu de l'évolution positive de la situation (sécuritaire) sur le terrain, le gouvernement" a décidé "de donner son feu vert aux populations déplacées pour retourner dans

leurs villages d'origine", a déclaré Issa Lémine, gouverneur de la région de Diffa, qui a accueilli les premiers arrivants à Baroua.

"Les dispositions sont prises par les Forces de défense et de sécurité pour renforcer quotidiennement la protection des personnes de retour", a-t-il assuré. "Tout le village est tombé en ruines et il faudrait tout reprendre à zéro (...) tout est délabré", a déploré un élu local.

Selon Yahaya Godi, "quand les autres déplacés" encore réticents "verront que les conditions de sécurité sont réunies" et que "l'eau, les centres de soins et l'école, les abris" seront à nouveau disponibles, "ils vont emboîter certainement le pas"

aux premiers déplacés rentrés. En outre, des programmes "Cash for work" (travail contre argent) sont prévus et visent à "inciter et à rémunérer" ces habitants à travailler sur des chantiers de reconstruction de leur propre village, a-t-il expliqué.

La région de Diffa au Niger abrite 300.000 réfugiés nigériens et déplacés (plus de 100.000), fuyant les exactions des terroristes de Boko Haram et sa branche dissidente du groupe "Etat islamique" en Afrique de l'Ouest (Israw), selon l'O NU. Lors d'un meeting de campagne de la présidentielle en décembre 2020, Mohamed Bazoum, élu président, avait promis le retour des déplacés et réfugiés avant la fin de 2021.

SOUDAN DU SUD L'unification de l'armée au menu d'une réunion au Conseil de sécurité

La mise en place d'un commandement unifié pour l'armée au Soudan du Sud est au menu d'une réunion au Conseil de sécurité lundi, au moment où le pays s'approprie à célébrer, le 9 juillet, ses dix ans d'indépendance. Le Conseil de sécurité se réunira pour une séance d'information sur la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) qui verra la présentation du nouveau rapport trimestriel du SG de l'ONU sur le Soudan du Sud. Il est attendu que le Représentant spécial et chef de la MINUSS, Nicholas Haysom, fasse un briefing sur la MINUSS, son premier depuis son entrée

en fonction en avril. Le 9 juillet, le Soudan du Sud fêtera ses dix ans d'indépendance, mais la mise en œuvre "lente" et "sélective" de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit dans le pays continue de contribuer à l'incertitude entourant le processus de paix. Il sera question, à ce titre, d'aborder la situation politique dans le pays et la reconstitution de l'Assemblée législative nationale de transition. Haysom pourrait souligner, en outre, le besoin urgent de mettre en œuvre les principales dispositions en suspens de l'accord revitalisé, y compris la mise en place d'une structure de comman-

dement unifiée pour l'armée et la formation et le déploiement de ses forces. Haysom devrait évoquer la situation sécuritaire dans le pays qui a enregistré une augmentation de 32% des incidents de sécurité depuis la publication du dernier rapport du SG de l'ONU, couvrant la période d'octobre 2020 à janvier 2021. La situation humanitaire au Soudan du Sud, confronté aux niveaux les plus élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition depuis son indépendance, sera également au centre des discussions du Conseil de sécurité.

IRAK Trois morts dans une attaque contre un poste de contrôle sécuritaire

Trois morts et quatre blessés ont été signalés, suite à une attaque perpétrée par des hommes armés ayant visé un poste de contrôle sécuritaire dans le gouvernorat de Diyala, dans l'est de l'Irak, selon une source sécuritaire.

Un officier de l'armée irakienne cité par des agences, a déclaré que des hommes armés non identifiés avaient attaqué, tard dans la soirée du dimanche à lundi, un poste de contrôle de sécurité à Al-Azim, dans le gouvernorat de Diyala (est).

La source a expliqué que l'attaque avait fait trois morts parmi les civils et quatre blessés parmi les agents relevant du poste pris pour cible.

Ces derniers mois, le rythme des

attaques perpétrées par des éléments armés s'est intensifié, notamment dans la zone située entre Kirkouk, Salaheddine (nord) et Diyala (est). En 2017, l'Irak avait déclaré sa victoire sur le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (Daech) en récupérant tout son territoire, estimé à environ un tiers de la superficie du pays, que l'organisation a envahi à l'été 2014. Toutefois, l'organisation maintient toujours des cellules dormantes



dans de grandes régions de l'Irak et continuent de lancer des attaques sporadiques.

IRAN Raïssi favorable à la reprise de liens diplomatiques Téhéran-Ryadh

Il n'y a "pas d'obstacles" à une reprise des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite, a déclaré lundi le futur président iranien, Ebrahim Raïssi, lors de sa première conférence de presse depuis sa victoire à l'élection de vendredi. "Il n'y a pas d'obstacles, du côté de l'Iran à la réouverture des ambassades", a déclaré M. Raïssi, au moment où des discus-

sions sont en cours pour parvenir à un rapprochement entre les deux pays du Golfe qui n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis début 2016. Le 2 janvier 2016, à la suite de l'exécution du Cheikh Nimr (religieux chiite saoudien et opposant) en Arabie saoudite, l'ambassade saoudienne a été attaquée et incendiée à Téhéran par des groupes ultracon-

servateurs. Depuis cette attaque, les deux pays n'ont plus de relations diplomatiques. Le nouveau président iranien, qui doit prendre ses fonctions en août, a obtenu près de 62% des voix lors du scrutin de vendredi. Il a salué lors de sa conférence de presse la "présence massive" et "significative" de la population iranienne dans les bureaux de vote.

NUCLÉAIRE IRANIEN Les négociations prennent fin sans parvenir à un accord

Les travaux du 6e cycle de négociations entre l'Iran et les grandes puissances ont pris fin à Vienne sans qu'aucune avancée n'ait été réalisée et les délégués sont rentrés dans leurs capitales respectives, ont rapporté lundi des médias.

S'exprimant à l'issue de la session de dimanche, le négociateur principal de l'Iran, Abbas Araghchi, a déclaré qu'une "distance subsiste" entre les deux parties quant à un accord potentiel.

Commentant les progrès réalisés par l'Iran et le groupe P4+1 (Royaume-

Uni, France, Russie et Chine plus Allemagne) au cours des discussions, Abbas Araghchi a déclaré qu'ils s'étaient rapprochés d'un accord et avaient préparé les documents requis, mais que "l'autre partie" devait prendre la décision, rejetant la responsabilité sur les Etats-Unis.

Les pourparlers visant à relancer l'accord nucléaire de 2015, également connu sous le nom de PAGC (Plan d'action global commun), se déroulent dans la capitale autrichienne depuis le mois d'avril, et ont jusqu'à présent donné lieu à six cycles

de négociations. Malgré les progrès annoncés par les participants, un accord n'est toujours pas conclu en raison de certaines questions non résolues et d'un différend sur les moyens de vérifier la mise en œuvre de l'accord par les Etats-Unis, selon des sources citées par des agences. Avant de rentrer à Téhéran dimanche, Araghchi a déclaré que les délégués avaient "connu des journées intenses" et fourni "beaucoup d'efforts" au cours des discussions.

"Nous sommes désormais plus proches que jamais d'un accord, mais il

subsiste une distance à combler, ce qui n'est pas chose aisée", a-t-il déclaré aux journalistes à Vienne.

Et d'ajouter qu'il ignore la date de la reprise des négociations, car les délégations retourneront dans les capitales "non seulement pour des consultations, mais aussi pour prendre des décisions" sur la marche à suivre. Araghchi a lui-même reconnu la semaine dernière qu'ils étaient confrontés à une "situation complexe", car la "vérification des mesures américaines présente des complexités".

ESPAGNE Le gouvernement va gracier les indépendantistes catalans incarcérés

Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a annoncé lundi à Barcelone que son gouvernement allait donner mardi son feu vert à la grâce controversée des neuf indépendantistes catalans condamnés à la prison pour la tentative de sécession de 2017.

"Demain, guidé par l'esprit de concorde de la Constitution, je proposerai au conseil des ministres d'accorder la grâce aux neuf condamnés" pour leur rôle dans cette tentative de sécession, a déclaré le dirigeant socialiste dans le prestigieux théâtre du Liceu.

M. Sanchez a affirmé que "le gouvernement espagnol avait opté pour la réconciliation" et "pensait que cette mesure de grâce allait ouvrir cette voie", alors que des personnes dans le public réclamaient en criant une "amnistie" totale.

Alors que la grâce va exempter les condamnés du reste de leur peine et leur permettre de sortir de prison,

l'amnistie, dont le gouvernement ne veut pas entendre parler, reviendrait à effacer totalement le délit.

La tentative de sécession de la riche région du nord-est de l'Espagne a constitué l'une des pires crises politiques qu'aient vécues l'Espagne et depuis la fin de la dictature franquiste en 1975. Malgré son interdiction par la justice, le gouvernement régional de l'indépendantiste Carles Puigdemont avait organisé un référendum d'autodétermination, émaillé de violences policières dont les images avaient fait le tour du monde.

Quelques semaines plus tard, le parlement catalan avait déclaré unilatéralement l'indépendance de la région, provoquant la réaction immédiate du gouvernement espagnol, alors aux mains des conservateurs, qui avait destitué le gouvernement régional et mis la région autonome sous tutelle.

Poursuivis par la justice, les diri-

geants indépendantistes avaient quitté l'Espagne, comme Carles Puigdemont, ou s'étaient retranchés derrière les barreaux. La condamnation pour sédition de neuf d'entre eux en octobre 2019 à des peines allant de 9 à 13 ans de prison avait entraîné des manifestations massives en Catalogne dont certaines avaient dégénéré en guérilla urbaine, en particulier à Barcelone.

Rejetée par le Tribunal Suprême qui les avait condamnés, leur grâce n'est pas du goût de la majorité des Espagnols. Selon un récent sondage de l'institut Ipsos, 53% d'entre eux y sont en effet opposés, alors qu'une large majorité (68%) y est favorable en Catalogne. M. Sanchez, qui a prévu de s'adresser à la Chambre des députés le 30 juin pour expliquer cette mesure controversée, a en revanche reçu la semaine dernière l'appui du patronat espagnol, pourtant opposé à l'indépendantisme, ainsi que de l'Eglise catalane.

FRANCE Revers pour l'extrême droite, très forte abstention aux élections régionales

L'extrême droite française, le Rassemblement national (RN), a fait moins bien qu'attendu dimanche au premier tour des élections régionales et départementales, marquée par une très forte abstention et une prime aux élus sortants à un an de la présidentielle.

Le parti présidentiel, La République en marche (LREM), qui n'a pas d'ancrage local, n'a pas non plus réalisé de bons scores.

Le parti de Marine Le Pen, finaliste de la présidentielle de 2017, a fait moins bien que les sondages ne l'anticipaient et que lors des précédentes régionales de 2015 quand il était arrivé en tête dans six régions, selon les estimations.

Un seul candidat du RN, Thierry Mariani, est en mesure d'arriver en tête de ce premier tour dans une seule région, Provence-Alpes-Côte d'Azur (Sud), et encore en extrême, selon des estimations qui ont évolué depuis 18h00 GMT, car il est au coude à coude avec le président sortant.

"Nous avons déjoué la totalité des sondages" dans la région, s'est félicité ce dernier, Renaud Muselier du parti de la droite traditionnelle Les Républicains.

D'une manière générale, il y a eu une prime aux élus sortants, ce qui favorise LR et le parti socialiste (PS), au détriment du RN et LREM, peu implantés localement.

Ce premier scrutin a aussi été marqué par une très forte abstention, entre 66,5 et 68,6% selon les estimations des instituts de sondage, un niveau "particulièrement préoccupant", a déclaré le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin.

Toutes les personnalités politiques se sont inquiétées de la très forte abstention de ces élections, en contexte de pandémie. Le scrutin a été reporté d'une semaine, les mesures sanitaires ont empêché meetings et porte-à-porte.

RUSSIE - ETATS UNIS L'ambassadeur russe à Washington appelle au rétablissement des mécanismes de dialogue

L'ambassadeur russe Anatoli Antonov, de retour sur le sol américain, a appelé dimanche, au rétablissement des mécanismes de dialogue afin de pouvoir régler les "très graves problèmes" qui persistent dans les relations entre Moscou et Washington. Après le retour des ambassadeurs russe et américain à Washington et Moscou respectivement, les deux pays devront œuvrer pour rétablir les mécanismes de dialogue, a indiqué M. Antonov, cité par l'agence de presse Sputnik. "L'objectif qui se dresse devant nous aujourd'hui consiste à normaliser le dialogue, à rétablir les mécanismes de dialogue qui ont été détruits ou affectés ces dernières années", a-t-il poursuivi devant les journalistes après l'atterrissage de son avion dans l'aéroport JFK de New York. Selon le chef de la mission diplomatique russe, les parties devront trouver des options pour concrétiser les ententes conclues lors du sommet qui a réuni les présidents Vladimir Poutine et Joe Biden à Genève. Moscou est ainsi prêt à "un dialogue constructif" pour tenter de résoudre les "très graves problèmes" qui persistent dans les relations entre les deux pays, a souligné le diplomate russe. L'ambassadeur russe est revenu aux Etats-Unis dimanche, après avoir été rappelé à Moscou en mars dernier. L'ambassadeur américain dans la capitale russe avait quitté Moscou le jour suivant. Lors du sommet de Genève mercredi, MM. Biden et Poutine se sont entendus pour le retour de leurs ambassadeurs respectifs.

DESIGN - EXPOSITION "Urban Jungle", une exposition sur le réaménagement d'une rue d'Alger

Une exposition sur des propositions de réaménagement d'une rue d'Alger, intitulée "Urban Jungle" a été organisée samedi au siège de l'Ecole supérieure des Beaux-Arts d'Alger (Esba), dans le cadre de la première biennale algéro-française du design "DZign2020+1".

Cette biennale, placée sous le slogan, "Réinventer la vie par le design", compte également les travaux des étudiants des Ecoles, polytechnique d'architecture et d'urbanisme (Epau) et de l'Esba, et d'autres expositions en cours jusqu'au 27 juin.

Sept étudiants de l'Esba, Chakib Mouffok Merouani, Fairouz Z'Hor Tobbal, Yani Himeur, Refaâ Zerrouk, Meksa Yadadene, Lina Khelifa et Iheb Hamza Felli ont travaillé sur des propositions de réaménagement de la rue "Lafayette", sise au boulevard Krim Belkacem, pour lui redonner vie avec des idées innovantes de design qui permettront de l'inscrire dans la durabilité.

"Une collecte minutieuse de données" a été effectuée par les porteurs de ce projet "complexe" mais "ambitieux" a permis d'étudier et de recenser toutes les contraintes liées à cet espace "abrupte", au tissu urbain "disparat" et très peu homogène de part le "mélange d'époques et de styles de ses constructions", explique l'enseignant à l'Esba, Mourad Bouzar, également encadreur du projet avec ses collègues, Djaidet Guessouma et Rym Mokhtari, ainsi que l'artiste designer Nabila Kalache.

"Un questionnaire" a ensuite été soumis aux "riverains et usagers de cette rue", aux "élèves d'une école primaire ainsi qu'à leurs parents qui fréquentent quotidiennement ce lieu", et dont les réponses ont permis de dégager un "plan de travail et une feuille de route" destinés à la mise en pratique d'un ensemble d'idées susceptibles de rendre l'endroit plus accessible aux passants, offrant un espace de jeu et d'attente aux enfants et à leurs parents dans des normes plus rationnelles et hautement esthétiques, explique Fairouz Z'Hor Tobbal.

Le design, est désormais, une discipline



cipline artistique qui s'impose progressivement à l'ère du numérique" et la Biennale algéro-française du design DZign 2020+1 le "situe au sommet de ses objectifs" pour en faire un des outils nécessaires à la vie quotidienne, a souligné la commissaire de l'événement, Feriel Gasmi Issiakhem.

Outre sa dimension esthétique, le design, poursuit la commissaire, est "un moyen de communication assez direct pour se rendre compte finalement que nous avons les mêmes aspirations et inquiétudes universel les : transitions énergétique, climat, économie circulaire, l'esthétique par le zéro déchet et les villes durables".

Dans le même élan de cette journée portes ouvertes, le célèbre designer Mohamed Yahiaoui, plus connu sous son nom d'artiste "Yamo" a fait part de son expérience aux étudiants de l'Esba, présents en nombre dans le strict respect des mesures de prévention sanitaire contre la propagation du Coronavirus, insistant sur "le dessin" comme base de tout travail artistique.

Agé de 63 ans, Yamo a réalisé plusieurs

projets importants dans différentes villes du pays et à l'étranger, à l'instar de ses travaux dans la ville de New York, au Japon (les éventails de verre) ou encore en France.

La Première biennale algéro-française du design "DZign2020+1" est organisée, sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, par l'Institut français d'Algérie (Ifa), en collaboration avec l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), l'Esba, l'Epau et le musée public national d'Art moderne et contemporain d'Alger.

USA - CANADA - CINÉMA "Hitman et Bodyguard 2" en tête du box-office nord-américain

Malgré des critiques catastrophiques, la comédie d'action "Hitman et Bodyguard 2" s'est emparée, ce week-end, de la tête du box-office en Amérique du Nord, détrônant "Sans un bruit 2" qui poursuit néanmoins son bon parcours. Suite de "Hitman et Bodyguard", le film réunit de nouveau Ryan Reynolds, Samuel L.

Jackson et Salma Hayek, le premier encore au service d'un tueur à gage et de son épouse, aux prises avec divers malfaits. Pour son premier week-end d'exploitation, la comédie a réalisé 11,6 millions de dollars de recettes dans les salles des Etats-Unis et du Canada de vendredi à dimanche, soit 17 millions depuis sa sortie, jeudi, et en comptant les avant-premières. Il devance "Sans un bruit 2", qui a vendu pour 9,4 millions de dollars de billets, portant son total à 125 millions en 4 semaines à l'affiche. Le week-end était privé de sortie d'importance, en attendant l'arrivée, vendredi, du premier blockbuster de l'été, "Fast and Furious 9", qui a déjà réalisé 292 millions de dollars de recettes dans le reste du monde. Avant l'arrivée des grosses affiches ("F9" mais aussi "Black Widow" ou "Suicide Squad"), le dernier week-end du printemps a été consacré aux suites, "Pierre Lapin 2" se hissant ainsi sur la troisième marche du podium, avec 6,1 millions de dollars et 20,3 en deux semaines. Autre volet d'une saga, le troisième opus de la franchise "Conjuring", "Conjuring 3: sous l'emprise du diable", arrive en quatrième position, avec 5,1 millions de dollars et 53,5 en 3 semaines en salles. Le dernier long métrage de Disney, "Cruella", le suit de très près, ramassant 5,1 également (50.000 dollars de différence entre les deux films), pour atteindre 64,7 millions depuis sa sortie, fin mai.

MOSTAGANEM - PATRIMOINE Le site historique "phare marin" ne sera pas démoli



es services de la wilaya de Mostaganem ont démenti les informations colportées dernièrement, selon lesquelles le site historique "phare marin" aurait été démoli, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication de ces services.

Un communiqué de cette cellule de communication, dont une copie a été remise à l'APS, indique que le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia dément catégoriquement tout ce qui a été colporté ces deux derniers jours, concernant une prétendue démolition de ce site historique sis au niveau du quartier "Plateau" de la ville de Mostaganem, et la construction à sa place des immeubles d'habitation. "Les autorités locales n'épargneront aucun effort, en concertation avec le ministère de tutelle, pour prendre des ini-

tiatives pour mobiliser les sommes nécessaires pour la réhabilitation et la rénovation de tous les monuments historiques et archéologiques de la ville de Mostaganem, qui sont autant de témoins sur la dimension civilisationnelle de cette région et ses affluents culturels authentiques", souligne le communiqué.

Des publications appelant à ne pas démanteler cet édifice sise au niveau d'une colline surplombant le port commercial et ne pas le transformer en terrain d'assiette pour des immeubles d'habitation, ont été diffusées le weekend dernier sur les réseaux sociaux, donnant lieu à des rassemblements de protestation des citoyens au quartier "Plateau marine".

APS

PUBLICITÉ

ALGERIENNE REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE GHARDAIA
DAIRA DE GHARDAIA
COMMUNE DE GHARDAIA
DIRECTION DES EQUIPEMENTS

Projet :
AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à l'article 65 paragraphe 2 du décret présidentiel 15247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le président de l'Assemblée populaire communale de Ghardaia informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° 08/2021, paru dans DK NEWS / TASSILI NEWS en date du 16/06/2021 que l'attribution provisoire du marché relatif à :

Projet : RENOVIATION ET EXTENSION RESEAU AEP DIFFERENTS QUARTIERS (LOTS).

- Lot 01 : Rénovation réseau AEP rue Chikh Hamou Centre Ville.
- Lot 02 : Rénovation et extension réseau AEP Bouchamjane et partie est de l'oasis 1er tranche.
- Lot 03 : Rénovation réseau QUARTIER TEM.
- Lot 04 : Rénovation et extension réseau AEP BOUHOUA 1er tranche.
- Lot 05 : Rénovation et extension réseau AEP partie Ouast de l'Oasis.
- Lot 06 : Extension et rénovation réseau AEP Mermed.
- Lot 07 : Extension et rénovation réseau AEP Bensmara.
- Lot 08 : Rénovation réseau AEP Kser Ghardaia rue Aïssa Amlar.
- Lot 01 : Rénovation réseau AEP rue Chikh Hamou Centre Ville.

N°	Nom de la société	Montant (DA)	Note technique Sur 50 P.	OBS
01	YAKI Ben yahia	4.536.798,00	43,33	Moins disant

-Le service contractant a décidé d'attribuer le Lot 01 à l'entreprise au montant de 4.536.798,00 DA et de (03 Mois de délais).

- Lot 02 : Rénovation et extension réseau AEP Bouchamjane et partie est de l'oasis 1er tranche.

N°	Nom de la société	Montant (DA)	Note technique Sur 50 P.	OBS
01	S.N.C F.L.P Zerlami et Associes ZERBANI Merzough	7.171.219,00	41,66	Moins disant

-Le service contractant a décidé d'attribuer le Lot 02 à l'entreprise au montant de 7.171.219,00 DA et de (03 Mois de délais).

- Lot 03 : Rénovation réseau QUARTIER TEM.

N°	Nom de la société	Montant (DA)	Note technique Sur 50 P.	OBS
01	BEN DARA Abdelrazak	4.317.108,50	40	Moins disant

-Le service contractant a décidé d'attribuer le Lot 03 à l'entreprise au montant de 4.317.108,50 DA et de (03 Mois de délais).

- Lot 04 : Rénovation et extension réseau AEP BOUHOUA 1er tranche.

N°	Nom de la société	Montant (DA)	Note technique Sur 50 P.	OBS
01	RIQOUI Sliman	3.550.478,80	40	Moins disant

-Le service contractant a décidé d'attribuer le Lot 04 à l'entreprise au montant de 3.550.478,80 DA et de (03 Mois de délais).

- Lot 05 : Rénovation et extension réseau AEP partie Ouast de l'Oasis.

N°	Nom de la société	Montant (DA)	Note technique Sur 50 P.	OBS
01	SARL SOTRAS	5.306.046,75	41,66	Moins disant

-Le service contractant a décidé d'attribuer le Lot 05 à l'entreprise au montant de 5.306.046,75 DA et de (03 Mois de délais).

- Lot 06 : Extension et rénovation réseau AEP Mermed.

N°	Nom de la société	Montant (DA)	Note technique Sur 50 P.	OBS
01	HABIRICHE Saïb Eddine	3.561.089,95	43,33	Moins disant

-Le service contractant a décidé d'attribuer le Lot 06 à l'entreprise au montant de 3.561.089,95 DA et de (03 Mois de délais).

- Lot 07 : Extension et rénovation réseau AEP Bensmara.

N°	Nom de la société	Montant (DA)	Note technique Sur 50 P.	OBS
01	DJELLOUD Ahmed	3.519.065,00	40	Moins disant

-Le service contractant a décidé d'attribuer le Lot 07 à l'entreprise au montant de 3.519.065,00 DA et de (02 Mois de délais).

- Lot 08 : Rénovation réseau AEP Kser Ghardaia rue Aïssa Amlar.

N°	Nom de la société	Montant (DA)	Note technique Sur 50 P.	OBS
01	OUZINI Yasser	5.888.616,00	41,6	Moins disant

-Le service contractant a décidé d'attribuer le Lot 08 à l'entreprise au montant de 5.888.616,00 DA et de (06 Mois de délais).

Tout soumissionnaire contestant ce choix, peut introduire un recours auprès du comité des marchés publics de l'Assemblée populaire communale de Ghardaia dans un délai de 10 jours à compter de la première parution de l'avis d'attribution dans les journaux DK NEWS / TASSILI NEWS

DK NEWS Anep : 2116011465 du 22/06/2021

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - HUAWEI ALGÉRIE

Mémorandum d'entente pour la formation des ressources humaines

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, et le Directeur général de Huawei Algérie, Eason Yi, ont procédé, lundi à Alger, au renouvellement d'un mémorandum d'entente portant sur la formation des ressources humaines dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC).



"Cet accord s'inscrit dans le cadre du mémorandum d'entente signé entre le MESRS et Huawei Algérie en 2018, visant à former nos ressources humaines dans les domaines des technologies et des communications, de sorte à répondre aux besoins nationaux en compétences dans ces spécialités, a déclaré M. Benziane, lors de la cérémonie de signature organisée au siège de son département.

Cette signature, a-t-il ajouté, s'inscrit également dans le cadre de la stratégie du secteur pour le renforcement de l'ouverture de l'université algérienne sur l'environnement socio-économique national, régional et international, de même que pour la mise en place des mécanismes à même de connecter cette dernière aux entreprises".

Il est également question, a-t-il poursuivi, de "lancer des projets et programmes communs pour bénéficier de l'expertise de ce groupe international dans les domaines des technologies et de l'information, tout en œuvrant ensemble à créer un environnement favorable aux formations en milieu universitaire".

Le ministre a, à cette occasion, souligné "la volonté de renforcer" le partenariat liant les deux parties et ce, à travers un "agenda concret, pragmatique et basé sur des outils garantissant +la pérennité+ de cette coopération", rappelant la création, dans cette optique, des Ecoles supérieures de l'Intelligence artificielle et des Mathématiques.

Les activités des deux établissements, domiciliés au niveau du Pôle technologique de Sidi Abdallah, devant démarrer à la rentrée universitaire 2021-2022, a-t-il noté.

Autant de projets, a encore souligné M. Benziane, qui tendent à "préparer une élite hautement qualifiée pour répondre aux exigences du secteur socio-économique, public et privé, tout en étant en mesure de s'adapter aux mutations du monde actuel, notamment en matière de spécialisations et de métiers d'avenir".

Dans ce sens, il est "attendu du groupe Huawei Algérie l'accompagnement et la contribution dans la formation de cette élite, ainsi que l'assistance des Instituts et des Ecoles dans les nouvelles spécialités

appelées à renforcer le nouveau Pôle technologique", a insisté le ministre.

Tout en saluant le "renouvellement" du mémorandum d'entente en question, M. Yi a affirmé, pour sa part, que celui-ci contribuera au "renforcement" de la coopération entre le MESRS et Huawei Algérie, se félicitant que cette dernière soit devenue, plus de 20 ans durant, "l'un des fournisseurs" de l'Algérie en solutions. A ce titre, a-t-il ajouté, le groupe international a été "pleinement associé à la réalisation des infrastructures des TIC dans le pays, ayant connu une utilisation accrue de la communication et une forte demande pour le service en ligne", avant de rappeler la création, en 2018 en Algérie, de Huawei ICT Académie dont plus de 800 étudiants et plus de 30 enseignants ont été, à ce jour, certifiés.

A noter enfin, l'inauguration, à l'issue de la cérémonie de signature du mémorandum d'entente, d'un espace dédié à la formation dans le domaine des TIC, au siège même du MESRS et ce, au profit du personnel de ce département ministériel.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
DIRECTION DE L'URBANISME ET DE L'ARCHITECTURE ET DE LA
CONSTRUCTION
DE LA WILAYA DE DJELFA
N.I.F.:099817019002328

APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMAL N°: 44 /2021

La direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Construction de la wilaya de Djelfa, lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimal concernant la réalisation :

D'une demi-pension 300 repas au college Toaba Kheira commune Djelfa

Les entreprises titulaires d'un certificat de qualification et de classification professionnelles de catégorie 02 ou plus activité principale bâtiment peuvent participer :

- avec présentation d'une attestations de bonne exécution des travaux de bâtiment(équipements publics ou logements) réceptionnés provisoirement durant les dernières années (2017-2018-2019-2020-2021)avec un montant de 15.000.000.00 DA ou plus.

Le retirer cahiers des charges gratuitement auprès de la direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Construction (bureau N° 08 1^{er} étage), sis à la cité des Jardins Djelfa

Pièces demandées :

I -Le dossier de candidature contient :

- 1) Déclaration de la candidature (cachée et datée et paraphée).
- 2) Statuts de l'entreprise.
- 3) La déclaration de probité (cachée et datée et paraphée).
- 4) les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- 5) Certificat de qualification catégorie demandée.
- 6) Bilan financier des années demandées
- 7) Moyens Matériels.
- 8) Moyens humains.
- 9) Références de l'entreprise.
- 10) Planning des travaux (cachée et datée et paraphée).
- 11) DEPOT des comptes sociaux pour les sociétés de l'année 2020
- 12) Copie du registre commerce électronique

II - Le dossier « Offre technique » contient :

- 1/Le cahier des charges portant à la dernière page. La mention manuscrite - lu et accepté-
- 2/La déclaration à souscrire
- 3/ Mémoire technique.

III/ L'offre financière contient

lettre de soumission +BPU +Devis

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

La Direction de l'Urbanisme et de l'architecture et de la Construction de la wilaya de Djelfa
sis cité des jardins /Djelfa.

L'enveloppe extérieure anonyme contiendra trois enveloppes séparées, (offre technique), (dossier de Candidature) (offre financière) conformément aux prescriptions du cahier des charges devra porter la mention suivante :

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'URBANISME ET DE L'ARCHITECTURE ET DE
LA CONSTRUCTION DE LA WILAYA DE DJELFA, CITE DES JARDINS.
APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMAL
N°: 44 /2021

* Lot :

Site : Commune de :

<<Soumission à ne pas ouvrir sauf par la commission d'ouverture et jugement des offres>>

Les offres doivent être déposées le (15) quinzième jours de 08.00H à 12.00H à compter de la date de la premier parution du présent avis aux journaux ou dans BOMOP, -si ce jours coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la journée de dépôt des offres sera reportée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours + le délai de préparation des offres .

L'ouverture des plis techniques et financiers est prévue en séance publique et se tiendra le jour de dépôt des offres à 14.00H au siège de la direction d'urbanisme et de la construction. ; Les soumissionnaires sont invités à cette séance d'ouverture des plis.

SPORT

Abderrahmane Hammad prend ses fonctions à la tête du COA

Le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Abderrahmane Hammad, a été officiellement installé dans ses fonctions à la tête de l'instance olympique, lors d'une cérémonie organisée dimanche au siège du COA à Alger. La cérémonie a été rehaussée par la présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, de la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, Salima Souakri ainsi que des présidents des fédérations olympiques et non olympiques.

Après avoir félicité Hammad pour sa réélection à la tête de la plus haute instance sportive du pays pour le mandat olympique 2021-2024, le ministre Khaldi s'est dit "sûr que sa carrière sportive de médaillé olympique et sa riche expérience au sein du Comité olympique lui permettront, inévitablement, d'assumer pleinement ses responsabilités". "Nous avons assisté à une assemblée électorale caractérisée par un climat de discipline et de sérénité, ce qui est très prometteur pour la famille sportive et olympique algérienne qui aspire à un avenir beaucoup plus radieux", a-t-il dit. Le ministre a tenu à saluer "le partenariat, la complémentarité et l'excellente coordination" entre son département ministériel et l'instance olympique, "ce qui a permis de conforter la stabilité au sein du mouvement sportif et d'offrir les meilleures conditions de préparation pour nos athlètes qui s'apprentent à participer aux JO de Tokyo ainsi qu'aux Jeux méditerranéens 2022 d'Oran".

"Le sport algérien a réalisé de nombreux acquis ces derniers temps à travers l'élection de pas moins de 10 personnalités sportives au sein des instances africaines et internationales", s'est-il réjoui.

De son côté, le président du COA a félicité tous les membres de l'assemblée générale pour la confiance renouvelée en sa personne, s'engageant à travailler davantage au service du sport algérien. "La nouvelle composante du bureau exécutif est très homogène, à travers la présence de fédérations représentant des sports individuels et collectifs ainsi qu'une championne olympique et une représentante de la médecine du sport. C'est très motivant pour la famille sportive algérienne afin de concrétiser les objectifs escomptés à court et moyen termes", a relevé Hammad. Ce dernier a été réélu le 8 juin dernier à la tête du COA en récoltant 105 voix contre 48 pour l'autre candidat, Mohamed-Hakim Boughadou, président de la Fédération algérienne de natation. Les membres du bureau exécutif du COA pour le mandat olympique 2021-2024 sont : Louail Yacine - Fazel Abdenour Ferhat - Barbari Kheireddine - Amara Charaf-Eddine - Labane Habib - Silini Yacine - Gori Yacine - Doghdogh Hamza - Izem Abdelhafid - Mossab El-Hadi - Bessaad Mohamed - Amar Brahmia - Chouiter Feriel et Hassiba Boulmerka.

PARA-POWERLIFTING (JP/QUALIFICATION) Les Algériens Bettir et Guerioua rejoignent Hadj-Beyour aux Jeux de Tokyo

Les athlètes algériens Hocine Bettir et Samira Guerioua ont rejoint leur compatriote, Hadj-Ahmed Beyour aux Jeux Paralympiques de Tokyo (24 août-5 septembre), après avoir décroché leurs billets, dimanche lors du concours de la 11e édition de la Coupe du monde de para-powerlifting de Fazza, à Dubaï (Emirats arabes unis).

Engagé dans la catégorie des 65kg, le chef de file du para-powerlifting algérien, Hocine Bettir s'est distingué en arrachant la médaille d'or du rendez-vous de Fazza, après avoir réussi une barre à 191kg à son dernier essai, devant le Chinois Jorge Carinao (190kg aussi à son 3e essai). Grâce à sa nouvelle prestation à Fazza, Hocine a non seulement remporté l'or, mais en même temps a grimpé à la 4e position au classement paralympique, assurant du coup, sa présence, pour la seconde fois de suite, à des Jeux paralympiques, après sa participation à la dernière édition au Brésil en 2016.

Bettir a devancé Jorge Carinao (Chine), auteur de 190kg et le Britannique Mark Swan (179 kg). Quelques heures, avant le sacre de Bettir, sa compatriote Samira Guerioua a été toute heureuse de s'être qualifiée de son côté aux joutes de Tokyo-2020, dans la catégorie des 45kg, malgré qu'elle avait pris part au concours des 41kg au tournoi de Fazza, terminant 9e avec une barre à



84kg (nouveau record d'Algérie). Guerioua avait la possibilité de se qualifier aux JP-2020 dans la catégorie des 45kg où elle était positionnée 7e au classement paralympique, une place qu'elle a maintenu pour se qualifier. Elle marquera d'ailleurs une deuxième participation à des Jeux paralympiques après ceux de Rio De Janeiro en 2016, où elle avait reçu une invitation (Wild Carte).

Pour sa part, l'athlète Hadj-Ahmed Beyour avait ouvert le bal à ses compatriotes, en obtenant une qua-

lification historique pour lui (la première de sa carrière de sportif). A Fazza, Beyour a pris la 6e position chez les 49kg, une place qui lui a permis de grimper à la 7e position au classement paralympique, avec une charge à 147kg réussie au 3e et dernier essai.

L'Algérie avait participé avec trois athlètes à la 11e édition de la Coupe du monde de para-powerlifting de Fazza, à Dubaï (Emirats arabes unis) qui prend fin, jeudi avec les catégories lourdes. Plus de 260 power-

liffeurs des deux sexes, représentant 60 pays dont 12 africains, participent à la 11e édition de la Coupe du monde de Fazza à l'issue de laquelle la liste finale des athlètes qualifiés pour le rendez-vous nippon sera connue.

Il est à rappeler que la compétition de Fazza était la première pour les trois athlètes algériens depuis le Championnat du monde en juillet 2019 au Kazakhstan. Une absence qui aurait pu pénaliser les athlètes qui craignaient qu'elle laisse des conséquences néfastes pour leur rendement à Fazza.

Depuis le mois d'octobre dernier, les trois athlètes algériens ont effectué, dans de bonnes conditions de préparation, plusieurs stages en Algérie. Toutefois, le grand souci de cette préparation était le manque cruel de compétition et de tests. Les athlètes avaient raté, pour diverses raisons, trois grandes compétitions (la Coupe du Monde de Manchester, celle de Pattaya en Thaïlande et enfin de Tbilissi en Géorgie en mai).

TENNIS - BILLIE JEAN KING CUP - TABLEAU DE CLASSEMENT L'Algérie boucle sa participation à la 9e place

La sélection algérienne féminine de tennis "seniors" a clôturé sa participation à la Coupe Billie Jean King (groupe 3 zone Europe-Afrique), clôturée samedi à Vilnius (Lituanie), à la 9e place après une défaite concédée contre le Monté-négro (2-1) lors du dernier tour du tableau B (matches classement 7e-12e). L'Algérie -exemptée du 1e tour- a remporté le 1e match du simple grâce à Ines Bekrar devant Tea Nicevic 6-3, 6-0, mais l'ad-

versaire a rendu les pendules à l'heure (1-1), après la défaite de Lynda Benkaddour face à Divina Ratkovic (4-6, 6-3, 5-7). Au match double, décisif pour départager les deux nations, le duo algérien Lynda Benkaddour-Yasmine Boudjaid a perdu face à la paire Tea Nicevic-Divina Ratkovic (3-6, 7-5, 6-1). Lors des poules, l'Algérie avait enregistré deux victoires (Zimbabwe 2-1 et Kenya 3-0), contre une défaite (Malte 3-0). A Vilnius, les couleurs

algériennes ont été défendues par Ines Ibbou, Lynda Benkaddour, Yasmine Boudjaid et Ines Bekrar, tandis qu'Abdelwakil Keciba a assuré le capitaine d'équipe. La Coupe Billie Jean King, appelée Coupe de la Fédération jusqu'en 1994, puis Fed Cup jusqu'en septembre 2020, est un tournoi mondial de tennis féminin disputé par des équipes nationales. Il est considéré comme l'équivalent de la Coupe Davis chez les messieurs.

ARTS MARTIAUX MIXTES - LIGUE ONE CHAMPIONSHIP

"Je suis prêt pour un nouveau combat" (Elias Mahmoudi)

Le kickboxer algérien Elias Mahmoudi, battu par le Thaïlandais Mongkolpetch Petchyindin dans le combat au sommet de la soirée One Full Blast II, disputé dans la nuit du 11 au 12 juin courant à Bangkok, a annoncé ce dimanche qu'il est "déjà prêt" pour un nouveau combat. "Je me sens d'attaque pour un nouveau combat, mais je veux un vrai combat, contre un vrai guerrier, pour offrir au public un vrai spectacle" a posté l'Algérien de 23 sur sa page Facebook, dans ce qui semblait être un message

adressé à la Ligue asiatique One Championship, organisatrice de ses précédents combats pro, dont le dernier contre Mongkolpetch. Un chaud duel chez les poids "mouche", qui s'était soldé par une défaite de Mahmoudi, et qui fut longuement contestée par ce dernier, car selon lequel lui, l'adversaire "n'avait pas joué franc-jeu", usant même de stratagèmes à la limite de la correction, dans le seul but de l'emporter. "Quel que soit le résultat de mon prochain combat, je l'accepterai en toute sporti-

vement, pour peu que ce soit un vrai combat", car à ces yeux, une défaite avec du spectacle et un public satisfait vaut mieux qu'une victoire avec un public insatisfait. Pour moi, le public est roi et j'espère qu'on me donnera la chance de lui offrir enfin le combat qu'il mérite" a poursuivi Mahmoudi, qui avait fait sensation en décembre 2019, en battant l'ancien triple champion du monde des poids mouche, le Thaïlandais Lerdasila Phuket. Surnommé "Le Sniper", l'Algérien de 23 ans occupe actuellement la qua-

trième place au classement mondial de la catégorie et s'il l'avait emporté contre Mongkolpetch, il serait probablement devenu le principal Challenger pour le titre, détenu actuellement par le Thaïlandais Jitmuangnon Rongtong, surnommé "The Iron Man". Un privilège dont a finalement hérité Mongkolpetch, après sa victoire du 11 juin et qui promet énormément, car ce Thaïlandais de 25 ans, qui a remporté le prestigieux tournoi du Lumpini en 2017, compte déjà 114 victoires en 154 combats chez

les amateurs. De son côté, Mahmoudi pourrait se relancer dans le course au titre mondial, en commençant par défier le Britannique Jonathan Haggerty, qu'il devait affronter au mois d'avril dernier. Un duel très attendu, mais annulé au tout dernier moment à cause de la crise sanitaire liée à la pandémie du nouveau coronavirus, car la propagation du variant-anglais, qui faisait rage à ce moment-là, avait empêché Haggerty de se déplacer à Marseille, où devait se dérouler le combat contre Mahmoudi.

ATHLÉTISME - CHAMPIONNATS ARABES (4E J)

Huit nouvelles médailles, dont quatre en or, pour l'Algérie

La sélection algérienne d'athlétisme (messieurs-dames) a décroché huit médailles dont quatre en or, lors de la 4e et dernière journée des Championnats arabes des nations, disputée dimanche au stade Radès de Tunis, terminant avec une moisson de 21 breloques (6 or, 7 argent, 8 bronze).

Les médailles d'or étaient l'œuvre de de Abdelmalik Lahoulou sur 400m haies avec un temps 49,45, Larbi Bourrada dans les épreuves du décathlon (poids, longueur, hauteur, 100m, 400m), Yasser Mohamed-Tahar Triki au saut en longueur et Mohamed-Ali

Gouaned (800 mètres) avec un temps de 1:46,67. Pour sa part, Abdelmoumène Bourekba a décroché la médaille d'argent (Disque), réalisant un nouveau record national de 58m et 44cm. Idem pour sa compatriote Loubna Ben-Hadja (400 mètres/haies) qui a eu l'argent avec un chrono de 57:39

Les médailles de bronze ont été obtenues par Samira Messad au 400 mètres/haies avec un chrono de 58,20 et Kaouthar Salmi au triple saut. Lors de la troisième journée disputée samedi, la sélection algérienne a décroché quatre médailles dont deux en or. Les

deux médailles d'or algériennes ont été remportées par le triple sauteur Yasser Mohamed-Tahar Triki avec une marque à 17,26 m, et la spécialiste du lancer du marteau Zouina Bouzebra grâce à un sixième essai mesuré à 65,20m, établissant un nouveau record d'Algérie et arabe de la spécialité.

Les deux breloques en bronze sont revenues à Fatiha Bahi-Azoum sur 3000m steeple et Riham Sennani sur 10.000m, dont c'est la deuxième médaille de bronze, après celle obtenue sur 5.000m. Lors des deux premières journées de compétition, disputées mercredi

et jeudi, la sélection algérienne s'était distinguée grâce aux médailles d'argent décrochées par Rahil Hamel (100m haies), Amine Bouanani (110m haies), Mohamed-Ali Gouaned (400m), Hicham Bouchicha (3000m steeple) et Youssa Arara (hauteur), alors que celles en bronze ont été l'œuvre de Souad Azzi (20km marche), Riham Sennani (5000m), Roumaïssa Belabiod (longueur) et Hicham Bouhanoune (hauteur). Cette 22e édition des Championnats arabes, initialement prévue l'année dernière avant d'être reportée à cette année en raison de la pandémie de Covid-19.

FOOT/ COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (1/2 FINALE - ALLER)

La JSK s'impose en déplacement face à Coton Sport (2-1)

Le représentant algérien en Coupe de la Confédération de football (CAF), la JS Kabylie, a franchi un grand pas vers la finale, en battant dimanche la formation camerounaise de Coton Sport, sur le score de 2 à 1 (mi-temps : 1-1), en demi-finale (aller) de l'épreuve, disputée au stade Ahmadou-Ahidjo de Yaoundé (Cameroun).

Les locaux ont ouvert le score par l'entremise de Lambert-Gueme Araina (29e), avant que la JSK n'égalise peu avant la pause par Ahmed Kerroum (45e+2). En seconde mi-temps, le capitaine kabyle Réda Bensayah a inscrit le but de la victoire (62e). Malik Raiah a même inscrit un but à la 39e minute, avant que l'arbitre égyptien, Amine Omar ne l'annule pour hors-jeu, en recourant à l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR).

Cette rencontre initialement domiciliée à Garoua, a été délocalisée par la CAF à Yaoundé, en raison de l'absence du système de la VAR, tel qu'exigé par l'instance continentale. 10.000 spectateurs étaient présents dans les tribunes du stade Ahmadou-Ahidjo, après l'accord de l'instance du football africain d'autoriser la présence du public dans le stade.

Le match "retour" aura lieu dimanche prochain au stade olympique du 5-juillet (20h00). L'autre demi-finale de la Coupe de la Confédération aura lieu ce dimanche soir (20h00), au Caire entre les Egyptiens de Pyramids FC et les Marocains du Raja Casablanca.



"On doit se perfectionner sur les balles arrêtées" (Lavagne)

L'entraîneur français de la JS Kabylie, Denis Lavagne, malgré une importante victoire contre Coton Sport Garoua (2-1), en demi-finale "aller" de la Coupe de la Confédération de football, dimanche à Yaoundé, compte redoubler d'efforts à son retour à Tizi-Ouzou, pour bien préparer la deuxième manche, en insistant particulièrement sur "les balles arrêtées", qui selon lui semblent être le principal point faible des Canaris.

"Nous avons fait un bon match dans l'ensemble, ce qui nous a permis de l'emporter au final. Le score aurait même pu être plus lourd, vu le grand nombre d'occasions qu'on s'était procurés, particulièrement en première mi-temps. Seulement, et encore une fois, nous

avons encaissé un but sur balle arrêtée, et je pense qu'il s'agit là d'un aspect que nous devons impérativement perfectionner avant le match retour, car il risque de nous pénaliser" a insisté le coach de la JSK à l'issue de la partie.

Deux réalisations signées Ahmed Kerroum (45e+2) et Réda Bensayah (62e) ont permis au représentant algérien de s'imposer en déplacement contre un adversaire qui a pourtant ouvert le score par l'entremise de Lambert-Gueme Araina (29e).

Cependant, Lavagne a reconnu que grâce à cette importante victoire en déplacement, son équipe a "déjà franchi un grand pas vers la qualification en finale", surtout que "l'adversaire devra marquer au moins

deux buts au match retour, pour espérer renverser la situation", ce qui selon lui "sera très difficile". Interrogé sur le fait de disputer ce match "retour" au stade du 5-juillet, Lavagne a considéré que "c'est une bonne chose" pour son équipe, car le fait d'évoluer sur un grand terrain lui permettra de mieux développer son jeu.

Quoique, pour commencer, et avant d'attaquer la préparation de cette demi-finale "retour", le Français a indiqué que la priorité sera de "bien récupérer", car ses joueurs avaient fourni beaucoup d'efforts au Cameroun, pour parvenir à remporter cette belle victoire. Pour conclure, Lavagne a préconisé de "rester vigilants et concentrés, en travaillant avec sérieux" car selon

lui, en football, "tout peut arriver". "Il reste encore 90 minutes, et tant que l'arbitre n'aura pas donné le coup de sifflet final, il ne faudra pas se relâcher" a-t-il encore insisté. De son côté, le joueur Malik Raiah a souligné que "le fait de bien connaître le Coton Sport, pour l'avoir déjà affronté pendant la phase de poules, a joué un grand rôle dans cette victoire". "même psychologiquement, nous avons abordé cette demi-finale avec un certain ascendant, car nous avions battu les Camerounais en aller et retour lors des deux précédentes confrontations" a-t-il indiqué dans sa déclaration d'après match.

Cependant, et à l'instar de son entraîneur, Raiah a insisté sur le fait que rien n'est encore acquis à

Le Raja de Casablanca et Pyramids font match nul (0-0)

Le Raja de Casablanca et les Egyptiens de Pyramids ont fait match nul (0-0), dimanche au Caire, au titre de la demi-finale aller de la Coupe de la Confédération du football. Le match retour aura lieu la semaine prochaine à Casablanca. Dans l'autre demi-finale, JS Kabylie (Algérie) a battu la formation camerounaise de Coton Sport, sur le score de 2 à 1 (mi-temps : 1-1), lors d'un match disputé le même jour au stade Ahmadou-Ahidjo de Yaoundé (Cameroun). Lors de la phase de poules, les hommes de l'entraîneur tunisien Lassaad Chabi ont rendu une carte sans faute en remportant tous leurs matches.

100%, car il reste un match retour, pendant lequel tout peut encore arriver.

"Nous devons bien préparer le match de dimanche prochain, et le disputer avec sérieux, pour finir le travail et assurer ainsi notre qualification en finale. J'espère que nos fidèles supporters seront derrière nous, et nous apporter un petit plus, et de notre côté, nous ferons le maximum pour leur offrir un titre cette saison" a-t-il promis. La JSK est le club le plus titré d'Algérie, y compris sur le plan continental, avec entre autres trois coupes de la Confédération, remportées consécutivement au début des années 2000, sous la direction du défunt président Moh Chérif Hannachi.

LIGUE 1 (26^E JOURNÉE)

L'ESS bat le CABBA (2-0) et conforte sa position de leader

L'ESS Sétif, vainqueur dimanche à domicile dans le derby des hauts-plateaux face au CABBA Arreridj 2 à 0 (mi-temps : 1-0), a conforté sa position de leader, en match décalé de la 26e journée du championnat de Ligue 1 de football.

L'Entente a dû attendre le temps additionnel de la première période pour faire la différence, grâce à un penalty transformé par Houssam-Eddine Ghacha (45e+2). En seconde période, les Sétifiens ont corsé l'addition par l'entremise d'Akram Djahnit, toujours sur penalty (80e). A l'issue de cette victoire, l'ESS conserve son avance de sept points d'écart sur son poursuivant direct la JS Saoura, alors que le CABBA concède sa première défaite après une série de six matchs d'invincibilité.

En ouverture de cette 26e journée, la JSS a conforté sa position de dauphin, en l'emportant samedi à Béchar face à la lanterne rouge la JSM Skikda (3-0), alors que

le MC Oran a renoué avec la victoire, après deux défaites de rang, toutes compétitions confondues, en l'emportant à la maison face au MC Alger (2-1), et reste sur le podium.

Dans le bas du classement, le premier reléguable le NA Hussein-Dey n'a pas fait mieux qu'un match nul, en déplacement face à l'ASO Chlef (1-1), et reste toujours sans la moindre succès, depuis sa dernière victoire en championnat face au RC Relizane (3-0) le 26 février dernier.

La 27e journée de la compétition se jouera samedi, dimanche, et lundi prochains, et sera marquée par l'affiche entre le MC Alger et l'ES Sétif. Cette journée sera tronquée du match JS Kabylie - WA Tlemcen, reporté à une date ultérieure en raison de l'engagement des "Canaris" en demi-finale (retour) de la Coupe de la Confédération africaine (CAF), dimanche 27 juin face aux Camerounais de Coton Sport au stade du 5-juillet d'Alger (20h00).

Résultats partiels et classement

Résultats partiels et classement provisoire de la Ligue 1 algérienne de football, à l'issue du match ES Sétif - CABBA Arreridj (2-0), disputé dimanche, pour le compte de la 26e journée :

ES Sétif - CABBA Arreridj 2-0

Déjà joués :

Samedi 19 juin :

MC Oran - MC Alger 2-1
WA Tlemcen - Olympique Médéa 3-1
NC Magra - USM Bel-Abbès 1-0
CR Belouizdad - Paradou AC 1-0
JS Saoura - JSM Skikda 3-0
US Biskra - RC Relizane 3-2

Vendredi, 18 juin :

AS Ain M'lila - CS Constantine 2-3
ASO Chlef - NA Hussein-Dey 1-1

Reporté :

USM Alger - JS Kabylie

Classement :	Pts	J
1). ES Sétif	56	26
2). JS Saoura	49	26
3). MC Oran	47	26
4). CR Belouizdad	46	24
5). JS Kabylie	42	24
6). USM Alger	39	24
--). MC Alger	39	25
--). CS Constantine	39	25
9). O. Médéa	38	26
10). Paradou AC	34	25
11). AS Ain M'lila	31	26
--). US Biskra	31	26
13). ASO Chlef	28	26
14). WA Tlemcen	27	26
--). NC Magra	27	26
16). RC Relizane	26	26
17). NA Hussein-Dey	22	25
18). USM Bel-Abbès	21	26
19). CABBA Arreridj	17	26
--). JSM Skikda	17	26

LIGUE 1 (CLASSEMENT DES BUTEURS)

Messaoudi creuse l'écart en tête et se blesse

L'attaquant international A' de la JS Saoura, Bilal Messaoudi, auteur d'un but samedi lors de la victoire décrochée à domicile face à la JSM Skikda (3-0), a creusé l'écart en tête du classement des buteurs de la Ligue 1 de football en atteignant la barre des 17 réalisations, à l'occasion de la 26e journée.

Titularisé, Messaoudi a cédé sa place en seconde période pour cause de blessure. Selon la page officielle Facebook du club, "le joueur sera soumis à des examens ap-

profondis pour connaître avec exactitude la nature de sa blessure et la période de son indisponibilité". Messaoudi compte provisoirement quatre buts d'avance sur son poursuivant direct Mohamed Amine Amoura (ES Sétif). Ce dernier aura une belle occasion de réduire l'écart sur le buteur de la JSS, à l'occasion du derby des hauts-plateaux, prévu ce dimanche face au CA Bordj Bou Arreridj, au stade du 8-Mai-1945 de Sétif (17h45). Les deux premiers au classement des buteurs ont offert la victoire à l'équipe

nationale A', composée de joueurs locaux, jeudi face à l'équipe première du Liberia (5-1), en match amical disputé au nouveau stade d'Oran.

Amoura s'est distingué de fort belle manière en signant un quadruplé, alors que Messaoudi a conclu le festival offensif en transformant un penalty. Ce duo de tête est suivi par trois joueurs qui occupent conjointement la 3e place avec 11 buts chacun. Il s'agit de Samy Frioui (MC Alger), Hicham Khalfallah (Olympique Médéa puis CR Be-

louizdad) et Amir Sayoud (CR Belouizdad).

Pour rappel, trois joueurs avaient terminé co-meilleurs buteurs lors de la saison 2019-2020, suspendue en mars 2020 en raison de la pandémie de coronavirus. Il s'agit de Mohamed Amine Abid (CS Constantine), Mohamed Tiaïba (AS Ain M'lila puis Al-Tae Hail - Arabie saoudite - puis AS Ain M'lila) et Abdennour Belhocini (USM Bel-Abbès puis Umm-Salal et Al-Wakrah/Qatar) avec 10 buts chacun.

FOOT FÉMININ Une attention particulière à l'Affak Relizane avant sa participation à la première Ligue des champions (DJS)

L'équipe d'Affak Relizane, qui vient de remporter le championnat d'Algérie féminin (seniors) de football, sera bien prise en charge par la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS) en vue de sa participation au tour préliminaire de la première édition de la Ligue des champions africaine.

Le premier responsable de la DJS de la wilaya de Relizane, Abdelkader Selama, a assuré, lundi, dans une déclaration à l'APS, que son instance mettra tous les moyens en oeuvre pour permettre à l'Affak de se distinguer lors du tour préliminaire qui se jouera sous forme d'un mini-championnat regroupant les équipes d'Afrique du nord en juillet prochain au Maroc.

"Tout est bien tracé pour que cette formation prépare le rendez-vous marocain dans les meilleures conditions possibles.

Outre les moyens pédagogiques que nous allons mettre à sa disposition, nous avons prévu aussi de prendre en charge son stage de préparation avant son départ vers le Maroc.

Nous attendons que son entraîneur fasse son choix à propos du lieu dudit stage pour entamer les procédures d'usage", a promis M. Selama.

L'équipe féminine d'Affak Relizane a été sacrée championne d'Algérie après sa victoire, il y a quelques jours, face à l'AS Sûreté nationale aux tirs au but (5-4), score final (2-2), lors de la 5e et dernière journée du tournoi play-off du championnat national féminin, disputée à Ain Defla.

La délégation de cette équipe a reçu un accueil triomphal à son retour d'Ain Defla avec le trophée dans ses bagages.

Les autorités locales ont organisé aussi, en fin de semaine passée, une cérémonie en l'honneur de l'équipe pour l'encourager davantage en prévision de l'échéance continentale.

Il faut dire que les filles de Relizane ont amplement mérité leur titre après avoir dominé les play-offs en remportant quatre victoires face à leurs homologues d'Akbou, Khroub, Alger-centre et Constantine.

Et même si elles étaient contraintes d'aller aux tirs au but lors de sa dernière rencontre face à l'AS Sûreté nationale, les joueuses de l'entraîneur Sid Ahmed Mouzar ont réussi à renouer avec la consécration qui les fuyait depuis 2019.

Il s'agit aussi du neuvième titre de champion pour cette formation qui a connu beaucoup de changements dans son effectif cette saison, après le départ de plusieurs éléments.

Cela ne l'a toutefois pas empêché de relever le défi et devenir le premier club féminin algérien de football à participer à une compétition africaine.

COUPE ARABE DES NATIONS (U20) (GR.A/ 1RE JOURNÉE) : L'Algérie bat la Mauritanie (1-0)

L'équipe algérienne de football des moins de 20 ans (U20) de football, s'est imposée dimanche face à son homologue mauritanienne 1 à 0 (mi-temps : 0-0), en match disputé au stade international du Caire, comptant pour la 1re journée (Gr.A) de la Coupe arabe des nations de la catégorie, qui se déroule en Egypte (20 juin - 6 juillet).



Les Algériens ont dû attendre le temps additionnel pour arracher la victoire, grâce à un but marqué par le sociétaire de Valenciennes FC (France) Issam Bouaouane (90e+5) d'un tir puissant dans la surface.

Dans l'autre match du groupe A, l'Egypte (pays hôte) a démarré le tournoi sur le bon pied, en s'imposant un peu plus tôt dans la journée face au Niger (2-0). Les joueurs du sélectionneur Mohamed Lacete enchaîneront mercredi en affron-

tant l'Egypte (15h00), avant de boucler la phase de poules en défilant le Niger, samedi prochain (15h00). Seize nations prennent part à cette compétition, où elles ont été scindées en quatre groupes de quatre.

Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

La précédente édition de la Coupe arabe des nations des U20, disputée en Arabie saoudite, avait été remportée par le Sénégal, invité alors par les organisateurs.

Résultats complets

Résultats complets des rencontres de la 1re journée de la phase de poules de la Coupe arabe des nations de football des moins de 20 ans (U20), disputées dimanche au Caire (Egypte) :

Groupe A :

Egypte - Niger 2-0
Mauritanie - Algérie 0-1

Groupe B :

Maroc - Tadjikistan 6-1
Emirats arabes unis - Djibouti 8-0

Programme du lundi 21 juin (heures algériennes) :

Groupe C :

Sénégal - Liban (15h00)
Irak - Comores (18h00)

Groupe D :

Tunisie - Yémen (15h00)
Arabie Saoudite - Ouzbékistan (18h00)

NB : les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

EQUIPE NATIONALE (U17)

29 joueurs retenus pour un stage de présélection du 20 au 30 juin à Alger

La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF) a arrêté une liste de 29 joueurs pour un stage de présélection, prévu du 20 au 30 juin à Alger, en vue de constituer l'équipe nationale des moins de 17 ans (U17), a indiqué la FAF dimanche sur son site officiel.

Cette liste a été arrêtée par la DTN "à travers le staff de l'Académie de la FAF de Sidi Bel-Abbès", précise la même source, soulignant que quatre rencontres d'application seront au programme du stage.

Le premier match se jouera lundi contre la présélection nationale des joueurs nés en

2005, alors que le deuxième match est fixé au jeudi 24 juin face au CR Belouizdad (U17).

Les coéquipiers d'Abdel Ahd Bentoumi (ES Sétif) croiseront le fer ensuite avec le Paradou AC (U17) le dimanche 27 juin, tandis que le dernier match aura lieu le mercredi 30 juin devant l'USM Alger (U17). Parmi les 29 joueurs convoqués pour ce stage, un seul élément évolue à l'étranger, il s'agit de Ziad Mohamed Ali Salah (Zamalek SC/Egypte).

"Vingt joueurs figurant dans le noyau global de la sélection nationale ont subi des tests d'évaluation au Centre technique régional de Sidi Bel-Abbès, programmés en trois mini-stages sous la conduite de Rezki Remane et son équipe", conclut la FAF.

de Rezki Remane et son

équipe", conclut la FAF.

Liste des 29 joueurs convoqués :

Gardiens de but : Hamadi Tarek, Djellil Saâda, Benfatia Imad et Bouteldja Mehdi (Académie de la FAF de Sidi Bel-Abbès).

Joueurs de champ : Rachid Mohamed Islam, Bouaouiche Rami, Haouchine Chamseddine, Mahmoudi Ahmed Chérif, Azzouni Kheirredine, Amem Faïz, Mohandi Mohand Saïd, Souilah Okba, Ammour Mohamed Fouad, Mezouar Mohamed EL-Aziz, Dahmane Bououa Mohamed, Bousseroual Zinédine, Charfi Abdelmoumen, Ziaty Abdelhafid, Anatof Meslem, Bouhanouche Mohamed Amine et Gassi Yakoub (Académie de la FAF de Sidi Bel-Abbès), Bouziani Salah-Eddine (JS Saoura), Bentoumi Abdel Ahd, Messahel Idriss et Hamlaoui Samir (ES Sétif), Badani Younes et Guergour Chafai (Paradou AC), Boubesla Amine (RCG Oran), Ziad Mohamed Ali Salah (Zamalek SC/Egypte).

LIGUE 1 - MC ORAN

Un contrat d'entraîneur en chef jusqu'à la fin de saison pour Bouazza

Le technicien Abdellatif Bouazza a paraphé un contrat en tant qu'entraîneur en chef du MC Oran jusqu'à la fin de la saison 2020-2021 après avoir assuré dans le même club les fonctions de préparateur physique puis d'entraîneur adjoint depuis septembre dernier, a-t-on appris dimanche de la direction de cette formation de Ligue 1 de football.

Agé de 29 ans, Bouazza devient désormais le plus jeune entraîneur exerçant cette saison dans le championnat du premier palier composé de 20 clubs. Il avait rejoint le MCO lors de l'intersaison pour combler l'absence d'un préparateur physique français proposé par l'ex-driver des "Hamraoua" Bernard Casoni, avant que ce dernier ne décide de le maintenir dans son staff technique. Promu comme entraîneur adjoint d'Omar Belatoui après le départ de Casoni en fin d'année dernière, il gardera le même statut avec le successeur de Belatoui, en l'occurrence, Kheirredine Madoui, avant de succéder lui-même à ce dernier, parti la semaine passée. La direction oranaise n'écarte



pas, en outre, l'éventualité de prolonger le contrat de son jeune coach si ce dernier parvenait à réaliser l'objectif assigné qui est de décrocher une place qualificative à une compétition africaine la saison prochaine, précise-t-on de même source.

Abdellatif Bouazza a réussi son premier examen en battant le MC Alger (2-1) samedi au stade Ahmed-Zabana pour le compte de la 26e journée de championnat.

Cette victoire a permis aux gars d'EL-

Bahia de mettre un terme à leurs dernières contre-performances à domicile. Les Mouloudiens ont également préservé leur troisième place avec 47 points, mais accusent un retard de six points sur le leader, l'ES Sétif, qui compte de surcroît un match en moins. Lors de la prochaine journée, les protégés de Bouazza accueillent le CR Belouizdad, quatrième au classement avec 46 points et deux matchs en retard.

UN NOUVEAU PRÊT À PRESTON POUR VAN DEN BERG

Sepp van den Berg ne portera pas le maillot de Liverpool durant la saison 2021-2022. Le club de la Mersey annonce ce lundi que le défenseur central néerlandais est de nouveau prêt à Preston North End pour le prochain exercice, une formation de deuxième division rejointe l'hiver dernier et avec laquelle il a disputé 16 matches de Championship. Débarqué à Anfield durant l'été 2019 en provenance de PEC Zwolle, le footballeur de 19 ans dispose d'un contrat courant jusqu'en juin 2024 avec les Reds de Jürgen Klopp.



RAMSEY A DÉJÀ UN PIED DU DÉPART

Actuellement en plein Euro 2020 avec le Pays de Galles, Aaron Ramsey semble avoir retrouvé un très bon niveau de jeu avec sa sélection. Malgré tout, le milieu de terrain gallois de 30 ans devrait se diriger vers un départ de la Juventus Turin au cours du mercato.

Si l'on en croit les informations de "Calciomercato.com", une réunion entre les dirigeants de la Juventus et l'agent du joueur britannique est prévue dans les heures à venir. Il sera question d'évoquer l'avenir de l'ancien milieu de terrain des Gunners d'Arsenal. En difficulté sous le maillot bianconero, Ramsey est annoncé sur le départ et un retour en Angleterre, dans un club de Premier League semble être une vraie possibilité. Cependant, il devra faire des efforts financiers et ainsi réduire ses émoluments. Il paraît aujourd'hui assez délicat de trouver une équipe d'accord et prête à lui offrir un salaire de 7 millions d'euros par saison, ce qu'il touche aujourd'hui avec la Juve.

Sous contrat jusqu'en 2023 avec les Turinois, Ramsey a disputé 29 matches toutes compétitions confondues pour 2 buts et 5 passes décisives la saison dernière et les dirigeants souhaitent récupérer environ 15 millions d'euros dans la transaction. Un départ plus que jamais d'actualité, puisque celui qui vient de qualifier le Pays de Galles pour les huitièmes de finale de l'Euro 2020 a déclaré qu'il ne se sentait pas très bien en Italie.

Depuis quelques jours, le natif de Caerphilly a confirmé la tendance d'un départ, lui qui espère relancer sa carrière après une saison galère en Serie A. Pour rappel Arsenal, Everton ou encore Crystal Palace se sont renseignés sur ce dossier comme l'ont affirmé les tabloïds britanniques ces dernières heures.

PJANIC DE RETOUR À LA JUVE ?

Seulement un an après l'avoir quitté, Miralem Pjanic pourrait effectuer son come-back à la Juventus durant le mercato en cours.

Le milieu de terrain du FC Barcelone, Miralem Pjanic, serait en discussions avec la Juventus en vue d'un retour à Turin, d'après ce révèle le Corriere dello Sport dans son édition d'aujourd'hui. La Juventus espère récupérer son ancien protégé dans le cadre d'un prêt de deux saisons. Le club catalan ne s'oppose pas à cette idée, et les discussions sont en cours concernant le salaire de l'international bosnien.

S'il retrouve la Vieille Dame, Pjanic évoluera de nouveau sous les ordres de son ancien coach Massimiliano Allegri. Ce dernier le tient en très haute estime. Au-delà de ses qualités et son aisance sur les coups de pieds arrêtés, le milieu se distingue par son riche vécu. Il compte d'ailleurs 281 apparitions en Serie A italienne.

Pjanic a rejoint le Barça avec l'objectif de franchir un palier, mais il a été incapable de conquérir une place de titulaire sous la houlette de Ronald Koeman. À maintes reprises, l'ancien Lyonnais s'était plaint de son maigre de temps de jeu. Il a certes disputé 30 matches en tout, toutes compétitions confondues, mais son nombre de titularisations est resté bloqué à 13 unités. S'il quitte le Nou Camp, il n'aura remporté que la Copa Del Rey avec les Blaugrana.



Guendouzi, la menace Benfica

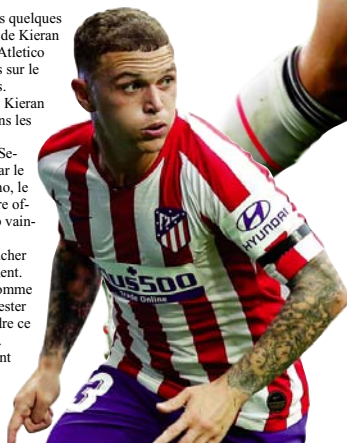
Depuis plusieurs semaines, le milieu de terrain d'Arsenal Mattéo Guendouzi (22 ans, 24 matches et 2 buts en Bundesliga cette saison) se retrouve annoncé dans le viseur de l'Olympique de Marseille lors de ce mercato d'été. Mais sur ce dossier, le club de l'infocentre va devoir désormais faire avec la concurrence de Benfica, d'après les informations du média A Bola ce lundi. Et visiblement, les négociations entre les Gunners et les Portugais sont fluides avec des conditions "plus avantageuses" par rapport aux propositions réalisées par les Marseillais. Pour rappel, l'OM dispose d'ores et déjà d'un accord avec l'ancien Loirienais concernant un futur contrat de 5 ans, mais va devoir se méfier de cette offensive effectuée par Benfica.

Man Utd : offre refusée pour Trippier

Manchester United cherche depuis quelques semaines à s'attacher les services de Kieran Trippier. Mais les dirigeants de l'Atletico Madrid se montrent intransigeants sur le prix de vente du défenseur anglais.

L'ancien défenseur de Tottenham, Kieran Trippier, qui évolue désormais dans les rangs de l'Atletico Madrid est convoité par Manchester United. Selon des informations rapportées par le journaliste italien Fabrizio Romano, le club anglais aurait vu une première offre officielle repoussée par le club vainqueur de la Liga 2021.

L'Atletico Madrid n'entend pas lâcher son défenseur anglais très facilement. Le club espagnol réclamerait la somme de 40 millions d'euros. Et Manchester United serait encore loin d'atteindre ce prix souhaité par les Colchoneros. Une autre offre pourrait rapidement arriver sur la table des dirigeants du club espagnol.



Kane, Tottenham dit non à 116 M€ !

Comme nous vous l'indiquions ce lundi, l'attaquant Harry Kane (27 ans, 35 matches et 23 buts en Premier League cette saison) compte quitter Tottenham sur ce mercato d'été et donne sa priorité à Manchester City. Et de son côté, le journaliste Fabrizio Romano annonce une première offre officielle XXL des Citizens : un chèque de 116 millions d'euros et la possibilité d'intégrer plusieurs joueurs à cette transaction. Une proposition repoussée par les Spurs ! Sans surprise, le président du club londonien Daniel Levy ne compte pas vendre Kane, sous contrat jusqu'en 2024, et veut tout faire pour le retenir. Actuellement concentré sur l'Euro, l'international anglais risque de représenter l'un des feuilletons à suivre après cette compétition.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

35 personnes sous mandat de dépôt et 10 autres sous contrôle judiciaire (ministère de la Justice)

Le ministère de la Justice a annoncé lundi le placement de trente-cinq (35) personnes sous mandat de dépôt et de dix (10) autres sous contrôle judiciaire pour violation des dispositions de la loi organique portant régime électoral lors des élections législatives du 12 juin.

"Dans le cadre des efforts visant à assurer la régularité des élections législatives du 12 juin, des mesures judiciaires ont été prises à l'encontre des contrevenants aux dispositions de la loi organique portant régime électoral, donnant lieu au placement de trente-cinq (35) personnes sous mandat de dépôt et de dix (10) autres sous contrôle judiciaire", a précisé le ministère de la Justice dans un communiqué.

Les juridictions ont également prononcé contre certains "des peines de prison ferme oscillant entre six (6) et dix-huit (18) mois et une



amende allant jusqu'à 100.000 DA", et ce, dans le cadre de poursuites judiciaires conformément aux procédures de comparution immédiate pour trente-neuf (39) personnes et d'enquête judiciaire pour trente (30) autres.

La police judiciaire "poursuit ses investigations à travers l'ensemble du territoire national concernant 86 faits signalés impliquant

soixante-sept (67) personnes et d'autres non identifiées", selon le ministère.

Les faits signalés concernent notamment "la distribution le jour du scrutin de documents en lien avec la campagne électorale, la perturbation du fonctionnement d'un bureau de vote, l'intrusion dans un centre de vote, le vol de bulletins de vote d'un bureau de vote pour leur distribution à l'extérieur, l'offre de dons en numéraire aux électeurs pour influencer leur vote et l'introduction de bulletins de vote dans l'urne sans la présence d'électeurs".

ALGÉRIE-RUSSIE Le Chef d'état-major de l'ANP en visite officielle en Fédération de Russie (MDN)

Le général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a entamé, à partir de ce lundi, une visite officielle en Fédération de Russie, sur invitation du général d'Armée Choïgou Sergueï Koujouguévitch, ministre de la Défense russe, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. "Sur invitation de Monsieur le général d'Armée Choïgou Sergueï Koujouguévitch, ministre de la Défense de la Fédération de Russie, Monsieur le général de corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, entame à partir d'aujourd'hui 21 juin 2021, une visite officielle en Fédération de Russie", précise la même source. "Monsieur le général de corps d'Armée prendra part à la 9^e Conférence sur la Sécurité Internationale qui sera organisée par la Fédération de Russie, les 23 et 24 juin 2021 à Moscou", conclut le communiqué du MDN.

ALGÉRIE-SAHARA OCCIDENTAL Le CNDH met en avant le rôle de l'Algérie dans le soutien aux réfugiés sahraouis

Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) a mis en exergue dimanche le rôle de l'Algérie dans le soutien aux réfugiés sahraouis à travers l'amélioration des conditions de vie dans les camps des réfugiés près de Tindouf.

"L'Algérie déploie des efforts continus dans l'amélioration des infrastructures et des structures essentielles au profit des réfugiés sahraouis", a indiqué le Conseil dans un communiqué à l'occasion de la journée internationale des réfugiés. Et de souligner: "L'Algérie œuvre à prendre en charge les réfugiés sahraouis avec le groupe de l'ONU accrédité en Algérie, notamment le Haut com-

missariat pour les réfugiés (HCR) et les autres agences onusiennes qui soutiennent le programme destiné aux réfugiés sahraouis". Le CNDH a rappelé que l'Algérie œuvre en partenariat avec le HCR à intensifier les efforts pour faire face et freiner le Coronavirus parmi les réfugiés à travers la sensibilisation des réfugiés durant la pandémie et la mobilisation de ressources supplémentaires pour répondre aux demandes et besoins des réfugiés et garantir leur accès au vaccin". Le Co nseil a appelé à la nécessité de fournir l'accès de tous les réfugiés au vaccin étant donné que le Coronavirus continue de faire des victimes sans distinction".

HISTOIRE-SYMBOLS-ATTAQUE-RÉACTION Le FFS dénonce une "offensive abjecte" contre des symboles de l'unité nationale et de l'histoire de l'Algérie

Le Front des Forces Socialistes (FFS) a dénoncé lundi une "offensive abjecte" contre les symboles les "plus emblématiques" de l'unité nationale et de l'histoire de l'Algérie, estimant que l'objectif de ces "attaques méprisables" était de "semmer la discorde et la division entre les Algériennes et les Algériens".

"Nous assistons ces dernières semaines à une offensive abjecte contre les symboles les plus emblématiques de l'Unité Nationale et de l'Histoire de notre pays", a écrit le FFS dans une déclaration rendue publique, signée par son Premier secrétaire national, Youcef Aouchiche.

Citant comme exemple "l'ignoble acte de vandalisme" orchestré contre la statue de Hocine Ait-Ahmed, érigée, à sa mémoire, dans la commune de Ouacif (Tizi Ouzou), le FFS a indiqué que

cette "offensive se manifeste par des attaques méprisables et méthodiques contre tout ce qui nous unit, dans l'objectif de semer la discorde et la division entre les Algériennes et les Algériens".

Il a ajouté que ces "apprentis sorciers" qui "agissent en pyromanes et qui ont l'habitude de nager dans les eaux troubles", jouent sur "toutes les sensibilités dans l'espoir d'attiser la haine et raviver le spectre de la violence dans le pays". "Ces tristes individus tentent de ramener la grandeur et la profondeur historique légendaire de l'Algérie au niveau des limites de leur entêtement mesquin et de leur enfermement sectaire et suicidaire pour s'en prendre aux constantes et aux symboles de notre nation", a déploré le FFS, rappelant que ces symboles historiques "ont hissé l'Algérie au rang de Nation res-

pectée et internationalement reconnue après que l'agression impérialiste de la colonisation française ait tout fait pour l'anéantir et dépouiller son peuple de son histoire et de sa capacité à faire société". Dans sa déclaration, le FFS a souligné aussi que "les attaques contre l'Histoire d'un pays ne sont jamais neutres" et "font partie au même titre que les expéditions militaires génocidaires de l'arsenal de destruction massive contre les peuples", affirmant que "le peuple algérien qui a payé un tribut des plus lourds pour reconquérir sa souveraineté grâce à son unité, à sa vigilance et à l'intelligence de ses symboles de la résistance héroïque, ne saurait laisser les âmes malades, la médiocrité politique et les vassalités à l'Est ou à l'Ouest du monde, mettre en danger sa sécurité".

MAROC- DROITS DE L'HOMME RSF considère les autorités marocaines comme responsables du sort du journaliste Raïssouni

Les autorités marocaines sont responsables du sort du journaliste Souleïman Raïssouni, en grève de la faim depuis plus de deux mois pour protester contre son maintien en détention provisoire, a indiqué l'ONG Reporters sans frontières, qualifiant le refus de son hospitalisation par les autorités marocaines d'"inhumaine" et d'"aberrante". "Après 70 jours de grève de la faim, le journaliste Souleïman Raïssouni, en détention provisoire depuis plus d'un an, est aujourd'hui extrêmement affaibli. Reporters sans frontières (RSF) considère que les autorités marocaines sont responsables de son sort et demande au roi Mohamed VI d'intervenir de toute urgence pour le faire libérer et éviter qu'il ne se meure en prison", soutient l'ONG dans un communiqué. A cet effet, le directeur général de Reporters sans frontières, Christophe Deloire a annoncé dimanche via son compte Twitter qu'il comptait se rendre, ce lundi au Maroc pour assister, le lendemain, au procès des deux journalistes Omar Radi et Souleïman Raïssouni et "soutenir les militants de la liberté de la presse", soulignant que "les autorités marocaines sont comptables de la vie" de Souleïman Raïssouni. Le procès de Souleïman Raïssouni devait avoir lieu le 15 juin au tribunal de Casablanca. Extrêmement affaibli par sa grève de la faim commencée le 8 avril 2021, le rédacteur en chef du quotidien arabophone Akhbar al-Yaoum n'a pas pu y assister, ce qui a conduit les juges à reporter son procès pour la neuvième fois. "Si les premiers reports avaient été demandés par les avocats du journaliste pour protester contre les vices de pro-

cédures des autorités marocaines, les dernières demandes s'expliquent par l'incapacité physique du journaliste de supporter de longues audiences", déplore RSF. Dans ce contexte, l'ONG internationale s'est offusquée du refus des autorités marocaines de l'hospitaliser malgré la détérioration de son état de santé qui menace sa survie. "Alors que sa vie est aujourd'hui gravement menacée, les autorités marocaines persistent à refuser d'hospitaliser Souleïman Raïssouni, une décision aussi aberrante qu'inhumaine", dénonce le directeur du bureau Afrique du Nord de RSF, Souhaïeb Khayati. "Pour que cet acharnement ne mène pas au pire et que le Maroc n'ait pas à porter la terrible responsabilité d'avoir laissé mourir un journaliste en prison, nous appelons le roi Mohammed VI à intervenir de toute urgence pour permettre sa libération provisoire", poursuit

l'ONG. Souleïman Raïssouni, en détention provisoire depuis un an, observe depuis plus 70 jours une grève de la faim pour demander sa libération provisoire. RSF rappelle "qu'après avoir épuisé tous les recours judiciaires possibles, il a opté le recours à ce mode ultime de protestation pour faire valoir ses droits à un procès juste et équitable, relevant que "le journaliste qui est poursuivi pour une affaire de mœurs, que ses avocats et proches estiment montée de toutes pièces, risque jusqu'à 10 ans de prison". Lundi dernier, Reporters sans frontières avait annoncé avoir saisi Irene Khan, rapporteuse spéciale sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression pour les Nations unies depuis août 2020, ancienne secrétaire générale d'Amnesty international entre 2001 et 2010, au sujet des deux journalistes, Raïssouni et Radi. L'ONG avait indiqué avoir clairement signifié dans

la correspondance adressée au rapporteur que "la vie du journaliste Souleïman Raïssouni est en grave danger", lui demandant "de faire tout son possible pour obtenir leur libération". Un appel qui a été suivi le lendemain par d'autres organisations internationales. Il s'agit notamment du Syndicat interprofessionnel des travailleuses et travailleurs de la presse, des médias, de la culture et du spectacle en France qui a exprimé son soutien aux deux journalistes, réclamant "leur libération immédiate et sans condition, ainsi que l'abandon des poursuites". Pour sa part, la Fédération internationale des journalistes (FIJ) avait indiqué avoir adressé une lettre au roi du Maroc, pour "la libération immédiate du journaliste Souleïman Raïssouni, dont l'état de santé extrêmement préoccupant nécessite des soins immédiats".

ARABIE SAOUDITE-QATAR L'Arabie saoudite nomme un ambassadeur au Qatar

L'Arabie saoudite a nommé son ambassadeur à Doha pour la première fois depuis 2017 suite à la crise du Golfe, ont rapporté lundi des médias qataris. Selon l'agence de presse qatarie, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Cheikh Mohammed bin Abdulrahman Al-Thani du Qatar a reçu lundi une copie des lettres de créance de l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite à Doha, le prince Mansour bin Khalid bin Farhan Al-Saud. Le vice-Premier ministre et chef de la diplomatie qatarie a souhaité au nouvel ambassadeur "plein succès dans ses fonctions, l'assurant de tout son soutien pour faire avancer les relations bilatérales entre les deux pays afin de parvenir à une coopération plus étroite dans divers domaines", rapporte l'agence. L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis (EAU) et Bahreïn, rejoints par l'Egypte, avaient rompu en juin 2017 toutes relations commerciales et diplomatiques avec le Qatar, et imposé un embargo à ce pays du Golfe, l'accusant, entre autres, de soutenir le terrorisme. Doha a toujours nié toutes les accusations, se disant "victime d'un blocus". En janvier dernier, le Qatar et l'Arabie Saoudite, ainsi que cinq autres pays du Golfe, ont signé un accord rétablissant entièrement les relations entre Doha et plusieurs de ses voisins, lors d'un sommet destiné à apaiser les tensions dans la région.